

Cote du document:	EB 2015/116/R.12	
Point de l'ordre du jour:	7 b)	
Date:	30 novembre 2015	F
Distribution:	Publique	
Original:	Espagnol	



Investir dans les populations rurales

État plurinational de Bolivie

Programme d'options stratégiques
pour le pays

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Jaana Keitaanranta
Chargée de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: (+39) 06 5459 2838
courriel: j.keitaanranta@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration –Cent seizième session
Rome, 16-17 décembre 2015

Pour: Examen

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iv
Résumé de la stratégie pour le pays	v
I. Introduction	1
II. Contexte national	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	3
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	4
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	4
B. Enseignements tirés	5
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	6
A. Avantage comparatif du FIDA	6
B. Objectifs stratégiques	7
C. Perspectives d'innovation	7
D. Stratégie de ciblage	8
E. Articulation au niveau des politiques	9
V. Gestion du programme	9
A. Gestion du COSOP axé sur les résultats	9
B. Gestion du programme de pays	10
C. Partenariats	10
D. Gestion des savoirs et communication	11
E. Cadre de financement SAFP	11
F. Risques et gestion des risques	11
Apéndices (Appendices)	
I. Proceso de consulta del COSOP	1
II. Antecedentes de la economía del país	9
III. Marco de gestión de los resultados del COSOP	10
IV. Marco de gestión de los resultados del COSOP anterior	12
V. Acuerdo en el punto de culminación de la EPP	22
VI. Análisis de la línea de base de la pobreza	30
VII. Desarrollo rural y agricultura	33
VIII. Fortalezas y debilidades de la estrategia nacional de desarrollo	36
IX. Ideas de proyectos	39
X. Políticas, estrategias y contexto institucional	46

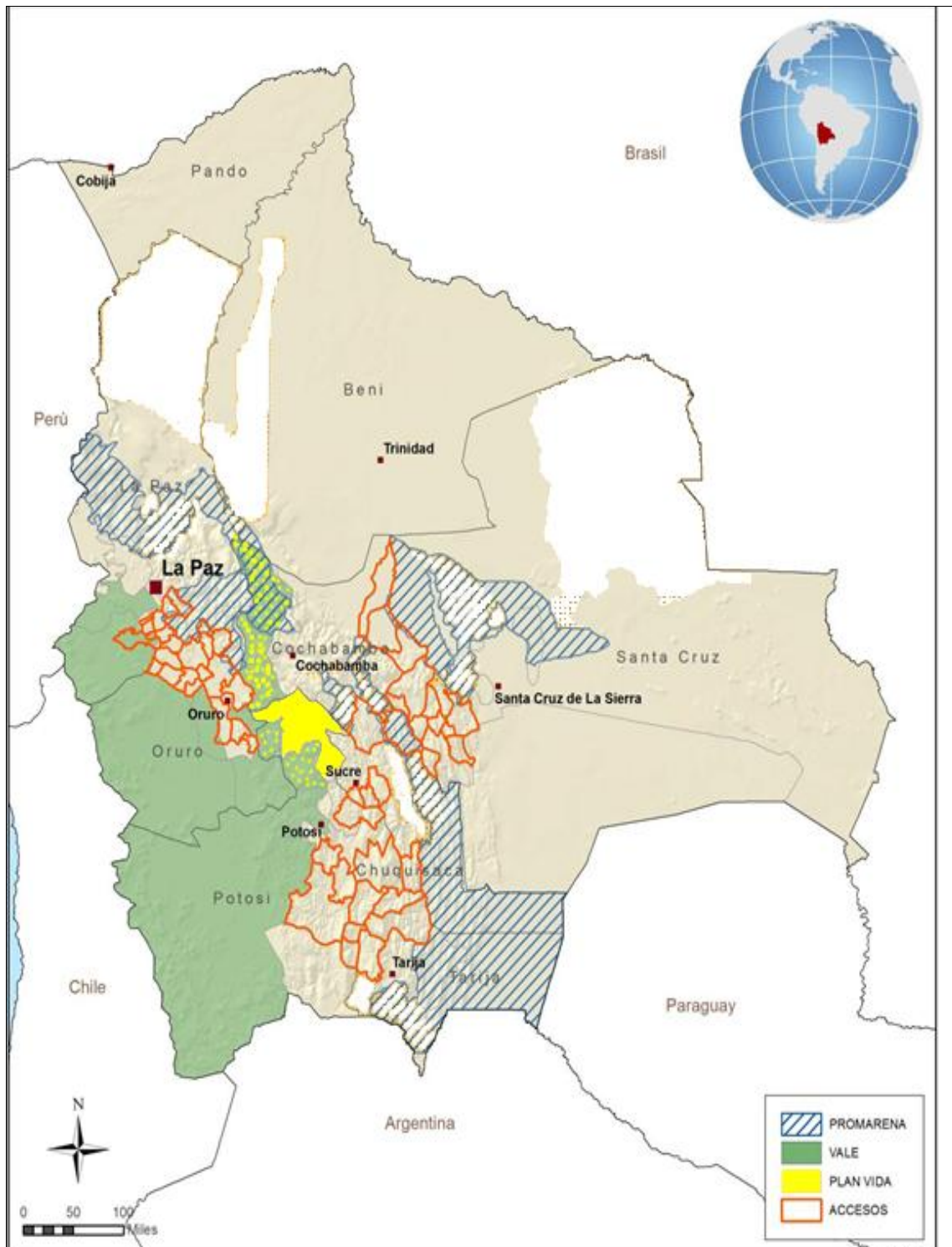
Expediente principales (Dossiers clés)

Expediente principal 1: La pobreza rural y las cuestiones relativas a los sectores agrícola y rural	48
Expediente principal 2: Matriz de organizaciones (análisis de las fortalezas, oportunidades, debilidades y amenazas – análisis FODA)	51
Expediente principal 3: Posibilidades complementarias de asociaciones o iniciativas con donantes)	55
Expediente principal 4: Identificación del grupo objetivo, cuestiones prioritarias y posible actuación)	59

Sigles et acronymes

ACCESOS	Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie
EPP	Évaluation de programme de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
Plan VIDA-PEEP	Plan VIDA pour éradiquer l'extrême pauvreté –phase I: Projet pilote de développement des communautés et des familles extrêmement pauvres à Cochabamba et Potosí
PROMARENA	Projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et des hautes vallées
PROSAT	Projet de services d'assistance technique à l'intention des petits exploitants
COSOP-AR	Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats
VALE	Projet d'appui au développement de l'économie paysanne des camélidés

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA



Source: FIDA
 Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Ce nouveau Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) – le troisième pour l'État plurinational de Bolivie – définit le cadre de la coopération entre ce pays et le FIDA pour la période 2015-2020. La stratégie a été établie en fonction de l'analyse de l'expérience et des enseignements tirés dans le cadre des projets financés par le FIDA dans le pays, qu'ils soient clos ou en cours, de l'évaluation du programme de pays (EPP) achevée en 2013, de la situation politique et socioéconomique, et des politiques nationales concernant le secteur agricole. Le COSOP-AR est aussi le fruit d'une concertation à la faveur de laquelle ont été consultés les responsables des pouvoirs publics et les représentants d'ONG, le secteur privé, les organisations paysannes et les peuples autochtones, et les organismes de coopération internationale.
2. La situation socioéconomique actuelle de l'État plurinational de Bolivie se caractérise par des résultats macroéconomiques favorables. Au sein du secteur agricole, qui contribue au PIB à hauteur d'environ 15% depuis les années 1990, coexistent une composante agro-industrielle et des exploitants familiaux "autochtones originaires paysans" qui produisent la majeure partie des aliments commercialisés sur le marché intérieur. Cela étant, l'agriculture familiale est confrontée à des problèmes chroniques, qui concernent principalement la productivité, l'accès aux marchés et la vulnérabilité face au changement climatique.
3. Malgré une réduction significative des niveaux de pauvreté du pays, les chiffres concernant les zones rurales demeurent préoccupants, puisque le taux de pauvreté s'établit à 59,94% et le taux d'extrême pauvreté à 38,81%.
4. Compte tenu de ces éléments, les objectifs stratégiques suivants ont été arrêtés pour le COSOP-AR:
 - Objectif stratégique 1: Contribuer au développement et au renforcement des entreprises rurales des petits producteurs.
 - Objectif stratégique 2: Renforcer les capacités et accroître les actifs matériels pour favoriser la gestion durable des ressources naturelles et la résilience face au changement climatique.
5. La stratégie est axée sur les populations rurales, hommes, femmes et jeunes, regroupés au sein d'organisations, qui vivent en situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire au sein de communautés d'autochtones originaires paysans. Il est proposé de renforcer leurs capacités et leur capital social et humain afin qu'ils soient à même de réduire leur vulnérabilité et d'améliorer leurs conditions de vie et leur sécurité alimentaire, en portant une attention particulière à la participation des femmes et des jeunes.
6. La mise en œuvre de la stratégie tiendra compte de l'évolution du contexte national et de la situation dans le secteur agricole du pays, ainsi que de la participation du bureau de pays du FIDA dans l'État plurinational de Bolivie, dans le cadre des activités suivantes: opérations, examens conjoints, promotion de la concertation sur les politiques publiques, gestion des savoirs, reproduction à plus grande échelle et innovations dans le contexte des nouvelles opérations.
7. Conformément au Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), l'État plurinational de Bolivie a prévu deux périodes d'allocation: 2016-2018, durant la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10), et 2019-2021, durant la onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11).

État plurinational de Bolivie

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. Le FIDA a mené des opérations dans l'État Plurinational de Bolivie dans le cadre de deux Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) couvrant les périodes 1998-2005 et 2007-2012, le dernier ayant été prolongé jusqu'en 2014 pour coïncider avec les élections. Depuis 1979, le FIDA contribué au financement d'interventions à hauteur de 112,7 millions d'USD au total, au profit d'environ 71 000 ménages ruraux. Le présent document arrête le cadre de la coopération avec les autorités du pays pour la période 2015-2020, en concordance avec les principales politiques publiques nationales et le Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015.
2. La stratégie proposée repose sur les fondements suivants: i) le mandat spécifique du FIDA, qui a pour mission d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des populations rurales, femmes et hommes, en leur donnant des possibilités de sortir de la pauvreté; ii) les enseignements tirés et les recommandations formulées à l'issue de l'EPP menée en 2013; et iii) les résultats de la concertation menée avec les institutions publiques et privées, les représentants de la société civile et les organismes de coopération.

II. Contexte national

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique et pauvreté rurale

3. Économie. Ces dix dernières années, les principaux paramètres de l'économie bolivienne ont affiché une progression régulière. La croissance du PIB réel a atteint 5,5% en 2014, et devrait avoisiner 5% en 2015, avec un taux d'inflation de 5,19%, selon les prévisions établies par le Ministère de l'économie et des finances publiques. La situation économique mondiale pourrait entraîner des répercussions sur la situation de l'État Plurinational de Bolivie, étant donné que les cours du gaz naturel sont liés à ceux du pétrole. Toutefois, ce handicap pourrait être compensé puisque le niveau de la dette publique a été ramené de 94% du PIB en 2003 à moins de 40% en 2014 et, que, pendant la même période, les réserves en devises sont passées de moins de 1 000 millions d'USD à plus de 15 000 millions d'USD.
4. Le secteur agricole. Depuis les années 1990, l'agriculture contribue au PIB à hauteur d'environ 15% en moyenne, selon les données établies en 2009 par l'Unité d'analyse des politiques économiques et sociales. La population active des zones rurales est composée à 75% de personnes effectuant des travaux agricoles ou employées dans des activités liées à l'agriculture. La part des activités non agricoles dans l'économie rurale a augmenté rapidement ces dernières années, selon les chiffres publiés en 2012 par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Le secteur agroalimentaire est tourné vers l'exportation et la transformation industrielle (soja, tournesol, coton et canne à sucre), et les cultures industrielles représentent 80% de la production alimentaire bolivienne. Sur une superficie cultivée de 2,8 millions d'hectares pour l'ensemble du territoire, le soja occupe 1,2 million d'hectares, et 80% de la production est exportée. L'industrie agroalimentaire pèse de plus en plus lourd dans l'approvisionnement en produits transformés de première nécessité, principalement destinés au marché extérieur, et elle tire parti de l'accès à de vastes étendues de terres et à d'abondantes ressources financières, techniques et humaines.
5. L'agriculture familiale. Selon des études récentes, l'agriculture familiale perd de son importance face aux progrès du secteur agro-industriel, principalement en raison des contraintes qui pèsent sur l'efficacité de la production et la compétitivité. L'agriculture familiale est principalement pratiquée par des autochtones originaires

paysans, et traditionnellement, c'est elle qui alimente le marché intérieur en vivres et en produits agricoles de première nécessité (notamment tubercules, céréales, légumes, fruits et viandes). Malgré les handicaps qui freinent le développement, les précédentes initiatives ont permis d'améliorer les méthodes de production et de s'engager dans l'exportation de produits de niche comme le quinoa, le café et le cacao. En outre, l'agriculture familiale dans son ensemble fournit 48% de l'approvisionnement alimentaire du pays, selon les données publiées en 2014 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'agriculture familiale est source de diversité en matière d'emplois et mobilise nombre d'acteurs sur les marchés pour atteindre les consommateurs finals –bien qu'entre 1980 et 2009, la superficie cultivée par les petits paysans, aussi bien sur les hauts plateaux que dans les plaines, a peu augmenté en valeur absolue, puisqu'elle est passée de 1,08 million d'hectares à 1,4 million d'hectares. Compte tenu de ces éléments, les autorités du pays ont prévu des interventions sélectives donnant la priorité aux activités de nature à contribuer à produire de la valeur ajoutée et à diversifier la production nationale; la stratégie consiste à établir des liens entre la production primaire des petits paysans et des initiatives industrielles associant secteur public et secteur privé, dans le cadre de partenariats qui créent de la valeur ajoutée et facilitent l'accès aux marchés.

6. **Pauvreté rurale.** Entre 2005 et 2013, la pauvreté a reculé à l'échelle nationale, passant de 60,6% à 39,06%, de même que l'extrême pauvreté, ramenée de 38,2% à 18,83%. Néanmoins, la situation reste beaucoup plus préoccupante dans les zones rurales, où la pauvreté modérée touchait 59,94% de la population en 2013, et l'extrême pauvreté 38,81%, selon les données de l'Institut national des statistiques. Le coefficient de Gini a chuté, passant de 0,59 à 0,46 entre 2006 et 2012 et, dans les zones rurales, de 0,64 à 0,53 en 2009. La réduction de la pauvreté a donc progressé à pas de géant, ce qui est dû à plusieurs facteurs:
 - i) la croissance économique soutenue enregistrée ces dix dernières années;
 - ii) l'effet redistributif des investissements publics en faveur de la santé, de l'éducation et des infrastructures de production dans les zones rurales;
 - iii) les politiques sociales comme Bono Dignidad, Bono Juancito Pinto et Bono Juana Azurduy; et iv) les envois de fonds en provenance de l'étranger. En zone rurale, les inégalités comportent une dimension territoriale, une dimension ethnique et une dimension liée à la condition des femmes: 70% des autochtones sont pauvres et 20% se situent juste au-dessus du seuil de pauvreté. On estime à 90% la proportion de ceux dont les besoins élémentaires ne sont pas satisfaits en ce qui concerne les matériaux de construction, l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'éducation et la santé. La pauvreté rurale est exacerbée par les inégalités d'accès à la terre, dont les femmes et les jeunes sont plus particulièrement victimes, et une proportion considérable de la population est exposée au risque de retomber dans la pauvreté. Cette vulnérabilité est liée, entre autres, à la faible productivité, à l'émiettement du foncier, à l'érosion et aux effets du changement climatique, en particulier sur les hauts plateaux et dans les vallées.
7. **Sécurité alimentaire et nutrition.** La FAO, dans son rapport intitulé L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde en 2015, indique que dans l'État Plurinational de Bolivie, la proportion de la population souffrant de sous-alimentation a été ramenée de 38% pour la période 1990-1992 à 15,9%, selon les projections, pour la période 2014-2016; autrement dit, le nombre de personnes malnutries est passé de 2,6 millions à 1,8 million au cours des 25 dernières années. Toutefois, selon l'enquête d'évaluation sanitaire et nutritionnelle effectuée en 2012 par l'Unité d'analyse des politiques économiques et sociales, 18,1% des filles et garçons boliviens âgés de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique. La malnutrition, qui se traduit par un retard de croissance, autrement dit un rapport taille pour l'âge inférieur à la normale, est plus répandue dans les zones rurales. S'agissant de la malnutrition aiguë à la suite d'une famine, d'une inondation ou d'une épidémie, la prévalence était de 1,6% à l'échelle nationale (2,1% en zone

rurale et 1,3% en zone urbaine). La prévalence de la malnutrition modérée globale, mesurée par le ratio poids/âge chez les enfants de moins de cinq ans, est de 3,6% à l'échelle nationale et de 5% dans les zones rurales.

8. Exode rural et enjeux environnementaux. Selon le recensement de 2012, 32% de la population vit en zone rurale. Cependant, l'exode rural ne cesse de progresser, en particulier chez les hommes et les jeunes. Ce phénomène se traduit par un surcroît de responsabilités et un alourdissement des charges de travail qui pèsent sur les épaules des femmes pour les activités de production agricole ou rurale, mais aussi par un vieillissement sensible de la population rurale, qui a des répercussions sur le développement rural. Outre l'exode rural, le développement rural se heurte à des défis environnementaux majeurs résultant des pressions qui s'exercent sur les ressources naturelles, de la déforestation due à l'expansion des terres cultivées, de la dégradation des sols, de la pollution des eaux et de la dégradation des ressources génétiques, autant de facteurs qui contribuent à rendre les zones rurales plus vulnérables. Le changement climatique est un défi majeur car les scénarios d'évolution du climat prévoient une hausse des températures et des précipitations moins abondantes, ce qui se traduit par un climat très capricieux entraînant des répercussions défavorables sur la santé, la biodiversité et les écosystèmes, mais aussi sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Contexte institutionnel national

9. Ces dix dernières années, le pays a subi un profond bouleversement politique, caractérisé par la priorité accordée à la lutte contre la faim et à la promotion de la participation des groupes de population traditionnellement exclus. Dans ce contexte, on a assisté dans le pays à une progression de la représentation au sein des organes législatifs et exécutifs des peuples autochtones originaires paysans. Ce terme désigne les peuples et nations de l'État Plurinational de Bolivie dont la population partage un territoire, une culture, une histoire, des langues et une organisation ou des institutions juridiques, politiques, sociales et économiques qui leur sont propres¹. Par ailleurs, le pays a pris des initiatives afin d'amplifier la participation des femmes à la vie politique et d'assurer l'intégration, la protection et la participation des jeunes au système productif, économique, social et culturel.
10. Les autorités nationales ont placé le renforcement du secteur agricole en tête des priorités, en particulier en ce qui concerne l'agriculture familiale, en adoptant des politiques et programmes sectoriels et interministériels visant à remédier: a) aux problèmes que posent l'inefficacité de la production, des activités de transformation insuffisantes, le manque de compétitivité et l'accès insuffisant aux marchés; b) aux problèmes de gestion des ressources naturelles –eau, sols, diversité agrobiologique et végétation; et c) à la vulnérabilité face au changement climatique. La Constitution politique de 2009 et la Loi-cadre sur les autonomies et de la décentralisation (Loi n° 031) ont apporté des changements majeurs pour les institutions infranationales; en particulier, celles-ci ont désormais la possibilité de se financer par l'emprunt, avec l'autorisation préalable du Ministère de l'économie et des finances publiques.

Harmonisation et alignement

11. Les objectifs stratégiques exposés plus haut ont été convenus avec les autorités gouvernementales, la société civile, les organisations autochtones et la coopération internationale dans le cadre de l'équipe de gestion du programme de pays, et ils concordent avec le Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015 et avec les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement en ce qui

¹ Ce principe est inscrit dans la Constitution politique de l'État conformément à l'article 1er de la Convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail.

concerne l'alignement, l'harmonisation, la responsabilité mutuelle et la gestion axée sur les résultats.

12. Le cadre stratégique proposé correspond à la législation nationale, et notamment aux textes suivants: a) la Loi sur la révolution de la production agricole communautaire (Loi 144), et plus particulièrement les volets thématiques relatifs aux aspects suivants: souveraineté alimentaire, planification communautaire, amélioration de l'accès aux intrants, aux infrastructures de production, assistance technique et formation, renforcement des capacités biologiques et productives, accès au commerce et aux financements des communautés d'autochtones originaires paysans et des communautés interculturelles et afroboliviennes, dans une optique soucieuse de l'équité entre les sexes, et transfert de ressources aux communautés; b) la Loi-cadre sur la Terre-Mère et le développement intégral pour le bien-vivre adoptée en octobre 2012 (Loi 300), qui établit les principes et les règles fondamentales d'un développement global en équilibre avec l'environnement, s'appuyant sur les savoirs locaux et ancestraux; c) les lignes directrices sur l'éradication de l'extrême pauvreté dans le cadre de l'Agenda patriotique pour 2025; et d) la Politique plurinationale relative au changement climatique pour le bien-vivre récemment adoptée, ainsi que le plan qui l'accompagne (2015). Il concorde également avec les politiques internationales (Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques).
13. Dans le cadre stratégique proposé, le FIDA entend: a) assurer la continuité dans l'utilisation des systèmes de gestion financière et de passation des marchés déjà en place; b) créer des partenariats et des synergies avec les institutions publiques et privées au niveau national, départemental et local, et avec les organismes de coopération internationale; c) établir une concertation continue sur des questions telles que les règles de passation des marchés publics, les mécanismes permettant d'investir une partie des aides sociales (bonos) dans des projets relatifs à la production, et les investissements stratégiques complémentaires dans les routes, les infrastructures de production, etc.; et d) favoriser la convergence des investissements publics et privés afin de renforcer l'exécution des programmes et projets.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

14. À ce jour, le FIDA a financé 12 opérations au titre de deux COSOP, qui ont été évaluées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA dans le cadre de deux EPP effectuées en 2005 et 2014. La dernière en date portait sur huit années et cinq projets mis en œuvre au cours de la période considérée: i) le Projet de services d'assistance technique à l'intention des petits exploitants (PROSAT); ii) le Projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et des hautes vallées (PROMARENA); iii) le Projet d'appui au développement de l'économie paysanne des camélidés (VALE); iv) le Plan VIDA pour éradiquer l'extrême pauvreté –Phase I: Projet pilote de développement des communautés et des familles extrêmement pauvres à Cochabamba et Potosí (Plan VIDA-PEEP); et v) le Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie (ACCESOS).
15. La dernière EPP a permis de conclure que le FIDA avait répondu aux besoins du pays, en conformité avec les politiques nationales et le Cadre stratégique du FIDA et au moyen d'instruments appropriés pour fournir une assistance technique à l'appui des activités de production et de la gestion des ressources naturelles. L'équipe d'évaluation a reconnu que les opérations ont eu un impact qualitatif

sensible sur le développement social et humain et la participation inclusive des femmes, ainsi que sur la gestion des ressources naturelles.

16. En ce qui concerne l'impact qualitatif sur le plan du renforcement du capital social et humain, les évaluateurs ont noté que les bénéficiaires des projets PROSAT et PROMARENA convenaient que leur participation leur avait permis de gagner en autonomie et d'améliorer leurs capacités d'autogestion – ce qui leur avait ouvert des possibilités d'accès à des fonctions électives et avait contribué à améliorer l'égalité des sexes; ces progrès sont à mettre au crédit des approches fondées sur la demande et de l'administration directe des transferts monétaires par les communautés et les organisations bénéficiaires.
17. Il a également été indiqué dans l'évaluation que la méthode d'apprentissage par la pratique utilisée était un instrument utile pour la formation par les pairs, et que la mise en œuvre des projets avait conduit les familles à adopter des techniques de gestion et de conservation des sols et de l'eau et des pratiques de culture et d'élevage plus appropriées, et à se lancer dans de nouvelles activités de production.
18. En ce qui concerne les résultats obtenus sous l'angle quantitatif, les cibles fixées en matière de participation ont été atteintes, voire dépassées, pour les projets achevés. Pour les groupes organisés bénéficiant d'une assistance technique, les cibles ont été dépassées dans deux des projets. S'agissant des revenus des bénéficiaires, le PROSAT a obtenu une amélioration de 50%, et le PROMARENA de 25%. L'évaluation de l'impact effectuée à l'achèvement du projet VALE, en 2014, a montré que l'indice des biens des familles avait progressé, passant de 39,9% à 52,4%, tandis que le nombre de ménages vivant dans des maisons au sol en terre battue était tombé de 78,3% à 66,6%, et la malnutrition chronique chez les enfants avait diminué, passant de 37,7% à 33,9%, ce qui traduit une amélioration des conditions de vie.
19. L'accord conclusif de la dernière EPP contient sept recommandations² visant à renforcer l'efficacité et l'efficacéité du programme de pays, afin d'obtenir un impact plus marqué et plus durable en matière de réduction de la pauvreté rurale et de gestion des ressources naturelles, ainsi qu'en ce qui concerne la reproduction des interventions à plus grande échelle. Pour y parvenir, il faudra redoubler d'efforts, durant les phases de conception et d'exécution, afin d'intensifier la concertation sur les modalités d'organisation et les politiques publiques et de renforcer le soutien apporté au bureau de pays du FIDA dans l'État plurinational de Bolivie.

B. Enseignements tirés

20. Selon l'évaluation récemment effectuée, il est possible de dégager des enseignements concernant les aspects suivants: a) transferts monétaires directs aux bénéficiaires; b) ciblage géographique; c) développement des marchés et de l'esprit d'entreprise; d) assistance technique dans des domaines autres que la production; et e) participation des femmes et des jeunes vivant en milieu rural.
21. Les transferts directs de ressources à l'issue d'une mise en concurrence ont suscité une participation active, et les groupes d'utilisateurs ont gagné en autonomie à la faveur des initiatives portant sur la gestion des ressources naturelles et la création d'activités économiques. La mise en œuvre des projets a incité les autorités municipales à mettre elles aussi en place des transferts directs.
22. Le ciblage des interventions sur des groupes de population spécifiques et des territoires bien circonscrits permet d'appliquer des stratégies plus précises, différenciées en fonction de la situation, des besoins et des capacités, de manière à obtenir un impact plus important et à pérenniser les activités.

² Voir l'appendice V.

23. Les préalables indispensables au bon développement des entreprises rurales sont les suivants: i) existence de ressources suffisantes, en quantité comme en qualité; ii) viabilité technique et économique; iii) moyens matériels d'accéder à un marché local, régional ou national; iv) existence d'une demande pour le type de produit ou service concerné (chaque intervention doit commencer par une étude de marché); et v) création de capacités de gestion d'entreprise au sein des groupes cibles, afin qu'ils accèdent au marché et s'y positionnent dans une perspective à long terme.
24. L'assistance technique à la production ne suffit pas, et elle doit s'accompagner d'une assistance pour les aspects suivants: commercialisation ou accès aux marchés, développement des infrastructures de production, investissements dans les actifs nécessaires au développement des entreprises, accès aux services financiers et au financement des fonds de roulement, renforcement de l'organisation et des compétences de direction, et relations commerciales entre les groupes cibles et le secteur privé.
25. La mise en œuvre des projets ne doit pas négliger le contrôle social – celui-ci est efficace lorsque les intéressés participent activement à toutes les phases de la formulation du projet, de sa planification et de sa gestion, ce qui permet d'améliorer la transparence de l'utilisation des ressources, l'autonomisation et la responsabilisation.
26. La confiance et le respect des capacités des acteurs locaux sont des facteurs déterminants dans la réussite d'une initiative de développement rural. Il faut trouver des solutions pour identifier ces capacités et services locaux et renforcer leurs moyens d'action, et les mettre à disposition d'autres acteurs concernés, tels que les communautés et les municipalités, entre autres.
27. La participation des femmes et des jeunes vivant en milieu rural doit rester prioritaire dans le cadre de toutes les activités relevant des projets, notamment la planification, les activités rurales, l'accès aux ressources et aux savoirs et les instances de décisions, de manière à réduire les inégalités et à favoriser l'accès à la terre.
28. L'expérience de la mise en œuvre du programme ACCESOS et du projet relatif au Plan VIDA-PEEP montre qu'il est possible de dégager des synergies et de mobiliser des ressources financières et humaines auprès des autorités départementales ou municipales afin de contribuer à la pérennisation des acquis.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA

29. À la faveur de la mise en œuvre des deux précédents COSOP, le FIDA a acquis des savoirs, une expérience et des avantages comparatifs reconnus dans les domaines suivants: a) développement du secteur des camélidés; b) gestion durable des ressources naturelles et résilience face au changement climatique; c) transferts de ressources publiques et privées aux populations rurales regroupées au sein d'organisations, par le biais de concours et d'autres instruments; d) mise en œuvre de méthodes participatives favorisant l'autonomisation; et e) développement du capital humain et social afin de renforcer les capacités.
30. Ces avantages comparatifs ont été pris en considération dans la conception de nouvelles opérations, qui mettent l'accent sur les aspects suivants: i) une logique territoriale et la participation des autorités municipales et départementales; ii) le développement de pôles de production qui permettent aux petits paysans d'être en meilleure position dans les négociations; iii) le développement d'entreprises rurales agricoles et extra-agricoles axées sur le marché; iv) des liens plus dynamiques avec le monde urbain; v) le renforcement de l'interculturalisme; et vi) l'action menée aux côtés des femmes et des jeunes pour améliorer leurs perspectives en matière de revenu et d'emploi. Parallèlement, l'ouverture d'un bureau de pays dans l'État

Plurinational de Bolivie en 2012 a facilité la concertation avec les différents ministères et les autres partenaires de développement et a permis de renforcer l'efficacité de l'appui à l'exécution et de la supervision des programmes et projets.

B. Objectifs stratégiques

31. La stratégie ici proposée repose sur la nécessité de: a) renforcer la production primaire afin d'améliorer la sécurité alimentaire des familles rurales; b) soutenir les entreprises rurales afin qu'elles gagnent en qualité et en compétitivité; c) développer les partenariats public-privé pour faciliter l'accès aux marchés de petits producteurs dont la production soit concurrentielle; et d) renforcer la gestion des ressources naturelles et la résilience face au changement climatique pour contribuer à la viabilité de la base de production. Ces orientations stratégiques auxquelles le gouvernement a donné priorité correspondent aux principes d'une économie plurielle et diversifiée, ainsi qu'à la volonté de renforcer les pôles de production.
32. Les objectifs stratégiques arrêtés pour la période 2015-2020 sont les suivants:
- Objectif stratégique 1: Contribuer au développement et au renforcement des entreprises rurales des petits producteurs. Il s'agira notamment: i) de consolider les initiatives engagées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition; ii) de renforcer les capacités techniques, organisationnelles et entrepreneuriales des entreprises rurales; iii) d'introduire des innovations technologiques pour transformer les produits, de manière à augmenter leur valeur, en répondant à la demande du marché; iv) d'intensifier les partenariats public-privé pour faciliter la commercialisation de produits de qualité et l'accès aux services financiers et non financiers; et v) de renforcer le dialogue entre les cultures sur les savoirs, ainsi que la participation et l'intégration effectives des femmes, des jeunes et des peuples autochtones. Cet objectif, qui vise à contribuer à l'application de la Loi 144 et des orientations de l'Agenda patriotique pour 2025, sera poursuivi en étroite collaboration avec le Ministère du développement rural et des terres et le Ministère du développement productif et de l'économie plurielle.
 - Objectif stratégique 2: Renforcer les capacités et accroître les actifs matériels pour favoriser la gestion durable des ressources naturelles et la résilience face au changement climatique. Les actions entreprises permettront de renforcer: i) l'aménagement du territoire par les municipalités et les communautés; ii) les capacités en matière d'utilisation des savoirs locaux; et iii) les innovations, les pratiques et les investissements dans les infrastructures à l'appui de la gestion des ressources naturelles, de la gestion des risques et de la résilience face au changement climatique, et en application des procédures d'évaluation des aspects sociaux, environnementaux et climatiques récemment approuvées par le FIDA. Cet objectif, qui consiste à apporter une contribution spécifique à la mise en œuvre de la Loi-cadre sur la Terre-Mère et le développement intégral pour le bien-vivre, des lignes directrices de l'Agenda patriotique pour 2025, de la Politique plurinationale relative au changement climatique pour le bien-vivre et du plan qui l'accompagne, sera poursuivi en étroite collaboration avec le Ministère du développement rural et des terres et le Ministère de l'environnement et l'eau.

C. Perspectives d'innovation

33. Le modèle socioéconomique et politique de l'État Plurinational de Bolivie est en pleine évolution structurelle sur le plan politique, économique et institutionnel. Par ailleurs, du fait de ses bons résultats macroéconomiques, l'État Plurinational de Bolivie a récemment intégré la catégorie des pays à revenu intermédiaire, de sorte que les conditions de prêt qui lui sont consenties sont moins favorables

qu'auparavant. Il convient de tenir compte de ces éléments pour élaborer une stratégie d'innovation et de reproduction à plus grande échelle.

34. Au cours de la mise en œuvre de la stratégie proposée, il est prévu de chercher à intensifier les innovations qui ont déjà fait leurs preuves, c'est-à-dire: i) application d'une approche intégrée axée sur les territoires et les pôles de production; ii) mobilisation de ressources auprès des départements et des municipalités, en application de la législation en vigueur; iii) renforcement des liens entre le système financier et le secteur de la production rurale, sous forme de produits financiers innovants répondant aux besoins des familles rurales dans le cadre d'une nouvelle législation; iv) mise en place de partenariats public-privé; v) appui aux innovations technologiques associé au recensement et à la validation des savoirs ancestraux; et vi) participation systématique et effective des jeunes et des femmes aux processus de développement.
35. Pour favoriser l'essor de la reproduction à plus grande échelle, il est important de renforcer les dispositifs de suivi-évaluation (S&E) et de s'attacher à dégager les constantes des processus de développement afin de pouvoir en tirer des enseignements. La reproduction à plus grande échelle suppose également d'approfondir les partenariats thématiques complémentaires noués avec des partenaires publics et privés sur des questions comme la sécurité alimentaire et la nutrition (FAO et Programme alimentaire mondial [PAM]), l'accès aux marchés et aux services financiers (Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse [DDC], Heifer International), le changement climatique et les stratégies pour l'égalité des sexes et les stratégies générationnelles (ONU-Femmes et Banque mondiale).
36. La réalisation des objectifs fixés en matière d'innovation et de reproduction à plus grande échelle suppose le respect de la diversité culturelle, de l'identité, des langues et des modèles d'organisation et du droit des peuples autochtones originaires paysans au consentement préalable, libre et éclairé lorsque des décisions sont prises. À cet effet, il est important que les équipes techniques soient mieux à même d'apprécier la culture et la diversité des peuples autochtones.

D. Stratégie de ciblage

37. Compte tenu de l'EPP de 2014, des enseignements tirés de l'expérience et des politiques du Gouvernement de l'État Plurinational de Bolivie et du FIDA, les critères de ciblage suivants sont arrêtés:
 - a) Ciblage géographique. Les municipalités et territoires ruraux caractérisés par des taux élevés de pauvreté et de vulnérabilité (les hauts plateaux et les vallées interandines, où le FIDA est déjà présent, et l'Amazonie bolivienne, qui constitue une nouvelle zone d'intervention); les aspects qui relient ces différentes régions seront pris en considération pour définir des zones concentrées présentant des caractéristiques géographiques homogènes, afin de constituer des corridors économiques et de renforcer l'efficacité des interventions.
 - b) Groupe cible. Les populations rurales, hommes et femmes, regroupées au sein d'organisations, appartenant à des communautés d'autochtones originaires paysans et vivant en situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire, soit au total quelque 580 000 familles sur tout le territoire du pays, dont 74 000 familles Quechua et Aymara; ce groupe cible bénéficiera du projet Plan VIDA-PEEP, du Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie avec le financement du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ACCESOS-ASAP) et PRO-CAMÉLIDOS. Sur ce total, on estime à environ 45 000 le nombre de familles qui devraient voir leurs conditions de vie s'améliorer durablement d'ici à 2020.

- c) La stratégie repose aussi sur l'autociblage; à cet effet, des appels à propositions seront publiés afin de susciter la présentation de projets collectifs, l'ordre de priorité étant établi en fonction des domaines thématiques.
- d) Stratégies différenciées. Les stratégies et les instruments utilisés différeront selon les caractéristiques géographiques et culturelles; une distinction sera également faite entre les nouveaux groupes et ceux qui ont acquis une expérience et des capacités, qui sont en mesure de participer au financement des activités rurales et d'accéder aux marchés. La discrimination positive à l'égard des femmes et des jeunes sera utilisée pour les inciter à participer.

E. Articulation au niveau des politiques

38. Le FIDA assurera la convergence de ses interventions avec les principales lois du pays (Lois 144 et 300 et Agenda patriotique pour 2025) sur les questions de sécurité alimentaire et développement rural, comme indiqué précédemment. La concertation avec les autorités nationales sera poursuivie et intensifiée auprès des ministères et des organismes responsables des financements extérieurs, de la planification et du développement rural; elle portera sur les projets et programmes en cours ou déjà achevés, et il s'agira de prévoir de nouvelles opérations dans le souci d'assurer une continuité, dans le cadre d'une approche reposant sur les pôles de production en prise sur le marché, la gestion des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique; les ressources publiques seront mobilisées pour cofinancer les interventions afin d'obtenir des résultats et un impact plus importants, conformément aux conclusions des ateliers tenus au cours de l'élaboration de cette stratégie³. Cette concertation se déroulera à différents niveaux: i) au niveau interministériel, entre le FIDA, le Ministère de la planification et le Ministère du développement rural et les terres, afin d'analyser le portefeuille du programme de pays, de convenir du ciblage territorial et de coordonner les politiques et les programmes; ii) au niveau des départements et des municipalités, pour renforcer l'approche fondée sur les territoires et les pôles de production et la gestion des contreparties; iii) au niveau des partenaires de développement, avec les organismes de coopération internationale au sein du groupe des partenaires de développement de l'État plurinational de Bolivie (Grupo de Socios para el Desarrollo de Bolivia); et iv) au niveau des organisations sociales et économiques représentant les petits paysans des zones rurales.
39. Durant la mise en œuvre de cette stratégie, on insistera davantage sur les liens avec les initiatives appuyées par les prestataires de services financiers et non financiers et par la clientèle publique ou privée d'acheteurs de produits (de base ou transformés) et de services, en utilisant ou en intensifiant les relations et les expériences actuelles des groupes cibles. L'accent sera mis sur la promotion et l'application des politiques infranationales (des ministères, des municipalités et des autonomies autochtones) axées sur la sécurité alimentaire et développement rural des territoires.

V. Gestion du programme

A. Gestion du COSOP axé sur les résultats

40. La responsabilité de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie incombera au bureau de pays du FIDA à La Paz, qui sera épaulé par une équipe de consultants issus du pays ou de la région et se référera au Cadre de gestion des résultats présenté à l'appendice III. Les activités de S&E comprendront: i) l'élaboration des rapports annuels sur la réalisation des indicateurs du cadre de mesure des résultats et d'autres indicateurs; ii) un examen à mi-parcours de la présente stratégie réalisé

³ Voir l'appendice I.

la troisième année; et iii) une évaluation à l'achèvement de la période d'exécution. Les progrès de la mise en œuvre, les résultats et les réalisations seront analysés avec l'équipe de gestion du programme de pays dirigée par le chargé de programme pour l'État Plurinational de Bolivie.

41. Aux fins de la gestion de la stratégie, le renforcement des dispositifs de S&E des programmes et projets financés par le FIDA dans le pays se poursuivra, de sorte qu'ils ne serviront pas seulement à rendre compte des activités. Le dispositif s'attachera à enregistrer les résultats et l'impact obtenus, à analyser les expériences pour en dégager les constantes et en tirer parti, afin de dégager les enseignements qui présentent une utilité pour le FIDA et pour les autres acteurs du développement.

B. Gestion du programme de pays

42. La mise en œuvre de la stratégie proposée correspond à deux périodes d'allocation de financements, 2016 à 2018 et 2019 à 2021, ce qui devrait permettre d'exécuter au moins deux projets. La stratégie sera mise en œuvre en synergie avec les différents échelons de l'administration publique et avec d'autres acteurs de la coopération internationale. Le bureau de pays du FIDA dans l'État Plurinational de Bolivie assurera la supervision et l'appui à l'exécution du portefeuille de projets et encouragera une concertation ouverte et continue avec les autorités nationales pour atteindre les objectifs stratégiques proposés.
43. Le FIDA s'emploiera à renforcer: a) l'appui et l'assistance technique à la mise en œuvre des programmes et projets, afin de parvenir à une plus grande souplesse dans l'exécution et le suivi des investissements du FIDA, de manière à ne pas aggraver la vulnérabilité de l'environnement (déforestation, dégradation des sols et des pâturages); b) les instances d'examen conjoint par le gouvernement et le FIDA; c) les protocoles et instruments de collecte de données pour alimenter les dispositifs de S&E des programmes et projets, de manière à pouvoir rendre compte plus facilement des indicateurs du cadre de mesure des résultats du COSOP-AR et du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI), l'harmonisation avec les systèmes nationaux étant recherchée; d) les évaluations des projets en cours, en concertation avec les organismes responsables et les équipes chargées de leur mise en œuvre, afin de mettre en évidence les résultats et l'impact obtenus; et e) l'identification d'activités à financer au moyen de dons complémentaires afin de renforcer les programmes et projets, qu'ils soient en cours ou nouveaux, dans le cadre des objectifs stratégiques proposés.

C. Partenariats

44. Le FIDA resserrera ses partenariats avec les autorités nationales, en particulier avec les ministères concernés –c'est-à-dire les ministères responsables de l'économie, de la planification, du développement rural et de l'environnement – ainsi qu'avec l'Autorité plurinationale chargée d'appliquer les principes de la Terre-Mère. Durant la mise en œuvre de la stratégie, le FIDA cherchera à établir une collaboration étroite avec le Ministère de l'éducation sur la question de la certification des compétences des talents locaux; ce travail sera mené avec la Banque du développement productif en ce qui concerne les services financiers, et avec l'Institut national pour la recherche agricole et forestière s'agissant de l'assistance technique, des innovations et des semences. Il est prévu de renforcer les partenariats avec les administrations municipales pour permettre une gestion efficace des fonds de contrepartie, assurer la viabilité des initiatives et renforcer l'efficacité des politiques nationales, départementales et municipales, en s'appuyant sur les enseignements tirés de l'expérience. Le FIDA poursuivra ses relations avec les organismes de coopération internationale dans le cadre du groupe des partenaires de développement de l'État plurinational de Bolivie et des groupes de travail sur l'égalité des sexes, l'environnement et le développement rural. Il cherchera également à nouer de nouveaux partenariats avec des ONG.

D. Gestion des savoirs et communication

45. Le programme de pays comprend différents mécanismes de gestion des savoirs, comme l'organisation d'ateliers thématiques pour échanger sur les difficultés rencontrées et les meilleures pratiques et l'analyse des expériences et des enseignements tirés afin de dégager des constantes, ainsi que l'élaboration de parcours d'apprentissage. Il est prévu de poursuivre ces activités afin de dégager de nouveaux éléments d'apprentissage et de sensibiliser les nouveaux acteurs, de manière à améliorer les stratégies d'intervention et la conception des nouvelles opérations. Afin de parvenir à renforcer l'impact sur la gestion des savoirs, l'élaboration de stratégies de communication spécifiques adaptées au groupe cible sera envisagée, en faisant appel aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

E. Cadre de financement SAFP

46. Le montant du financement du FIDA disponible pour la période d'exécution, calculé à partir de l'allocation annuelle établie pour la première année du COSOP-AR, s'élève à 16 millions d'USD environ (voir le tableau 1).

Tableau 1

Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP-AR

Indicateur	Première année du COSOP-AR
A i) Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,75
A ii) Concertation entre le gouvernement et les organisations rurales	4,56
B i) Accès à la terre	4,25
B ii) Accès à l'eau à usage agricole	3,64
B iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	2,83
C i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,5
C ii) Climat d'investissement favorable pour les entreprises rurales	3,38
C iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,8
D i) Accès à l'éducation dans les zones rurales	4,81
D ii) Représentation des femmes	4,58
E i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,25
E ii) Responsabilité, transparence et corruption dans les zones rurales	4,19
Total des notes cumulées	183,6
Moyenne des notes cumulées	4,13
<i>Notation des projets à risque (PAR) (2015)</i>	<i>6</i>
<i>Note SAFP du pays</i>	<i>4,67</i>
Allocation annuelle (en dollars des États-Unis)	6 036 039

Tableau 2

Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

Scénario de financement	Note PAR (+/- 1)	Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)	Variation en pourcentage de la note SAFP du pays par rapport à l'hypothèse de base
Hypothèse basse	5	3,83	-20%
Hypothèse de base	6	4,13	0%
Hypothèse haute	6	4,43	6%

F. Risques et gestion des risques

47. La stratégie de mise en œuvre présente un risque modéré à élevé, principalement en ce qui concerne la disponibilité des fonds de contrepartie; le renforcement de la concertation avec les autorités nationales au Ministère des finances et la mobilisation des ressources financières existantes au niveau des départements et des municipalités permettraient d'atténuer ce risque.

Tableau 3
Risques et mesures d'atténuation

Risques	Probabilité	Impact	Mesures d'atténuation
Aggravation des effets du changement climatique	Moyenne	Élevé	Appuyer les initiatives comprenant des mesures de prévention, de préparation et d'adaptation
Problèmes de gouvernance interne et insuffisances au sein des organisations à vocation communautaire ou économique appuyées par les projets	Moyenne	Élevé	Renforcer les capacités d'organisation et la responsabilisation
Capacités limitées des entités publiques au niveau national (ministères), départemental et municipal pour assurer de manière satisfaisante la coordination, la planification et la gestion, et la rotation du personnel	Élevée	Moyen	Renforcer les capacités de gestion et de planification et créer davantage de synergies stratégiques et opérationnelles
Risques opérationnels, notamment obstacles à l'exécution satisfaisante du budget	Élevée	Moyen	Convenir avec le Vice-Ministre de l'investissement public et des financements extérieurs des moyens d'assurer le suivi de l'exécution du budget
Difficultés à analyser et faire connaître la contribution à la réduction de la pauvreté	Moyenne	Élevé	Mettre en place des dispositifs solides de S&E et de gestion des savoirs

Apéndice I: COSOP proceso de consulta

A. Descripción del proceso de consulta

El proceso de consulta para la elaboración de este documento se realizó en dos etapas: la primera entre noviembre y diciembre 2014 y se entrevistaron autoridades gubernamentales, Agencias de Cooperación, y expertos a nivel nacional, tanto de Organizaciones No Gubernamentales (ONGs) como de Universidades y del sector empresarial (lista de entrevistas en el punto C más adelante). Como resultado, se logró un perfil de documento con las principales perspectivas, que dio base a la Nota Conceptual presentada al CPMT de Roma en el mes de marzo 2015. El objetivo de esta etapa fue recoger los principales lineamientos de orientación a futuro, y para ello se trabajó tanto con entrevistas individuales como con grupos focales (ONGs y entidades de Investigación; sector privado)

La segunda etapa se realizó en mayo 2015, teniéndose seis Conversatorios regionales con organizaciones sociales e instituciones gubernamentales, ONGs y expertos, en las ciudades de Sucre (departamentos de Chuquisaca y Potosí), en Cobija (departamento de Pando⁴) y en La Paz, con la técnica de Grupo Focal, pero con diferentes objetivos según el tipo de entidades consideradas.

- Con las Organizaciones Indígena Originario Campesinos, el Objetivo fue recoger los insumos de análisis de grandes lineamientos estratégicos tal como son vistos por estas organizaciones, diferenciado por género y generacional, trabajándose tres preguntas clave: i) Qué habría que hacer o cómo para mejorar la producción y el empleo; ii) Qué habría que hacer o cómo para mejorar la condición de las mujeres; y iii) Qué habría que hacer o cómo para dar mejores condiciones de futuro a jóvenes.
- Con Gobernaciones, Gobiernos Municipales, ONGs y expertos, el Objetivo fue validar la propuesta borrador de COSOP elaborada hasta el "25 de abril" cuya síntesis se presentó en Power Point. La pregunta orientadora fue ¿Cuáles son las sus propuestas de complementación o ajuste, en función a su experiencia y trabajo?.

En los seis conversatorios, además de recoger las reflexiones de los/as participantes (hombres, mujeres y jóvenes) se tuvo el valor agregado de presentar al FIDA y sus características de trabajo.

Finalmente, se tuvo un CPMT con representantes de Ministerios, de la Cooperación Internacional y de Organizaciones sociales e indígenas, que se detalla en el documento.

B. Principales resultados de las consultas

A continuación se presentan los principales resultados de las consultas:

⁴ Debido a una visita presidencial imprevista, no se pudo contar con la presencia –previamente confirmada– de autoridades de la Gobernación de Pando y del Gobierno Municipal de Cobija).

1. Agencias de Cooperación (nov-dic 2015)

- Generar un portafolio de programas en el MDRyT con Visión de largo plazo.
- Generar una central de datos de las familias y personas atendidas por los diferentes proyectos. Especie de "central de riesgos" que permita identificar a los grupos beneficiarios y estado de avance en sus dinámicas económicas y proyectos.
- Realizar un diagnóstico en conjunto (financiadores), para tener una clara idea de la nueva situación del área rural y analizar los bolsones de pobreza rural.
- Conocer las potencialidades de cada región, para generar perspectivas de desarrollo para la agricultura familiar indígena originario campesinos.
- Realizar captura tecnológica de otros países y su adecuación en nuestro medio.
- Generación de incentivos a la innovación.
- Generar mercados rurales y las compras directas a los pequeños productores, para su sostenibilidad e inclusión financiera.
- Aprovechar las innovaciones que realizan campesinos, indígenas y productores.

2. Expertos a nivel nacional de Fundaciones (nov-dic 2014)

- Identificar y proponer líneas de acción para aprovechar el fenómeno de la migración.
- Buscar articulaciones y alianzas estratégicas.
- Proponer la transformación de la producción primaria en una producción agroindustrial
- Los apoyos deben ser más estructurales, con una visión de país y sistemática.
- Ver la potencialidad de intervenir en la amazonia, donde los bosques deben ser explotados y aprovechados de manera más integral, sostenible.
- Efectuar investigaciones específicas que beneficien a las iniciativas de los pequeños productores.
- Aprovechar los conocimientos existentes de las ONGs y otras Instituciones.
- Generar incentivos por el buen manejo de recursos naturales, mantener camélidos, etc., para mantener la armonía hombre naturaleza.
- El enfoque territorial debe ser el eje del desarrollo para los otros enfoques y sea el paraguas (enfoque de cuencas, etc.)
- Trabajar con rigurosidad la tipología de los campesinos, para ver los mecanismos de intervención.

3. Instituciones Públicas

- Las entidades públicas del Estado Central (Ministerio de Planificación del Desarrollo, Medio Ambiente, Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras y el Ministerio de Economía Plural, manifiestan claramente el alinearse a las políticas nacionales y las políticas sectoriales, para contribuir a las líneas de acción de la agenda 2025.
- Profundizar la Investigación en: trigo, papa, hortalizas, quinua, ganadería y forrajes, manejo integral de bosques, maíz, arroz y caña de azúcar.
- Convenios institucionales. Por ejemplo con la UTO en camélidos y con PROINPA en tubérculos y otros. Con la finalidad de aprovechar investigaciones existentes de estas instituciones.

4. Sector Privado

- Mejoramiento de las condiciones e incentivos para las pequeñas inversiones, tema impositivo y política de exportaciones. Este último para lograr posesionar como por ejemplo la fibra de llama en el mercado externo así como lo hizo Perú con la fibra de Alpaca.

- Se debe apoyar para que los pequeños productores manejen tendencias de la moda (diseño, colores, modelos, temporadas, etc.) disponer de catálogos.
- Apoyo a los jóvenes a través de proveer herramientas, que les permitan tener las capacidades para desarrollar iniciativas propias.
- Las familias deben comenzar a apreciar lo suyo, para mejorar la seguridad alimentaria.
- Generar información en: lo que cada comunidad posee, las bondades y calidad de la producción nacional, productos con alto valor nutritivo, etc. (identidad y denominación de origen)
- Fortalecer a las organizaciones sociales y asociaciones económicas en su asociatividad y calidad de producción.
- Generar mecanismo y/o estrategias para llegar directo al productor y consumidor.

5. Instituciones financieras.

- Focalización de sectores y rubros para las pequeñas inversiones para la producción agropecuaria.
- Aprovechar la plataforma existente de socios como el CIDRE, IDEPRO u otros.
- Profundizar la promoción, la Educación financiera y la asistencia técnica.
- Difusión de nuevas tecnologías en asistencia técnica y créditos, y el riesgo compartido.
- Diferenciar las capacidades de los productores.
- La capacitación debe ser continua a los pequeños productores, pues las generaciones pasan.

6. Organizaciones de productores y Pueblos Indígena Originario Campesinos (may 2015)

a. ¿Qué habría que hacer o cómo para mejorar la producción y el empleo?

i. Altiplano y Valles (Chuquisaca, Potosí, y La Paz)

- Según diferenciación de tipo de productores, atender sus necesidades: en el caso de zonas o productores más deprimidos, apoyar la producción primaria en función a demandas del mercado; en el caso de productores con un cierto nivel de especialización productiva, apoyar con mejora de tecnología (salto tecnológico) mediante Asistencia Técnica, Maquinaria y Equipo, así como recursos financieros para operación e inversión.
- Trabajar la temática de mercados, entendiendo que se trata de una cuestión compleja, que implica no sólo conocer demandas generales, sino también identificar deficiencias de los agricultores familiares tales como insuficiente calidad, volúmenes, bajo nivel de desarrollo de productos, empaques inadecuados, precios no competitivos, etc.
- Habría que trabajar también en los Distritos rurales de los Municipios urbanos, donde existe potencial para atender demandas urbanas en cadenas cortas, además de contribuir a la seguridad alimentaria de los habitantes periurbanos.

ii. Amazonía (Pando)

- En la Amazonía –con experiencia de recolectores y cazadores- no se conocen la mayoría de los nuevos cultivos rentables, lo que exige mucha asistencia técnica y capacitación práctica, especialmente Intercambios de Experiencias: para ellos muchos cultivos son innovaciones recientes.
- Hay que trabajar mucho sobre la Asociatividad, ya que los Pueblos Indígenas de la Amazonía no tienen mucha experiencia en asociatividad productiva (trabajo de recolectores individuales).
- Considerar las condiciones de dispersión y altos requerimientos de recursos para movilizarse en la Amazonía.

iii. Generales

- Que se aprovechen las capacidades, conocimientos y experiencias existentes en las Organizaciones (como la elaboración de Planes de Negocio del CIOEC).
- Apoyar en la agregación de valor.
- Buscar una intervención coherente con los programas y proyectos nacionales, departamentales, municipales y otras instancias como el Fondo Indígena, para asegurar que se desarrollan y aprovechan los potenciales productivos. Más articulación con Gobiernos Municipales.
- Es fundamental buscar alternativas (innovaciones) a economías muy deprimidas.

b. ¿Qué habría que hacer o cómo para mejorar la condición de las mujeres?

- Más proyectos productivos dirigidos a mujeres.
- Que se dé más Asistencia Técnica y Desarrollo de Capacidades a Organizaciones de Mujeres, tanto en la parte técnica como administrativa y financiera.
- Considerar los calendarios de trabajo y ocupación de las mujeres.
- Apoyar huertos familiares (no comunales) para la seguridad alimentaria.
- Asegurar que estén presentes en los procesos y momentos de toma de decisiones.
- Apoyar proyectos productivos y rentables en base a los potenciales y vocaciones productivas de cada comunidad, como artesanía, turismo.
- Apoyar con guarderías para los eventos de capacitación.

c. ¿Qué habría que hacer o cómo para dar mejores condiciones de futuro a jóvenes?

- Hay consenso que el punto principal es el empleo, y para ello es fundamental la capacitación técnica. Sin embargo, para evitar que con un mayor nivel de formación migren y abandonen su región, es clave que la capacitación responda a las necesidades locales de desarrollo, y para mejorar su producción y organizaciones.
- Se planteó la importancia de crear espacios de divulgación sobre el proyecto/programa en fases tempranas de implementación. Es importante que en esta fase se haga una consulta específica a los jóvenes donde ellos se enteran de lo que ofrece un proyecto/programa y pueden plantear sus demandas.
- Capacitarlos como microempresarios y/o en servicios técnicos y profesionales. Un rubro central en la Amazonía es el Forestal, y en Valles, los procesos de transformación y agregación de valor.
- Trabajar en medio de las dos opciones: ser jóvenes solteros sin oportunidades dentro de la comunidad, o casarse, lo que les da participación en la comunidad, pero también les da una carga que los ubica como adultos.
- Apoyarles a que descubran sus oportunidades económicas.
- Apoyar proyectos productivos en base a los potenciales y vocaciones productivas de cada comunidad.

7. Instituciones y expertos a nivel regional (mayo 2015)

- Se considera muy positiva y pertinente la propuesta del COSOP FIDA.
- No se observa una articulación con las políticas departamentales ni con la estructura y proyectos de las Gobernaciones. Hay que integrar todas las intervenciones institucionales en una Estrategia Departamental o regional de Desarrollo Productivo.
- Para la coordinación, hay que cambiar el orden de las acciones: no hay que definir un proyecto y luego buscar coordinación, sino más bien definir las acciones mediante un proceso coordinado.
- Para la juventud, es fundamental la capacitación técnica en proyectos productivos, relacionados con los potenciales locales: educación “en” el área

rural, "para" el área rural. Y esto es más crítico en municipios más pobres, donde por principio, hay menos oportunidades económicas, especialmente para los jóvenes y por tanto se da mayor migración

- Hay que recoger las experiencias en agricultura de la Gobernación y de los Gobiernos Municipales. Atención a que en los municipios más pobres, el potencial para el desarrollo productivo es limitado, y quizás haya que concentrarse en la agregación de valor.
- Es fundamental trabajar la línea de Gestión del Conocimiento, como base para desarrollar el talento humano. Una idea sería sistematizar las ideas de Planes de Negocio que salen en los proyectos, y compararlos con los potenciales productivos.
- En la Amazonía, aunque se trabajan cultivos no nativos por las promesas de mejores ingresos a corto plazo, promovidos por las instituciones, la vocación general es forestal: habrá que trabajar la Agroforestería, y desarrollar opciones de mercado para frutas amazónicas.
- Priorizar el consumo local, ciudades intermedias y ciudades capitales.
- Hay que trabajar Gestión del conocimiento: recuperar las lecciones aprendidas de otros proyectos, no sólo del FIDA sino de otras intervenciones.
- Hay que hacer análisis territorial, ya que por ejemplo, el rubro camélido está en zonas de producción de quinua, de explotación minera.
- Diferenciar por tipo de productores, más o menos articulados a los mercados.
- Hay que considerar que los jóvenes "viven en varios mundos" paralelos: están en la comunidad, salen a las ciudades, migran a otras regiones e incluso otros países.
- Es clave que los tiempos y procesos de los proyectos estén en consonancia con los calendarios productivos.

8. CPMT (20-mayo-2015)

- Se considera muy positiva y pertinente la propuesta del COSOP FIDA.
- Para hacer más eficiente nuestras intervenciones y asegurar la sostenibilidad, es necesario el Alineamiento, la Articulación interinstitucional y Complementariedad con otros actores gubernamentales, tanto nacionales como departamentales y municipales.
- Dada la magnitud de los desafíos del Vivir Bien y de la Seguridad Alimentaria, es fundamental trabajar con un enfoque de Intersectorialidad y Multisectorialidad.
- En los proyectos hay que incluir las políticas y visiones de los Pueblos Indígenas: sus dinámicas de planificación, sus formas de gestión de los recursos naturales, sus saberes, así como concentrarse en las familias que viven en el lugar, y no tomar en cuenta a los residentes, comerciantes y taxistas que van solo periódicamente o están presente mientras dura el Proyecto.
- El trabajo con jóvenes es un desafío mayor: están en procesos de aculturación permanente y viven sólo temporalmente en las comunidades.
- Hay que definir mejor el rol de las Organizaciones Matrices (como por ejemplo el CIOEC o AOPEB) para apoyar a los productores de manera de asegurar la sostenibilidad cuando terminen los proyectos.
- Hay que profundizar la planificación territorial, para que baje del nivel departamental al nivel más operativo, como las comunidades.
- Dado que se trata de préstamos con un costo financiero, es fundamental asegurar un sistema de supervisión permanente de la ejecución de recursos (además naturalmente de los avances de actividades y los efectos logrados) por lo menos dos veces al año. Igualmente Acompañamiento a los proyectos y emprendimientos, asegurando el fortalecimiento organizacional.
- Hay que trabajar para establecer niveles de financiamiento que mantengan equilibrio entre una cobertura amplia, y el logro de efectos e impactos relevantes.

C. Lista de instituciones / personas consultadas

Nro.	Institución	Nombre y cargo
Instituciones Financieras		
1	Banco de Desarrollo Productivo	Verónica Ramos, Gerente general
2	FINRURAL	Néstor Castro, Coordinador
Agencias de Cooperación Internacional		
3	BANCO MUNDIAL	Francisco Obreque, sectorialista
4	COSUDE	José Luis Pereira, Oficial Nacional de Programa
5	FAO	Crispim Moreira,
Organizaciones No Gubernamentales		
6	CIPCA	Pamela Cartagena, Planificación
7	CIPCA Nacional	Lorenzo Soliz, Director Nacional
8	CIPOAP	Batalla Rodríguez
9	FUNDACION ACLO, Chuquisaca	Hernán Ordóñez, Director Regional
10	FUNDACION PASOS	Roxana Dulón, Directora
11	HERENCIA	Fernando Reyes, Director
12	IPDRS	Juan Pablo Chumacero, investigador
13	ISALP	Francisco Rodríguez, Director de Programa
14	PROSUCO	María Quispe, Directora
15	TIERRA	Miguel Urioste, investigador
16	UNITAS	David Birbuet
Organizaciones Económicas		
17	CIOEC Chuquisaca	Dayan Escalante, pasante de apoyo (Comité Integrador de Organizaciones Económicas Campesinas, Indígenas y Originarias).
18	CIOEC Chuquisaca	Florinda Marín, Presidenta
19	CIOEC Chuquisaca	Willy Estrada, Coordinador
20	CIOEC Pando	Gladys Guanacoma, Apoyo a la Coordinación
21	CIOEC Pando	Teófilo Rivas, Presidente
22	CIOEC Pando	Vanessa Viera, Apoyo a OECAs
Organizaciones Sociales		
23	CADIC	Gelo Avendaño, Juventud (Centro Afroboliviano para el Desarrollo Integral y Comunitario)
24	CADIC	Irene Torrez
25	CADIC	Jaquelin Avendaño, Juventud
26	CADIC	Jorge Medina, Director Ejecutivo
27	CADIC	Richard Contreras, Mallku
28	Caranavi, Org de base	Cristina Alvarado
29	Caranavi, Org de base	Magdalena Quispe
30	CIMAP	Anaisa Merelis, Vicepresidenta (Indígena amazonía) (Central Indígena de Mujeres de la Amazonía de Pando)
31	CIMAP	Ayda Yubanera, Presidenta (Indígena amazonía)
32	CIMAP	Meri Machuqui, base (Indígena amazonía)
33	CIMAP	Rosalina Cazales, base (Indígena amazonía)
34	CIMAP	Silvania Queteguari, base (Indígena amazonía)
35	CIMAP - UNFPA	Rubén Arteaga, Asesor
36	CONAMAQ La Paz	Camia Paredes, miembro (Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu).
37	CONAMAQ La Paz	David Crispín, Ex Mallku (Aymara)
38	CONAMAQ PAKAJAQI	Genaro Tola, Ex Mallku (Aymara)
39	FDUMCIOLP-BS	Rita Rosalía, Secretaria Tierra y Territorio (Aymara) (Federación Departamental Única de Mujeres Campesinas Indígenas Originarias. – Bartolina Sisa de La Paz).
40	FDUMCIOLP-BS	Virginia Arias, Secretaria de Actas (Aymara)

41	Federación Tupak Katari La Paz	Secretario de Organización (Aymara)
42	FUMTPOCH-BS	Calixta Martínez, Secretaria Control Social (Quechua) (Federación Departamental Única de Mujeres Campesinas Indígenas Originarias. – Bartolina Sisa Chuquisaca).
43	FUMTPOCH-BS	Isabel Quispe, Secretaria Comunicación (Quechua)
44	FUMTPOCH-BS	Pascuala Benavides, Secretaria Economía (Quechua)
45	FUPOTCH	Antonio Heredia, Secretario de Relaciones (Quechua) (Federación Única de Pueblos Originarios de Chuquisaca).
46	FUPOTCH	Ruperto Aguilera, Secretaria de Autonomías (Quechua)
Sector Privado		
47	Productor Privado	Sixto Icuña
48	Asociación de productores de Caquingora	Adolfo Apaza, Beneficiario
49	Altifibers	Carlos Romero, Gerente
50	Asociación ASOPRAIN	Roger Quezada, Presidente
51	Asociación Machas Sartawi	Edwin Carrasco, Secretario de Actas
52	COPROCA	Ing. Moises Pinto Vera
53	OPRAYA – CIOEC	Mauro Lomar, Socio (Organización de Productores Artesanales Yacambe).
54	Restaurante Gustu	Michelangelo Cestari y Equipo gerencial
55	Institución privada	Roberto Vilar, consultor independiente
Instituciones Públicas		
56	ACCESOS	Bernardo Cachaca, especialista en Adaptación y resiliencia
57	ACCESOS	Esteban Ojeda, Técnico
58	ACCESOS	Félix Martínez, Beneficiario
59	ACCESOS	Inés Núñez, Ejecutiva Bartolina Sisa Secretaria General
60	ACCESOS	Leónidas Martínez, Coordinador Sucre
61	ACCESOS	Lisett Condori, Técnica
62	ACCESOS	Maura Guaraya, MC Agraria
63	ACCESOS	Noemí Mamani, Técnico de proyectos en adaptación y riesgos
64	ACCESOS	Raúl Corzo, Promotor
65	ACCESOS – Municipio Presto	Roberto Cardozo, beneficiario (Quechua)
66	ACCESOS	Rosendo Aquino, Mallku, beneficiario
67	AMDEPAZ	Marcelo González, Gerente
68	AMDEPAZ	Marco Miranda, Técnico
69	Gobernación de Chuquisaca	Delia Díaz, Planificación
70	Gobernación de Chuquisaca	Hugo Adolfo Quispe Daza, Asesor de Gabinete
71	Gobernación de La Paz	Amador Toledo, Secretario General
72	Gobernación de La Paz	Beatriz Zegarrundo, Colaboradora
73	Gobernación de La Paz	Ever Nina, Colaborador
74	Gobernación de La Paz	Héctor Aguilera, Equipo Gobernación
75	Gobernación de La Paz	Remberto Catari, Director
76	INIAF	Hans Mercado, Director
77	Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural	Teresa Morales, Ministra
78	Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras	Victor Hugo Vasquez
79	PLAN VIDA	Martha Lemuz, Encargada Administrativa
80	PLAN VIDA	Vladimir Orsolini, Responsable Técnico
Universidades Estatales		
81	CIDES UMSA	Jorge Albarracín, Investigador
82	Facultad de Agronomía UMSFX	Fausto Nina, Docente

D. Lista de Asistentes a CPMT

Nro.	Institución	Nombre y cargo
Agencias de Cooperación Internacional		
1	AECID	África Sánchez
2	COSUDE	Pedro Marcos
3	Embajada Real de Dinamarca	Ana Virginia Heredia
4	Embajada Real de Dinamarca	Peter Ormel
5	FAO	Sergio Laguna
6	ONU Mujeres	Ximena Loza
7	PMA	Mónica Viaña
8	PNUD – ART	Sara Giorgg
Organizaciones Económicas		
9	CIOEC-ACRA	Miguel Arturo López
10	CIOEC Bolivia	Marco Arismendy
Organizaciones Sociales		
11	CONAMAQ	Cancio Rojas (Aymara)
12	CONAMAQ	Mario Mamani (Aymara)
Instituciones Públicas		
13	ACCESOS	José Antonio Carvajal
14	EMPODERAR PAR	Jorge Pérez
15	Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras	David Mercado
16	Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras	Lindsay Mendoza
17	Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras	Sergio Rosales
18	Ministerio de Medio Ambiente y Agua	René Copeticona
19	Ministerio de Planificación del Desarrollo	Mónica Mendoza
20	PLAN VIDA	Flavio Bolívar
21	PLAN VIDA	Juliana Rojas
22	PLAN VIDA	Martha Lemuz
23	VALE	Yván Reynaga

También asistieron Antonio Rota y Tomás Rosada de FIDA Roma.

Apéndice II : Antecedentes económicos del país

Principales Indicadores de Desarrollo/2013

Población, total/2013	10.671.200,00	PIB (US\$ a precios actuales)/2013	30.601.157.742,40
Superficie (kilómetros cuadrados)	1.098.580,00	Agricultura, valor agregado (% del PIB)/2013	13,32
Crecimiento de la población (% anual)	1,65	Industria, valor agregado (% del PIB)/2013	38,12
Población urbana (% del total)	67,70	Servicios, etc., valor agregado (% del PIB)/2013	48,56
INB, método Atlas (US\$ a precios actuales)			
	27.214.312.550,08	Gasto de consumo final del gobierno general (% del PIB)/2013	13,87
INB per cápita, método Atlas (US\$ a precios actuales)	2.550,00	Gasto final del consumo de los hogares, etc. (% del PIB)/2013	60,15
INB per cápita, PPA (a \$ internacionales actuales)	5.750,00	Formación bruta de capital (% del PIB)/2013	19,01
Crecimiento del PIB (% anual)	6,78	Exportaciones de bienes y servicios (% del PIB)/2013	44,18
Crecimiento del PIB per cápita (% anual)	5,03	Importaciones de bienes y servicios (% del PIB)/2013	37,21
(estimaciones más recientes 2005-2014)			
Tasa de incidencia de la pobreza, sobre la base de \$1,25 por día (PPA) (% de la población)/2012	7,98	Ahorro bruto (% del PIB)/2013	23,90
Tasa de incidencia de la pobreza, sobre la base de \$2 por día (PPA) (% de la población)/2012	12,72	Balanza de Pagos y Comercio/2013	
Esperanza de vida al nacer, total (años)/2013	67,22	Exportaciones de mercaderías (US\$ a precios actuales)	11.495.912.000,00
Tasa de mortalidad, neonatal (por cada 1.000 nacidos vivos)/2013	17,90	Importaciones de mercaderías (US\$ a precios actuales)	9.337.749.000,00
Prevalencia de desnutrición, peso para la edad (% de niños menores de cinco años)/2008	4,50	Comercio neto de bienes y servicios (balanza de pagos, US\$ a precios actuales)	1.810.611.472,27
Educación			
Tasa de alfabetización, mujeres adultas (% de mujeres de 15 años o más)/2012	91,87	Remesas de trabajadores y compensación de empleados, recibidas (% del PIB)	3,93
Tasa de alfabetización, varones adultos (% de varones de 15 años o más)/2012	97,11	Total de reservas (incluye oro, US\$ a precios actuales) (RIN)	14.429.068.857,37
Inscripción escolar, nivel primario, mujeres (% bruto)/2013	89,55	Deuda Externa y Flujo de Recursos/2013	
Inscripción escolar, nivel primario, varones (% bruto)/2013	92,28	Deuda externa acumulada (% del INB)	27,51
Acceso al agua			
Mejora en el suministro de agua (% de la población con acceso)/2012	88,10	Deuda externa acumulada, a largo plazo (deuda desembolsada y pendiente :DOD, US\$ a precios actuales)	6.929.156.000,00
Mejora de las instalaciones sanitarias (% de la población con acceso)/2012	46,40	Servicio de la deuda externa, total (TSD, US\$ a precios corrientes)	554.345.000,00
Flujo Neto de Ayuda			
Asistencia oficial para el desarrollo (AOD) neta y ayuda oficial neta recibidas (US\$ constantes de 2012)	689.730.000,00	Total del servicio de la deuda (% del PIB)	1,93
Ayuda Oficial al Desarrollo (ODA) neta recibida (% del INB)/2013	2,44	Inversión extranjera directa, entrada neta de capital (balanza de pagos, US\$ a precios actuales)	1.749.612.614,40
Donaciones de la AIF (US\$ a precios actuales)	0,00	Tecnología e Infraestructura /2013	
Donaciones para condonación de deuda (US\$ a precios actuales)/2012	-160.000,00	Exportaciones de productos de alta tecnología (% de las exportaciones de productos manufacturados)	9,43
Donaciones, excluidas las destinadas a cooperación técnica (balanza de pagos, US\$ corrientes)/2013	95.750.000,00	Ambiente	
Tendencias Económicas de Largo Plazo			
Índice de precios al consumidor (2010 = 100)/2014	128,44	Tierras agrícolas (% del área de tierra)/2012	34,63
Tipo de Cambio/2014	6,96	Emissiones de CO2 (toneladas métricas per cápita)/2010	1,52
Inflación, índice de deflación del PIB (% anual)/2013	6,01	PIB por unidad de uso de energía, (PPA a \$ por kg de equivalente de petróleo)/2011	7,32
Índice de deflación del PIB (el año base varía según el país)/2013	549,40	Consumo de energía eléctrica (kWh per cápita)/2011	623,37
Índice de términos netos de intercambio (2000 = 100)/2013	174,24	Uso de energía (kg de equivalente de petróleo per cápita)/2011	746,16
<i>World Bank, World Development Indicators database</i>			

Apéndice III: Marco de gestión de resultados COSOP

Contribución a las Políticas Nacionales de Desarrollo	Principales Resultados			Objetivos Política/Institucional
	Objetivos estratégicos	Resultados que el FIDA espera influenciar*	Indicadores sobre hitos (por proyectos)	Agenda de diálogo de políticas
<p>Agenda 2025</p> <p>I. La erradicación de la extrema pobreza en Bolivia</p> <p>VI. Soberanía Productiva con Diversificación y Desarrollo Integral.</p> <p>VIII. Soberanía alimentaria y Saber alimentarse.</p> <p>IX. Soberanía ambiental con desarrollo integral respetando los Derechos de la Madre Tierra</p> <p>Ley 144, de Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria</p> <p>1. Soberanía Alimentaria,</p> <p>4. Planificación desde las comunidades</p> <p>7. mejora de acceso a insumos, infraestructura productiva, asistencia técnica y capacitación,</p> <p>10. Fortalecimiento de capacidades orgánicas, productivas de transformación, comercialización y financiamiento de comunidades indígena-originario-campesinas, interculturales y afro-bolivianos,</p> <p>12. Transferencia de recursos a comunidades.</p> <p>Ley 300 Marco de la Madre Tierra y la Política Plurinacional de Cambio Climático</p>	<p>Objetivo Estratégico OE</p> <p>1. Contribuir al desarrollo y fortalecimiento de negocios rurales de pequeños productores.</p>	<p>Al 2020:</p> <ul style="list-style-type: none"> Al menos 74.000 familias capacitadas incrementan su producción en un promedio de 20%; 40% de las familias es población indígena Al menos el 70% de esas familias incrementa la disponibilidad de alimentos para su consumo y un 50% de las familias transforma su producción Al menos un 40 % de esas familias comercializa sus productos a mercados diferenciados e incrementa su ingreso en un promedio de 20%. 	<ul style="list-style-type: none"> No. de personas (hombres, mujeres y jóvenes) capacitados en tecnologías de producción agrícola y pecuaria. Nº de hombres, mujeres y jóvenes indígenas capacitados en tecnologías de producción agrícola y pecuaria. No. De organizaciones con iniciativas productivas en ejecución y ejecutadas disgregado por género, generacional y población indígena. No. y tipo de infraestructura en apoyo a la producción finalizada en condiciones para su uso, disgregado por género, generacional y población indígena. No. de organizaciones con iniciativas productivas comercializando sus productos, disgregado por género, generacional y población indígena. No. de alianzas productivas y comerciales identificadas y establecidas, según organizaciones, disgregado por género, generacional y población indígena. 	<ul style="list-style-type: none"> Generación de sinergias y articulaciones con diversos actores estatales a nivel nacional, departamental y municipal, y de Cooperación en torno a la economía plural y complejos productivos. Procesos de gestión territorial, con participación y empoderamiento de hombres, mujeres y jóvenes de las comunidades rurales. Manejo y aprovechamiento del medioambiente, la biodiversidad y de recursos naturales renovables. Acciones y respuestas frente al Cambio Climático.

	<p>Objetivo Estratégico OE 2. Fortalecer Capacidades e incrementar activos físicos para el manejo sostenible de los recursos naturales y la resiliencia frente al cambio climático.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Al menos 650 iniciativas de organizaciones comunales * (aprox. 39.000 familias) implementan medidas de manejo y aprovechamiento sostenible de recursos naturales, • Al menos el 70% de las 74.000 familias implementan medidas de resiliencia frente al Cambio Climático. 	<ul style="list-style-type: none"> • No.de organizaciones comunales (hombres y mujeres) que reciben capacitación y asistencia técnica sobre manejo sostenible de los recursos naturales renovables disgregado por género, generacional y población indígena. • No. de iniciativas comunales que reciben capacitación y/o intercambian conocimientos locales sobre resiliencia al CC, disgregado por género, generacional y población indígena.. 	<ul style="list-style-type: none"> • Generación de sinergias y articulaciones con diversos actores estatales a nivel nacional, departamental y municipal en torno a la gestión y manejo de recursos naturales y la política plurinacional de cambio climático.
<p>Línea de base Pobreza rural moderada (2012) 61,1% Pobreza rural extrema (2012): 40,9% Desnutrición aguda (2012), la prevalencia a nivel nacional fue de 1,6%: 2,1% en el área rural y 1,3% en el área urbana. Prevalencia de la desnutrición global moderada (2012) en menores de 5 años alcanzó 3,6% a nivel nacional y en zonas rurales 5%. Los niveles de producción y de ingresos serán establecidos en las Líneas de Base de cada programa/proyecto. Metas: Indicadores de pobreza 2025: Erradicación de la Extrema pobreza. Desnutrición pasa de 19,5% (2012-2014) a 15% al 2020.</p>			<ul style="list-style-type: none"> • 	<ul style="list-style-type: none"> •

- Iniciativas comunales pueden considerar partes de una comunidad o también agrupaciones de comunidades

Apéndice IV: Marco de gestión de resultados del COSOP anterior

	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COMPLETION	LESSON LEARNED
<p>Línea de base Pobreza rural (2002) Pobres rurales 83% = 2.6 mil pobres rurales Extrema pobreza: 67% = 1.8 mil pobres rurales 58% mujeres son pobres del total de pobres rurales Desnutrición 24.2% en 2003</p> <p>Metas: Indicadores de pobreza 2012: A nivel nacional: Pobreza moderada pasa de 60,6 (2005) a 43,4. Pobreza extrema pasa de 38,2 (2005) a 21,6.</p> <p>A nivel rural: Pobreza moderada pasa de 77,6 (2005) a 61,1%. Pobreza extrema pasa de 62,9 (2005) a 40,9.</p> <p>Desnutrición pasa de 24.2 a 19% al 2015</p> <p>Acceso a servicios de asistencia técnica Aproximadamente un 70% de los pequeños agricultores de menos de 5 ha acceden a servicios de asistencia técnica</p> <p>1. Fortalecimiento de las capacidades humanas, económicas, sociales y culturales de las comunidades indígenas originario campesinas, comunidades interculturales, afrobolivianas y productores (as) individuales y colectivos.</p>	<p>Economía PIB per cápita Us \$ 1 363 (2007) Tasa de crecimiento del PIB: 4,56 por ciento (2007) Deuda externa: 16,7% del PIB en 2007 Índice de precios al consumidor (2010=100): 82,8 por ciento (2007) Contribución de la agricultura al PIB: 12,87 por ciento (2007)</p> <p>Pobreza (2007) Tasa de pobreza nacional de 60.1 ciento Nacional, tasa de pobreza extrema de 37,7 por ciento</p> <p>La pobreza rural: 77,3 por ciento La pobreza rural extrema; 63,9 por ciento</p>	<p>Economía PIB per cápita Us \$ 2 757 (2013) Tasa de crecimiento del PIB: 6,78 por ciento (2013p) Deuda externa: 17,1% del PIB en 2013 Índice de precios al consumidor (2010=100): 128,43 por ciento (2014) Contribución de la agricultura al PIB: 13,32 por ciento (2013)</p> <p>Pobreza (2011) Tasa de pobreza nacional de 45.0 ciento Nacional, tasa de pobreza extrema de 20,9 por ciento</p> <p>Pobreza rural (2012) La pobreza rural moderada: 61.1 por ciento La pobreza rural extrema; 40,9 por ciento</p>	<p>- La estabilidad política logro sentar las bases para un estado de bienestar al garantizar que le Estado suministraría servicios básicos.</p> <p>- Los ingresos derivados de los impuestos y regalías del sector hidrocarburos, contribuyo a incrementar los ingresos fiscales y ampliar su gasto, dirigido a la asistencia social, siendo uno de los motores de crecimiento del país.</p> <p>- La pobreza rural ha disminuido debido a la mejora macroeconómica del país a través del incremento de la demanda de alimentos y mayores oportunidades de obtener ingresos extraprediales.</p> <p>- La seguridad y la soberanía alimentaria es una estrategia nacional, aspecto importante en la priorización del desarrollo de cadenas/complejos productivos agroalimentarios destinados al mercado interno.</p> <p>- El Desarrollo rural y la agricultura con enfoque territorial adquieren relevancia para el gobierno, refrendadas con normas que se encuentran en proceso de implementación. Donde los proyectos y/o programas, han volcado sus esfuerzos a los pequeños productores indígena originario campesinos para contribuir al desarrollo económico y social.</p>

<p>2. Fomento de la producción y la agricultura familiar campesina e indígena en el marco de la seguridad alimentaria, identificando al mismo tiempo nuevas oportunidades económicas</p> <p>3. Promover la gestión territorial comunal indígena campesina y comunidades interculturales y afrobolivianas para la participación en su desarrollo y el manejo sostenible de recursos naturales</p> <p>4. Desarrollo de asentamientos humanos fortaleciendo sus capacidades organizativas, facilitando el acceso y una mejor gestión de bienes y servicios públicos y del manejo de los recursos naturales renovables.</p>			
<p>Objetivos Estratégicos:</p> <p>OE 1: Aumento de los activos (financieros, humanos, naturales, físicos, sociales) en que basan sus medios de vida los pobres rurales (hombres y mujeres), promoviendo la adopción de innovaciones tecnológicas y de conocimientos y el acceso a una amplia gama de servicios.</p> <p>OE 2: Manejo sostenible de los recursos naturales en las áreas territoriales priorizadas, con la debida consideración de los aspectos socio-culturales.</p>	<p>Municipios del área rural donde las familias tienen niveles altos de pobreza y pobreza extrema, donde el Estado no tuvo mucha incidencia en el incremento de activos de los pobres rurales.</p> <p>Falta de gestión en el manejo de los recursos naturales por el deterioro acelerado de los suelos, falta de agua y desertificación de los bosques.</p>	<p>Se tiene la experiencia adquirida en temas de asistencia técnica y la provisión de pequeñas inversiones.</p> <p>Se tienen las condiciones y la experiencia para la implementación en la aplicación de buenas prácticas de manejo de recursos naturales.</p>	<p>Es necesario un enfoque que vaya más allá de la producción e incluir temas de mercado y apoyo a negocios.</p> <p>Para alcanzar un mayor impacto, es necesario considerar un enfoque territorial en cuanto al manejo de recursos naturales, más dirigido a buscar un impacto final directo en las condiciones de vida y el ambiente, y a fortalecer el capital social.</p>
<p>Operaciones del FIDA</p>	<p>En Marcha.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proyecto de Asistencia Técnica para Pequeños Productores PROSAT. - Proyecto de Manejo de Recursos Naturales en el Chaco y Valles Altos PROMARENA. 	<p>En marcha</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proyecto de Apoyo a la Valorización de la Economía Campesina de Camélidos (VALE) en etapa de cierre financiero. - Proyecto Piloto de fortalecimiento de comunidades y familias en extrema 	<p>a) La pertinencia fue moderadamente satisfactoria, donde los Proyectos (PROSAT, PROMARENA y VALE), que pese a que son del COSOP 1998-2007, y los Proyecto VALE y PLAN VIDA con reciente inicio de ejecución,</p>

	<p>Propuesto</p> <p>-Proyecto de Apoyo a la Valorización de la Economía Campesina de Camélidos (VALE)</p>	<p>pobreza en Cochabamba y Potosí (PLAN VIDA PEEP).</p> <p>- Programa de Inclusión Económica para Familias Y Comunidades Rurales – ACCESOS y ACCESOS ASAP</p> <p>En trámite</p> <p>- Programa de Fortalecimiento Integral del Complejo Camélidos en el Altiplano (PROCAMELIDOS).</p>	<p>han mostrado continuidad en los objetivos y las prioridades generales, en tres aspectos principales: aumento de la productividad y la producción de los pequeños agricultores, el manejo sostenible de los recursos naturales y la creación de un mercado de servicios de asistencia técnica.</p> <p>b) Pese a la pertinencia en el diseño se subestimaron algunos aspectos clave, como las dificultades que enfrentaban los grupos de productores para utilizar las propuestas de negocios, por lo que los proyectos acabaron apoyando a grupos ad hoc constituidos para recibir los beneficios del proyecto, en lugar de a grupos sostenibles de productores.</p> <p>c) Otra limitación consistió en enfocar el apoyo a las propuestas de negocios solo mediante la asistencia técnica, en lugar de incluir otros factores que hubieran posibilitado mejorar los sistemas productivos, como la rentabilidad, el acceso a los mercados y los servicios financieros, los costos logísticos y los</p> <p>d) Un aspecto positivo es el enfoque de autogestión y competencia abierta y basada en la demanda de las comunidades, la utilización de transferencias directas, la administración de los fondos en las comunidades y el uso de herramientas como los concursos y las propuestas de negocios.</p> <p>e) En general, se alcanzaron las metas cuantitativas, a pesar de los retrasos en la ejecución, en parte gracias a que se ampliaron los plazos</p>
--	---	--	--

			<p>y se reformularon los proyectos ampliando su cobertura geográfica.</p> <p>f) El impacto en la pobreza rural, tuvo resultados globalmente positivos, pero hubo menos beneficios de lo previsto y estos fueron poco sostenibles. Los beneficiarios indican que aumentaron los ingresos y activos de los hogares así como el consumo de alimentos, pero el incremento señalado fue limitado.</p> <p>g) El impacto en el capital social y humano de las comunidades fue satisfactorio y recibió la mayor calificación en la presente evaluación. Conjuntamente, los proyectos trajeron activos intangibles, como las mejoras en la autoestima, la ciudadanía, la autogestión, el empoderamiento, el acceso a cargos electivos y la igualdad de género.</p> <p>h) En lo financiero las mujeres, que siempre han manejado una parte importante de la producción en las explotaciones, adquirieron mayor visibilidad y poder en la familia y en la comunidad.</p> <p>i) Los emprendimientos productivos, ponen de manifiesto que la sostenibilidad es del orden del 30%. Los informes de los proyectos indican que los grupos que perduran más son los de productores organizados con anterioridad a los proyectos, y señalan la importancia de la continuidad del apoyo y los incentivos. El tiempo de apoyo fue insuficiente.</p> <p>j) La igualdad de género y el</p>
--	--	--	--

			<p>empoderamiento de la mujer ha sido moderadamente satisfactoria. Con el transcurso del tiempo, los aspectos de género adquirieron más importancia en la estrategia de los proyectos, y las actividades de la cartera han contribuido a mejorar el nivel de vida y la situación social de las mujeres mediante mejoras en la nutrición familiar y una mayor participación en los negocios familiares y el manejo de los recursos naturales.</p> <p>k) La innovación y ampliación de escala ha sido moderadamente satisfactoria, por el uso de enfoques novedosos para valorizar y desarrollar el potencial productivo de las poblaciones pobres.</p> <p>l) Cabe rescatar que se han generado mayor involucramiento de los gobiernos locales, en actividades de apoyo directo técnico y de transferencia de recursos.</p> <p>ll) Una mayor atención para dar condiciones de participación efectiva de las mujeres en los diferentes eventos de capacitación, con el apoyo de guarderías móviles.</p>
Desempeño del FIDA			
Diálogo de Política	<p>a) Adoptar las normas legales y reglamentarias para la transferencia directa de los recursos financieros a las organizaciones económicas de los pobres rurales; b) desarrollar un mercado para suministrar servicios de asistencia técnica; c) identificar y promover mecanismos de acceso a los servicios financieros rurales para las organizaciones y las familias</p>	<p>Se ha procurado participar en el diálogo de políticas e influir en éstas pero con resultados limitados. La limitada influencia es por: i) el pequeño tamaño de sus operaciones; ii) su presencia pasajera en las varias zonas de intervención; iii) unidades ejecutoras de proyectos actuando como enclaves dentro del sector público; y iv) omisión de componentes institucionales en los</p>	<p>Pese a todas estas dificultades hay algunos resultados importantes asociados con los préstamos por el empeño del FIDA y de los equipos de proyecto. Las transferencias directas a las comunidades y organizaciones económicas campesinas, introducidas por el PROSAT, adquirieron estatus legal en la Constitución del 2009 y son utilizadas por varios proyectos de</p>

	<p>vulnerables de las comunidades campesinas; y d) apoyar la participación de la poblaciones campesinas e indígenas en el manejo de los recursos forestales, de la biodiversidad y de los servicios ambientales.</p>	<p>proyectos y de servicios financieros rurales (previstos en el COSOP 2007) que hubieran servido de base para un diálogo.</p> <p>Hasta el 2012 faltó una estrategia de diálogo basada en las lecciones de la experiencia acumulada en la implementación de los programas apoyados, alianzas con otros socios y recursos financieros y humanos. No hay evidencia de donaciones dirigidas a esta estrategia o visitas a alto nivel del FIDA a Bolivia.</p> <p>A partir del 2012 con la instalación de la oficina en Bolivia, esto ha cambiado y facilitado mayor fluidez en el diálogo de políticas entre los Proyectos en ejecución y los Organismos Responsables, permitiendo además la revisión en forma conjunta de la cartera de proyectos y supervisiones conjuntas. En ese marco el FIDA es más visible en Bolivia antes las Instituciones Públicas y los otros cooperantes, y es tomada en cuenta para participar en diferentes eventos departamentales y nacionales.</p>	<p>cooperación, p. ej. el Programa de Alianzas Rurales apoyado por el Banco Mundial. Como señalado en las autoevaluaciones del PROSAT y PROMARENA.</p> <p>La metodología de los concursos, aplicada por los dos proyectos ha influido en el diseño de Plan VIDA y ACCESOS y es reconocida por el Gobierno como una herramienta adaptada a las poblaciones</p>
Asociaciones	<p>Las alianzas previstas para el Proyecto de Desarrollo de los Pueblos Indígenas -con el Banco Mundial no se materializó;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Colaboración con la Agencia de Asistencia Técnica Alemana, tampoco fue concretado. - Tampoco se concretizó el acercamiento con el INIAF en relación a los servicios de asistencia técnica. - Se tuvo una relación con el Ministerio de Planificación del Desarrollo y el Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras, en su calidad de organismos responsables de los Proyectos (PROSAT y PROMARENA). 	<p>A partir del 2010, las alianzas fueron siendo elementos muy importantes, pues ahora se tienen relaciones más estrechas con los Ministerios de Planificación del Desarrollo, Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras, no solo como Organismos Responsables, sino en un accionar en conjunto en el seguimiento más cercano a los Proyectos en ejecución.</p> <p>Se ha logrado apalancar en parte recursos de la Unión Europea a través del Programa de Apoyo a la Seguridad Alimentaria (PASA).</p> <p>La Cooperación Española es parte cofinanciadora del Programa ACCESOS y</p>	<p>La generación de alianzas viene a ser un factor muy importante, para generar sinergias cuando se implementan los programas/proyectos, con el objetivo de alcanzar resultados e impactos de largo plazo.</p> <p>Los ciclos de los diseños de los diferentes cooperantes, sigue siendo una limitante para lograr cofinanciamientos paralelos.</p> <p>La generación de alianzas y sinergias, se vienen dando en la etapa de implementación de los programas/proyectos, con actores</p>

	<p>- Se logro trabajar solo con los gobiernos municipales, pero sin mucho protagonismo en el ámbito territorial.</p>	<p>es además complementada por el Programa de Adaptación para la Agricultura en Pequeña Escala (ASAP).</p> <p>Este Proyecto también logro un convenio de capacitación con el Ministerio de Educación, para titularizar a los talentos locales en diferentes oficios (artesanías en fibra de llama y alpaca, sanidad animal y marroquinería). En cuanto a la capacitación en inclusión financiera (ahorros, crédito, rendición de cuentas) se realizó a través del convenio con el Bando de Desarrollo Productivo (BDP).</p> <p>A nivel de los Municipios, los tres últimos Proyectos (Plan VIDA, VALE, ACCESOS/ASAP) han logrado convenios con Gobiernos Municipales con aportes efectivos de recursos, lo cual viene siendo un factor de sostenibilidad de las iniciativas generadas en el área, esto además permite que los programas/proyectos contribuyan a la política nacional y los planes de los gobiernos departamentales y locales (El Gobierno Departamental de Pando ha financiado propuestas de negocios rurales (PRONER), en el marco del Programa ACCESOS). Por otro lado, también se tramita un convenio con el Servicio Nacional de Sanidad e Inocuidad Agrícola y Ganadera SENASAG para mejorar la calidad de los productos que elaboran los emprendimientos de ACCESOS Y obtener el registro sanitario y mejorar su acceso a los mercados.</p> <p>Se profundizará: a) la coordinación con la Cooperación, con la participación en el GruS y sus mesas de trabajo (Género, Medio Ambiente, Agropecuario y Productivo); b) relaciones de cooperación con la UNCT (UNICEF, UNFPA, PMA, PNUD) y construcción de alianzas bilaterales con FAO, PMA, AECID,</p>	<p>locales, práctica que debe ser profundizado en la perspectiva de no duplicar esfuerzos.</p>
--	--	--	--

		<p>ONUMUJERES, BM, UNFPA y otros. La presencia de las tres organizaciones de Naciones Unidas, con sede en Roma (PMA, FAO, FIDA), constituye una oportunidad para el desarrollo de alianzas tripartitas, con las cuales el FIDA ha logrado mayor acercamiento los últimos años para acciones futuras, de acuerdo al área en que cada agencia viene trabajando</p>	
<p>Rendimiento de la Cartera</p>	<p>Los cambios promovidos en la institucionalidad del sector público requieren se mejore la eficacia para gestionar políticas públicas, programas y proyectos, se incentive la coordinación inter y multi institucional y fortalezcan los sistemas de información para la toma de decisiones.</p> <p>La cartera vigente (PROSAT y PROMARENA), por su focalización a pequeños productores pobres del área rural, permitieron su continuidad y conclusión de los convenios de préstamo.</p> <p>La necesidad de adecuación al nuevo escenario político, económico y social, retrasaron la puesta en efectividad del Proyecto VALE.</p> <p>La cartera de Proyectos evaluados son: PROSAT, PROMARENA y VALE.</p>	<p>La cartera del FIDA en Bolivia ha ayudado a proporcionar acceso a los servicios financieros, accesos a servicios de asistencia técnica, aplicación de buenas prácticas en el manejo de recursos naturales.</p> <p>La focalización geográfica de la cartera ha sido adecuada en la medida en que los proyectos han estado activos en los municipios más pobres y vulnerables y en zonas afectadas por la degradación de los recursos naturales y la falta de servicios de apoyo técnico.</p> <p>El nivel de desembolsos de los Proyectos vigentes tuvo una mayor regularidad, mejorando el desempeño de los mismos, pese al retraso en su inicio de ejecución.</p> <p>La apropiación de los mecanismos de transferencia directa de los recursos a los beneficiarios, por parte de los Organismos Responsables y los Ejecutores ha generado mayor confianza por parte de la población beneficiaria hacia el Estado.</p>	<p>La mayor interacción con los Organismos Responsables, ha logrado un mejor desempeño de los programas/proyectos en su ejecución.</p> <p>La instalación de una oficina del FIDA en Bolivia, ha logrado mayor visibilidad del FIDA y los programas/proyectos cofinanciados.</p>

	<p>Proyecto PROSAT</p> <p>28 000 familias reciben servicios del Proyecto.</p> <p>491 Organizaciones con acceso a servicios de asistencia técnica.</p> <p>2000 Contratos de asistencia técnica hechos por los beneficiarios.</p> <p>425 Proveedores de asistencia técnica (25% de mujeres).</p> <p>Incremento de ingresos (no hubo línea base)</p> <p>Proyecto PROMARENA</p> <p>1300 Propuestas de Negocio</p> <p>Grupos apoyados</p> <p>Asistentes técnicos contratados</p> <p>Incremento de ingresos</p> <p>Proyecto VALE</p> <p>48 363 Personas que reciben servicios del Proyecto.</p> <p>757 Grupos financiados para realizar emprendimientos productivos.</p> <p>Emprendimientos activos</p> <p>35 Farmacias veterinarias abiertas</p> <p>250 Promotores capacitados en sanidad animal, de los cuales 100</p>	<p>37 197 familias recibieron servicios del Proyecto.</p> <p>1604 organizaciones accedieron a servicios de asistencia técnica (327% de ejecución).</p> <p>2 425 Contratos de asistencia técnica hechos por los beneficiarios (121% de ejecución).</p> <p>2385 Proveedores de asistencia técnica (32% de mujeres y 561% de ejecución)</p> <p>50% de incremento de ingresos (en base a encuestas a beneficiarios).</p> <p>951 propuestas de negocio, cumple solo el 73%.</p> <p>722 Grupos apoyados</p> <p>946 Asistentes Técnicos Contratados (15% de mujeres).</p> <p>25% de incremento de ingresos.</p> <p>54 863 Personas recibieron servicios del Proyecto.</p> <p>596 Grupos financiados con emprendimientos productivos.</p> <p>207 emprendimientos productivos activos.</p> <p>38 Farmacias abiertas y 27 sostenibles.</p> <p>287 Promotores capacitados en sanidad animal, de los cuales 88 son mujeres.</p>	<p>Un enfoque territorial, permite realizar una mejor planificación en el desarrollo de las comunidades y tener mayor impacto.</p> <p>Los tiempos de apoyo a emprendimientos económicos, debe ser diferenciado, de acuerdo al nivel de avance y experiencia adquirida.</p> <p>La asistencia técnica debe ser complementada con inversiones para el negocio e inversiones complementarias con apoyo de Gobiernos Departamentales, Gobiernos Municipales y el Estado Central a través de los diferentes Ministerios.</p> <p>Se requiere que las acciones de los Proyectos sean Integrales y con la generación de sinergias, por la limitada capacidad de recursos.</p>
--	--	---	--

	<p>deben ser mujeres.</p> <p>37 Infraestructuras productivas.</p> <p>39,9% de las familias con activos del hogar al inicio del Proyecto.</p> <p>37,7% de niños menores a 5 años con desnutrición crónica.</p> <p>78,3% de hogares con piso de tierra.</p>	<p>14 infraestructuras productivas, con un 38% de cumplimiento.</p> <p>52,37 de las familias que han incrementado sus activos al finalizar el Proyecto.</p> <p>33,9% de niños menores a 5 años con desnutrición crónica.</p> <p>66,6% de número de hogares con piso de tierra del 78.3% al 66.6 %</p>	
--	---	---	--

Apéndice V: Acuerdo en el punto de culminación

Introducción

1. Esta es la segunda evaluación del programa en el país (EPP) desde el inicio de las operaciones apoyadas por el FIDA en Bolivia en 1979. La EPP tuvo dos objetivos principales: i) valorar el desempeño y el impacto de las operaciones apoyadas por el FIDA en Bolivia; y ii) generar recomendaciones útiles para preparar la futura estrategia de cooperación entre el FIDA y el Gobierno de Bolivia.

2. Este Acuerdo en el punto de culminación (o "Acuerdo") contiene un resumen de los principales hallazgos y recomendaciones que emanan de la EPP.

3. Este Acuerdo ha sido consensuado entre la gerencia del FIDA (representada por el Departamento de Gestión de Programas) y el Gobierno de Bolivia (representado por el Ministerio de Planificación del Desarrollo) y refleja su conocimiento de los principales hallazgos de la EPP (ver sección B más abajo) así como su compromiso de adoptar e implementar las recomendaciones incluidas en la sección C de este documento dentro de plazos establecidos.

A. Principales hallazgos de la evaluación

4. La evaluación del programa cubre los programas sobre oportunidades estratégicas nacionales (COSOP, por sus siglas en inglés) de 1998 y 2007, cuyos objetivos fueron aumentar los activos y conocimientos de los campesinos y promover un mejor manejo de los recursos naturales. El período cubierto por la evaluación (2005-2012) coincide con los cambios que tuvieron lugar a partir de 2006 en Bolivia.

5. El COSOP 2007 - 2012 alineó sus objetivos con los del Gobierno y con los marcos estratégicos del FIDA para 2007-2010 y 2011-2015. En la práctica, el hilo conductor de la estrategia fue la asistencia técnica, con la cual se pasó de un enfoque inicial de mejorar la producción (proyecto PROSAT), a enfatizar el manejo de los recursos naturales (PROMARENA), la ganadería de camélidos (VALE), la lucha contra la pobreza extrema (Plan VIDA), y la vuelta a priorizar la gestión ambiental y los recursos naturales, con perspectiva de desarrollo territorial y énfasis en lo productivo (ACCESOS). El COSOP definió con claridad los objetivos estratégicos y su grupo objetivo -los campesinos pobres-, lo cual encaja bien dentro del enfoque de desarrollo rural del FIDA.

6. Los resultados de la asociación entre el FIDA y el Gobierno de Bolivia fueron globalmente positivos pero tuvieron un impacto limitado. Los principales logros de esta cooperación fueron: (a) el aumento en los ingresos y en los activos de los hogares y en el capital social y humano de las comunidades; y (b) campesinos más capacitados para manejar mejor los recursos naturales. Un aspecto positivo ha sido el enfoque de autogestión y competencia que incluye la definición de las intervenciones basada en la demanda de las comunidades y la administración de los fondos en las comunidades. El modelo constituyó una innovación en el medio rural y era pertinente para identificar las falencias de conocimientos y las necesidades de los campesinos. En cuanto a instituciones y política el arreglo más importante del programa, y al cual el programa influyó, fueron las transferencias directas a los campesinos -subsidios para pagar la asistencia técnica, el eje central de las intervenciones del FIDA.

7. El impacto del programa sufrió dos limitaciones principales. En primer lugar, el proceso de desertificación persiste en las áreas donde llegó el programa, en particular por su énfasis en cubrir la parcela familiar en vez de territorios más amplios para incorporar una perspectiva de ecosistemas. En segundo lugar, se buscó promover un mercado de asistencia técnica con los subsidios pero ello sólo se logró en el corto plazo y el mercado por servicios de asistencia técnica no se materializó.

8. La colaboración a través de actividades no crediticias tiene algunos puntos positivos como las transferencias directas y el método de los concursos pero en general sus

resultados fueron inferiores a los esperados, incluso en el dialogo entre el FIDA y las autoridades sobre algunos aspectos del desarrollo rural. Los nuevos conocimientos tuvieron poca difusión y cuando la hubo ella resultó por intervenciones ad hoc que no permitieron recogerlos y difundirlos. Ello contribuyó a la poca visibilidad del Fondo en Bolivia, en particular entre la comunidad de donantes, la cual se dificulta más cuando se trata de cooperar en proyectos, pues los proyectos apoyados por el FIDA se demoraron mucho en ejecutarse

9. No obstante la claridad de los objetivos estratégicos, problemas de recursos y de diseño afectaron el desempeño del programa. Por un lado, los limitados recursos afectaron la calidad del diagnóstico de los problemas en el sector rural e impidieron intervenir con efectividad en las extensas áreas que el programa cubría. En materia de diseño faltó claridad para separar las regiones y los grupos que ameritaban ser apoyados. Sobre las regiones no se definió si el programa cubría aquellas con mayor número de pobres o aquellas con mayor incidencia de pobreza pero con menos pobres; en la práctica las operaciones del FIDA cubrieron ambas, lo que impidió resolver la ambigüedad de su objetivo. Sobre los grupos tampoco se distinguió entre los campesinos con motivación e iniciativa propia y los que necesitan asistencia social para subsistir, una distinción necesaria para decidir dónde intervenir y para seleccionar la intervención eficaz en cada caso.

10. Segundo, la estrategia de intervención intentó lograr objetivos ambiciosos con instrumentos inadecuados para ello. El tener a la asistencia técnica como eje central de las intervenciones impidió tomar en cuenta otros aspectos coadyuvantes del desarrollo rural tales como la importancia de los mercados y cierta seguridad de acceso a ellos. Otro aspecto fue la poca sinergia entre los varios instrumentos del programa (entre préstamos, actividades no crediticias y donaciones) y con otros programas públicos de inversión (por ejemplo en los recursos hídricos), y la incorporación limitada de las experiencias de los proyectos antiguos en el diseño de los nuevos. Por último, ni el programa ni los proyectos cuentan con un sistema de seguimiento y evaluación adecuado; por ello, resulta difícil medir el impacto del programa en aspectos clave como los ingresos y activos de los beneficiarios, el capital humano, y la productividad

B. Acuerdo en el punto de culminación

11. Esta sección aborda las recomendaciones preparadas por la Oficina de Evaluación Independiente del FIDA (IOE) e incluidas en el informe de la EPP.

12. Recomendación 1. Adoptar un enfoque territorial y buscar una mayor concentración geográfica de las intervenciones. La EPP recomienda identificar problemas locales y problemas intercomunitarios (regionales) para distinguir claramente entre ellos, y decidir cómo y con qué solucionarlos. En otras palabras, se recomienda adoptar un enfoque territorial para adecuar las intervenciones a las características y potencialidades de cada zona o cada comunidad y conseguir resultados significativos (por ejemplo a nivel ambiental o productivo). La evaluación recomienda asimismo construir alianzas con diversos actores para las intervenciones a los varios niveles (familiar, comunitario, municipal, de mancomunidad, o de territorios indígenas).

La combinación de un enfoque territorial, integral, focalizado y de autogestión es compleja y requiere tiempos prolongados con dedicación intensiva de recursos humanos calificados para obtener resultados efectivos. En vista de los recursos limitados del FIDA y de la necesidad de aumentar la eficiencia y eficacia del programa para ampliación futura, la evaluación recomienda concentrar los esfuerzos en pocas zonas geográficas a favor de intervenciones prolongadas.

En este contexto, es necesario definir si la población objetivo se encuentra en las regiones con mayor incidencia de pobreza (en términos relativos: porcentaje de la población) o las regiones donde hay el mayor número de pobres (en términos absolutos).

Si el objetivo es reducir la pobreza rural, la evaluación recomienda concentrar las acciones en las regiones con el mayor número de pobres.

Estrategia propuesta: las intervenciones vigentes han incorporado en forma incremental el enfoque territorial y las alianzas estratégicas con los diferentes actores, a partir de considerar: i) la cartera de proyectos vigente, ii) el apoyo a los programas regionales y iii) una visión más dinámica y flexible del ciclo de los proyectos.

El documento de la extensión del COSOP 2007 – 2012 considera una focalización con concentración territorial. El nuevo COSOP a ser presentado a la Junta Directiva del FIDA en abril 2015 considerará el Plan Nacional de Desarrollo, la Agenda Patriótica 2020-2025 y los planes sectoriales de los diferentes Ministerios que tienen que ver con el desarrollo del área rural, la erradicación de la pobreza y la desigualdad, los mismos que señalan claramente la necesidad de generar un desarrollo integral productivo, preservando el equilibrio con la madre tierra. Este marco normativo, debe ser tomado muy en cuenta en proyectos actuales y futuros.

Las estrategias del nuevo COSOP 2015 deben además referir claramente al desarrollo de corredores económicos cuyo manejo es logísticamente más operativo y eficiente y que cuentan con mayor perspectiva de sostenibilidad. Se entrarán con apoyos diferenciados que permitan la complementariedad y equidad en la consecución de los beneficios. Los corredores pueden ser conformados por municipios más desarrollados y menos desarrollados, donde los nuevos diseños deben tener como línea de acción la cooperación diferenciada, con la finalidad de incidir con metodologías e instrumentos diferentes a los menos favorecidos y los que tienen mayor potencial.

Fecha límite para su ejecución: se ha iniciado y será continuo.

Entidades responsables de la ejecución: FIDA, Ministerio de Planificación del Desarrollo y Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras

13. Recomendación 2. Desarrollar una estrategia completa de intervención basada en rubros productivos y cadenas de valor. Considerada la multidimensionalidad y complejidad de la pobreza rural, es importante definir una estrategia de intervención que integra los aspectos esenciales de un apoyo efectivo al desarrollo de la agricultura y las otras actividades de los campesinos con vista al mercado.

El Gobierno y el FIDA deberían identificar los complejos productivos (o cadenas de valor) a ser apoyados en relación al potencial de los rubros productivos de cada territorio. Una vez identificados dichos complejos, se deben considerar los aspectos claves de un apoyo efectivo, además de la provisión de asistencia técnica: el fortalecimiento institucional de autoridades locales y de organizaciones para la gestión de negocios, el apalancamiento de inversiones con otras iniciativas, la provisión de servicios financieros y educación financiera, y el apoyo para un mejor acceso a complejos productivos y mercados.

Estrategia propuesta: en el marco de la Bolivia productiva, los Complejos Productivos Integrales, se constituyen en una estrategia de desarrollo que amplía su enfoque hacia las dimensiones social, cultural, política y ambiental, con el propósito de dinamizar el desarrollo económico y social en el territorio nacional, a partir de generar al interior del circuito productivo relaciones de distribución favorables a los segmentos más débiles otorgándoles una justa participación en los beneficios de su trabajo.

En este sentido, la Recomendación 2 se refiere a la necesidad de desarrollar una estrategia completa de intervención basada en rubros productivos y complejos productivos integrales.

El COSOP 2015 en el planteamiento de estrategias de acción, debe estar alineada a las políticas sectoriales de los siguientes ministerios: Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras, Ministerio de Medio Ambiente y Agua, Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural y el Ministerio de Planificación del Desarrollo entre los más relevantes, mismos que tienen planteado la visión de desarrollo de Complejos Productivos Integrales y/o territoriales.

En la actualidad, el programa ACCESOS y el proyecto PLAN VIDA-PEEP, han iniciado acciones para efectivizar esta estrategia. Van dirigidas a los pequeños productores rurales, para fortalecer capacidades (capital social, humano y financiero) y mejorar su participación en los complejos productivos. Por otro lado, el diseño PRO-CAMÉLIDOS tiene como foco principal, el apoyo a familias del Complejo Productivo Camélidos, que busca mejorar la participación y vinculación de los usuarios con otros actores públicos y privados del complejo, para lograr un beneficio más equitativo entre los distintos actores del complejo productivo y los territorios.

Fecha límite para su ejecución: a partir de la adopción de esta recomendación y de manera continua.

Entidades responsables de la ejecución: Ministerio de Planificación y Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras y las unidades ejecutoras de programas/proyectos.

14. Recomendación 3. Buscar un mayor alineamiento y sinergias de las intervenciones con los programas públicos nacionales, regionales y locales. Esto sería conforme al espíritu de la Declaración de París sobre la eficacia de la ayuda y la evolución del apoyo del FIDA a los países de América latina. Permitiría tener un impacto mayormente sostenible y suficiente por abarcar -a través de cofinanciación o financiación paralela- los varios elementos de una intervención más integral a nivel de los territorios.

Se recomienda en particular involucrar de manera estrecha en el diseño de los proyectos los sectores responsables de su ejecución y al mismo tiempo ampliar el dialogo entre el FIDA y el Gobierno a nuevos interlocutores responsables de otros programas públicos para explorar posibles alianzas, en una visión intersectorial (por ejemplo el Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural o el Ministerio de Medio Ambiente y Agua). Se recomienda asimismo buscar posibilidades de sinergias con el sistema de políticas públicas en general a nivel de los territorios (por ejemplo en salud y educación).

Estrategia propuesta. Las lecciones aprendidas señalan claramente que toda intervención requiere que, el establecimiento de alianzas con actores en la zona de acción es un elemento importante, ya que toda iniciativa debe basarse en una potencialidad de la región para su sostenibilidad. En este marco, el diseño de los nuevos proyectos debe plantear como elemento principal el generar sinergias con otros actores tanto privados y públicos; donde uno de los actores principales para el desarrollo de las comunidades, son los gobiernos municipales, quienes deben tener la capacidad institucional para coordinar acciones en su municipio con las diferentes instituciones, proyectos, programas, organizaciones no gubernamentales, fundaciones, u otros que vienen desarrollando actividades en el municipio y/o territorio. Esto es importante con el fin de lograr sinergias y para no duplicar esfuerzos, consiguiendo resultados tangibles e impactos sostenibles en la población beneficiaria.

Fecha límite para su ejecución: a partir de la adopción de esta recomendación y de manera continua.

Entidades responsables de la ejecución: Ministerio de Planificación, Ministerio de Medio Ambiente y Agua, Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural, Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras, unidad ejecutora de programas/proyectos, gobiernos municipales y gobiernos departamentales

15 Recomendación 4. Definir una focalización diferenciada de los beneficiarios y adecuar las intervenciones y sus instrumentos de forma consecuente. El programa futuro y sus intervenciones necesitarían distinguir entre las poblaciones que, con algún apoyo, pueden salir de la pobreza en un período relativamente rápido y aquellas que requieren asistencia más sostenida, incluso debido a la degradación ambiental de sus territorios. Los instrumentos seleccionados deben también permitir un equilibrio entre el apoyo a grupos específicos (de productores) y a la comunidad.

Considerando que el desarrollo es un proceso sucesivo a lo largo del tiempo con diferentes etapas (escalera), se recomienda focalizar las intervenciones priorizando poblaciones con potencial productivo (incluso posiblemente las que ya recibieron un primer apoyo por intervenciones anteriores).

Para las poblaciones más vulnerables, se recomienda considerar como equilibrar las herramientas de valor (concursos, transferencias y capacitación horizontal) con instrumentos que permitan mayores logros en términos de seguridad alimentaria y reducción de la pobreza, tales como nutrición, microcrédito o educación financiera (en relación a los bonos del Gobierno o las remesas de la migración).

Se recomienda asimismo intensificar la participación de la mujer en el marco de una discriminación positiva, así como focalizar intervenciones específicas a los jóvenes y los pueblos indígenas respetando su cultura e identidad.

Estrategia propuesta: El COSOP 2015 debe rescatar como elemento estratégico la focalización diferenciada de la población meta con equidad de género e inclusión de jóvenes. Esto en el marco de los avances logrados con intervenciones del FIDA y otros cooperantes, esto requerirá diferenciar los tipos de apoyo a las organizaciones económico productivas según sus experiencias y niveles de avance dentro el complejo productivo. En ese marco, el diseño PRO-CAMÉLIDOS, ha tomado en cuenta los avances logrados hasta el momento; la propuesta considera: concursos con diferentes modalidades de transferencia de recursos de acuerdo a la realidad de las familias en las iniciativas a nivel comunal, una asistencia técnica diferenciada y especializada e inversiones pequeñas para propuestas de emprendimientos productivos, e inversiones mayores que deben solucionar los cuellos de botella en el Complejo Productivo de Camélidos, y fortalecimiento organizacional y capacitación a la medida. Todo esto se da con el apoyo de ejes transversales como la gestión de conocimiento, seguridad alimentaria, equidad de género e inclusión de jóvenes. Para entender mejor las diferentes realidades y las necesidades de diferenciación, se deben ir rescatando lecciones aprendidas de los programas/proyectos en ejecución, para mejorar los instrumentos y las modalidades de ejecución.

Fecha límite para su ejecución: a partir de la adopción de esta recomendación y de manera continua.

Entidades responsables de la ejecución: FIDA, Ministerio de Planificación y el Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras.

16. Recomendación 5. Resolver de forma sistémica los retrasos y la ineficiencia en la implementación del programa. Se recomienda que el Gobierno y el FIDA procedan a una revisión conjunta de los problemas encontrados en la efectividad y ejecución de los proyectos, en búsqueda de soluciones sistémicas, inspirándose posiblemente a otras instituciones financieras.

Podrían ser consideradas las medidas siguientes entre otras: someter nuevas operaciones a la aprobación de la Junta Directiva del FIDA sólo una vez asegurada su rápida aprobación y arranque por parte del Gobierno; incorporar a equipos de ministerios

en la definición de las estrategias de acción en la etapa de pre-inversión de los proyectos; una vez aprobado un proyecto por parte del FIDA, desarrollar una campaña intensa de persuasión con las autoridades para lograr su pronta aprobación y arranque; incluir en el diseño elementos que puedan garantizar una efectividad rápida y un mejor manejo de las posibles demoras.

Estrategia propuesta: El FIDA ha iniciado el involucramiento sistemático de equipos de trabajo de las contrapartes del Gobierno de Bolivia para el diseño de nuevas intervenciones. Este involucramiento permite consensuar posibles diferencias en los enfoques, garantizar que las políticas nacionales y planes sectoriales estén debidamente tomados en cuenta y adelantar acuerdos sobre los aspectos operativos, lo que facilitara los trámites posteriores de aprobación y negociación de los préstamos. La meta es acortar tiempos entre la aprobación y el inicio de la implementación de los programas/proyectos.

Por otro lado, se han establecido revisiones de cartera dos veces al año (junio y diciembre), previa coordinación entre el FIDA y el Vice Ministerio de Inversión Pública y Financiamiento Externo, a objeto de conocer los avances, y analizar y buscar soluciones a las dificultades y obstáculos en la ejecución de los programas/proyectos vigentes. En dichas revisiones se analizarán también nuevos diseños y otros productos de importancia para la cartera.

Fecha límite para su ejecución: a partir de la adopción de esta recomendación y de manera continua.

Entidades responsables de la ejecución: FIDA, Ministerio de Planificación del Desarrollo, Ministerio de Economía y Finanzas Públicas.

17. Recomendación 6. Establecer sistemas de seguimiento y evaluación y gestión de conocimientos sólidos. Definir una estrategia de diálogo de política basada en los conocimientos adquiridos y en oportunidades de ampliación de escala.

El seguimiento y evaluación constituye una de las partes más débiles del programa. Para que sistemas sólidos de seguimiento y evaluación contribuyan a la calidad de las intervenciones y al potencial de ampliación, la evaluación recomienda movilizar fondos desde la fase de diseño, para establecer las líneas de base antes de comenzar a ejecutar los proyectos, y después en los respectivos presupuestos, para evaluar los impactos. Se recomienda también poner un valor a dichos impactos y definir indicadores verificables en los documentos de evaluación ex-ante y en los informes de cierre de los proyectos. Es importante asimismo incluir en el programa de donaciones del FIDA fondos para ayudar a medir el impacto y los beneficios de los proyectos con métodos rigurosos, así como fortalecer capacidades en seguimiento y evaluación a nivel de los proyectos y del programa y articular los esfuerzos con los sistemas nacionales.

Se recomienda seguir buenas prácticas, algunas de las cuales fueron identificadas con el PROSAT: i) conceder a la unidad nacional de coordinación autonomía técnica, administrativa y financiera, y localizarla fuera de La Paz por el enfoque territorial preconizado y el menor impacto de factores ajenos; ii) someter la elección competitiva del personal a contratar a una profunda evaluación de competencias y capacidades específicas, y considerar un apoyo técnico externo regular a los equipos; iii) involucrar a las autoridades competentes en relación a cuestiones de remuneración de los equipos y sostenibilidad institucional de las intervenciones después de su terminación.

En relación a la gestión de los conocimientos y las asociaciones, la evaluación recomienda documentar y difundir adecuadamente las experiencias importantes de los proyectos para que sean replicadas o ampliadas (por ejemplo, la forma como el VALE

llega a las mujeres) y establecer un vínculo estrecho entre donaciones y préstamos. Se recomienda también establecer asociaciones con otros donantes y nuevos actores, tales como el sector privado (por ejemplo, apoyo a los complejos productivos) y el mundo académico (adaptación al cambio climático)

En el contexto de la nueva política de cooperación internacional del Gobierno, se recomienda que el FIDA y el Gobierno definan conjuntamente una estrategia de diálogo basada en la experiencia y resultados de los programas apoyados por el FIDA, y un análisis de los principales desafíos del desarrollo rural afectando el desempeño de estos programas. Esta estrategia debería definir claramente los objetivos del diálogo y la contribución específica del FIDA; y establecer una continuidad entre los sistemas de seguimiento y evaluación, la difusión de conocimientos, las posibilidades de ampliación de los resultados e innovaciones de los proyectos, y las asociaciones con instancias del Gobierno y otros actores.

Estrategia propuesta: se deben continuar mejorando los sistemas de seguimiento para que sean más funcionales en base a las buenas prácticas y dar mayor importancia al tema de supervisión y apoyo a la implementación. Los equipos ejecutores deben tener el perfil adecuado a las responsabilidades y deben tener muy claro los resultados e impactos que se buscan de acuerdo al marco lógico planteado. Esto requerirá un acompañamiento de cerca al inicio de la ejecución. Los sistemas serán reforzados en las misiones de supervisión.

Los programas/proyectos ejecutados, disponen de sistemas informáticos que no han sido aprovechados por los nuevos programas/proyectos. Por tanto, estos instrumentos disponibles deben ser la base para su aplicación inmediata y su adecuación correspondiente. Esto consentirá contar con instrumentos de gestión que permitan realizar un seguimiento y monitoreo oportuno de las intervenciones.

Las revisiones de cartera, se constituirán en un elemento clave para socializar y reflexionar sobre las buenas prácticas, así como la "sistematización" de las lecciones aprendidas en el caso de los programas/proyectos en diferentes fases de ejecución.

Un aspecto adicional a tener en cuenta por el FIDA en coordinación con el Gobierno de Bolivia es la "estrategia de salida" de los programas/proyectos, que debe ser tomada en cuenta desde el inicio de la implementación. Por tanto, la previsión de recursos para la estrategia de cierre, debe estar considerada en el documento de diseño con actividades específicas, para que los equipos de los programas/proyectos, tomen en cuenta los aspectos en los cuales deben incidir en las iniciativas apoyadas, para que estas logren su sostenibilidad.

Las intervenciones del FIDA han incluido escalonamientos exitosos como es la inclusión financiera con mayor énfasis en poblaciones de jóvenes y mujeres. El nuevo COSOP a ser elaborado entre 2014/2015, tomará en cuenta las lecciones aprendidas para generar un diálogo de políticas en base a las experiencias, como: i) cuáles serán los mecanismos, instancias y modalidades más convenientes para participar en el diálogo, ii) cuáles serán los funcionarios del FIDA para cumplir con este objetivo, y iii) el desarrollar una estrategia proactiva de alianzas con la cooperación internacional, con el objeto de generar sinergias en las intervenciones con los programas públicos nacionales, regionales y locales.

Fecha límite para su ejecución: en implementación, y además, coordinar para efectuar una mesa redonda con el Gobierno de Bolivia y la cooperación internacional para mostrar los resultados alcanzados con los proyectos financiados por el FIDA en la gestión 2015.

Entidades responsables de la ejecución: FIDA, Ministerio de Planificación, Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras, gobiernos municipales y gobiernos departamentales y unidades de ejecución de programas/proyectos.

18. Recomendación 7. Apoyar la nueva oficina del FIDA en Bolivia. La oficina puede desarrollar su tarea con efectividad en las varias áreas reseñadas: enfoque estratégico y diseño del futuro programa; dialogo de política y combinación de instrumentos a favor de la ampliación de escala; y cuestiones de implementación - manejo del programa y de la cartera de proyectos, y resolución de los retrasos

En vista de las recomendaciones anteriores, la evaluación invita al FIDA a nivel de la División de América Latina y el Caribe así como a nivel corporativo a proporcionar el apoyo de su personal directivo a través de visitas regulares a Bolivia; y asignar recursos financieros y humanos suficientes a su oficina en La Paz, en particular para: i) la preparación y gestión del COSOP; ii) la implementación de la cartera (con un mejor equilibrio en relación a los recursos para diseño); y iii) el personal de apoyo (para conceder mayor tiempo a la representante, permitiéndole de ejercer un mayor liderazgo intelectual e institucional).

Estrategia propuesta: se han iniciado acciones para fortalecer la oficina del FIDA – Bolivia, vía formalización del contrato laboral de largo plazo para la asistente administrativa y creación de un equipo de consultores subregional y nacional con contratos semestrales que permite realizar un acompañamiento efectivo a los proyectos y programas. Además, se ha fortalecido la oficina con tecnología de comunicación, contando con facilidades de videoconferencia que le conectan con rapidez a la sede (Roma) y otras oficinas regionales.

Fecha límite para su ejecución: en implementación.

Entidad responsable de la ejecución: FIDA División América Latina y el Caribe

Apéndice VI : Análisis de la línea de base de pobreza

Bolivia desde el 2006 ha implementado el Modelo Económico Social Comunitario Productivo, cuyo desempeño a abril 2015 le ha permitido una economía estable; reducción de la pobreza moderada del 60,6% en el 2005 a 39,06% en el 2013 (ver cuadro Nro. 1), y la pobreza extrema de 38,2% en el 2005 a 18,83% en el 2013, sin embargo, en el área rural la pobreza moderada es aún del 59,94%(2013) y la pobreza extrema es del 38,81% en el 2013 (ver Cuadro Nro. 2).

Cuadro Nro. 1: Indicadores de Pobreza según área

DESCRIPCIÓN	UNIDAD DE MEDIDA	2008	2009	2011	2012	2013
BOLIVIA						
Incidencia de pobreza (FGT_o)	Porcentaje	57,33	51,31	44,95	43,44	39,06
Brecha de pobreza (FGT_1)	Porcentaje	27,81	24,6	19,93	20,33	17,71
Magnitud de pobreza (FGT_2)	Porcentaje	17,9	15,91	12,13	13,1	11,03
Población total	Persona	9.999.829	10.269.598	10.691.415	10.211.722	10.394.527
Población pobre	Persona	5.732.617	5.269.390	4.806.043	4.435.865	4.060.277
Area Urbana						
Incidencia de pobreza (FGT_0)	Porcentaje	48,72	43,55	36,84	34,66	28,96
Brecha de pobreza (FGT_1)	Porcentaje	19,64	17,03	12,79	12,88	10,37
Magnitud de pobreza (FGT_2)	Porcentaje	10,77	9,23	6,42	6,89	5,42
Población total	Persona	6.546.521	6.785.816	7.152.271	6.832.779	7.004.175
Población pobre	Persona	3.189.499	2.955.047	2.634.913	2.368.224	2.028.101
Area Rural						
Incidencia de pobreza (FGT_0)	Porcentaje	73,64	66,43	61,35	61,19	59,94
Brecha de pobreza (FGT_1)	Porcentaje	43,31	39,34	34,35	35,38	32,88
Magnitud de pobreza (FGT_2)	Porcentaje	31,41	28,94	23,68	25,65	22,62
Población total	Persona	3.453.308	3.483.782	3.539.144	3.378.943	3.390.352
Población pobre	Persona	2.543.118	2.314.343	2.171.130	2.067.641	2.032.176

Fuente: Instituto Nacional de Estadística (INE).

Cuadro Nro. 2: Indicadores de pobreza extrema según área

DESCRIPCIÓN	UNIDAD DE MEDIDA	2008	2009	2011	2012	2013
BOLIVIA						
Incidencia de pobreza (FGT_o)	Porcentaje	30,14	26,06	20,87	21,78	18,83
Brecha de pobreza (FGT_1)	Porcentaje	14,26	12,72	9,31	10,45	8,51
Magnitud de pobreza (FGT_2)	Porcentaje	9,26	8,58	5,77	6,97	5,5

Población total	Persona	9.999.829	10.269.598	10.691.415	10.211.722	10.394.527
Población en pobreza extrema	Persona	3.014.177	2.676.286	2.231.390	2.224.176	1.956.921
Área Urbana	—					
Incidencia de pobreza (FGT_o)	Porcentaje	18,89	16,09	10,76	12,19	9,15
Brecha de pobreza (FGT_1)	Porcentaje	6,77	5,65	3,63	4,17	3,14
Magnitud de pobreza (FGT_2)	Porcentaje	3,63	3,2	1,85	2,25	1,74
Población total	Persona	6.546.521	6.785.816	7.152.271	6.832.779	7.004.175
Población en pobreza extrema	Persona	1.236.677	1.091.830	769.843	833.121	641.195
Área Rural	—					
Incidencia de pobreza (FGT_o)	Porcentaje	51,47	45,48	41,3	41,17	38,81
Brecha de pobreza (FGT_1)	Porcentaje	28,45	26,5	20,79	23,13	19,6
Magnitud de pobreza (FGT_2)	Porcentaje	19,93	19,04	13,68	16,52	13,28
Población total	Persona	3.453.308	3.483.782	3.539.144	3.378.943	3.390.352
Población en pobreza extrema	Persona	1.777.500	1.584.456	1.461.547	1.391.055	1.315.726

Fuente: Instituto Nacional de Estadística (INE).

La diferenciación de la pobreza extrema a nivel nacional entre hombres y mujeres afecta de igual manera sin que haya diferencias entre ambos sexos; el dato oficial del INE es al 2012, donde la incidencia de pobreza extrema en hombres es 21,1% y en mujeres es 22,1%.

De acuerdo al seguimiento realizado por UDAPE al cumplimiento de los Objetivos de Desarrollo del Milenio (ODM), cuyo último informe data de 2010, se tiene que –en términos generales- se ha cumplido la meta prevista de reducir a la mitad (entre 1990 y 2015) el porcentaje de personas en extrema pobreza (ingresos inferiores a un dólar al día).

De igual manera, con relación al nivel de desigualdad, el índice Gini del país bajó de 0.59 en 2006 a 0.46 en 2012 y en el área rural bajó de 0.64 a 0.53. La reducción de la pobreza es explicado por el crecimiento sostenido de la economía en la última década y a factores redistributivos promovidos por la inversión pública (infraestructura de salud y educación e infraestructura productiva en el área rural), las políticas sociales (Bono Dignidad, Bono Juancito Pinto, Bono Juana Azurduy). Por otro lado, las remesas del exterior también tuvieron su impacto en familias rurales, que muestra que ingresaron a Bolivia US\$ 1.161 millones en 2012, siendo el 5% del PIB; lo cual permitió entre otros alcanzar volúmenes considerables de entrada de divisas al país. Esa entrada de divisas favoreció a la respectiva balanza de pagos y por ende al crecimiento del PIB. Además contribuyó de alguna medida a reducir los elevados niveles de pobreza que atraviesa Bolivia⁵. Estos aspectos contribuyeron a la balanza de pagos, crecimiento del PIB, y en la reducción de la pobreza.

En el sector agropecuario, la agricultura familiar rural continúa con problemas de eficiencia productiva y articulación al mercado, además de ser vulnerable a los efectos del cambio climático. Si se considera la variable étnica, la pobreza se encuentra directamente relacionada con los pueblos indígenas tanto de tierras altas como de tierras

⁵ Nivel de remesas de trabajadores, diciembre 2012 Banco Central de Bolivia. René Pereira Morató OIM, Perfil Migratorio de Bolivia 2011.

bajas. De acuerdo a INE, citado en la fuente de referencia⁶, el 70% de los indígenas son pobres, el 20% está en el umbral de la pobreza y solo un 10% tendría las NBS.

⁶ *Ibidem.*, p. 24.

Apéndice VII. Desarrollo rural y agricultura

El comportamiento del sector agropecuario en Bolivia, desde los años 90, ha tenido un comportamiento casi constante con un aporte promedio al PIB de alrededor del 15%. El mayor peso de su contribución está basado principalmente en los productos agrícolas no industriales (44%), seguidos por menos de la mitad por los industriales (20%), los productos pecuarios (20%) y, de manera más limitada, por la silvicultura, caza y pesca (6%). La importancia del sector agropecuario se asienta principalmente en su participación en la Población Económicamente Activa (PEA): los trabajadores agropecuarios y afines constituyen más del 75% del total de la población ocupada del área rural (alrededor del 40% a nivel nacional), aspecto que revela también su importancia en la economía nacional pero que -sobre todo- hace evidente la intensidad de la mano de obra, como factor productivo en el sector.

De manera general, su estructura –como en la mayor parte de los países de la región- es dualista. Por una parte, se tiene la dinámica de un sector denominado “moderno” que está ligado primordialmente al desarrollo de la denominada agroindustria y cuyos rubros esencialmente están orientados a la exportación y a su procesamiento industrial como la soya, girasol, algodón, caña de azúcar. Aunque es un sector que cada vez más tiene mayor incidencia en el abastecimiento de sus productos al mercado nacional y a la composición de la canasta familiar. Por otro, se tiene un amplio sector de la llamada agricultura familiar de base indígena originaria campesino que se ha caracterizado históricamente por ser proveedora de productos de primera necesidad de origen agropecuario al mercado interno (tubérculos, cereales, hortalizas, frutas). Sin embargo, desde la década de los 90 también se aprecia el desarrollo de iniciativas de este sector orientado a la exportación en rubros demandados por mercados específicos como son los casos de los productores de quinua, café, cacao.

En la última década, se aprecia un cada vez mayor peso y creciente significancia de la denominada agroindustria en la provisión de productos de primera necesidad de origen agropecuario al mercado interno. El desarrollo de estas unidades empresariales se ha profundizado especialmente desde los años 90 y se han desarrollado, principalmente, en el departamento de Santa Cruz. Estas unidades contratan mano de obra y servicios de apoyo especializado, utilizan insumos mejorados y alta mecanización agropecuaria con miras al mercado nacional e internacional. Los últimos años, con la crisis alimentaria de 2008 y con el auge de los precios de las materias primas, especialmente oleaginosas como la soya, se ha tenido una expansión y crecimiento económico de este sector.

Mientras que la importancia de la agricultura familiar indígena originaria campesino ha ido perdiendo relevancia no solamente por el protagonismo de dicho sector sino también por limitaciones de productividad y competitividad de estos frente por ejemplo a la dinámica de los países vecinos que internan sus productos al país a precios más bajos.

Por otra parte, en muchas regiones rurales del país, especialmente en Altiplano y Valles, es cada vez mayor el número de productores agropecuarios que diversifican sus fuentes de ingreso y, a su vez, son cada vez menos las unidades familiares agropecuarias, que obtienen ingresos única y exclusivamente de la producción agropecuaria. Este proceso se ha dado especialmente en el occidente del país, donde los riesgos en el proceso productivo son mayores y la estructura agraria impide o limita la expansión de la frontera agrícola. La migración especialmente de los jóvenes es un fenómeno que expresa una especie de “vaciamiento” de población especialmente en algunas comunidades de altura. Aunque este tema de la migración debe ser más cuidadosamente estudiado, debido a los flujos demográficos de los pobladores rurales se mueven en varias direcciones y al menos en los dos “mundos”: rural y urbano; y establecen doble o triple residencia en función a sus propias estrategias de vida y dinámicas económicas y socioculturales.

A pesar de ello, de acuerdo a los resultados del Simposio Internacional de la Agricultura Familiar (La Paz – Bolivia, septiembre 2014), se considera que la agricultura familiar

mantiene su importancia y cuenta con un gran potencial en el país para aportar en las seguridad y soberanía alimentaria, como se aprecia a continuación.

Incluye a un significativo número de unidades productivas (entre 500.000 y 775.000). Según datos trascendidos del Censo Nacional Agropecuario de 2013, se sabe que de las 872.641 Unidades Productivas Agropecuarias (UPA) que ocupan una superficie cultivada de 2,7 millones de hectáreas, se señala que la mayor parte corresponden a la agricultura familiar indígena originaria campesina y que el 80% se encuentra en el altiplano y valles, con un promedio de cultivos de 2,3 hectáreas⁷.

Debido, en gran medida, a los flujos migratorios especialmente de los varones, es cada vez fundamental y de mayor importancia el trabajo de la mujer, quién asume las tareas productivas rurales del hogar, además de las responsabilidades reproductivas y del hogar. Esto también ha llevado a que jueguen papeles mucho más activos en las esferas sociales y públicas, especialmente de representación como sindicatos, ayllus, etc.

La agricultura familiar cumple un importante rol en la provisión de alimentos para asegurar la nutrición y la seguridad alimentaria nacional. A pesar de las limitaciones de datos sobre el tema y la falta de difusión de los resultados del Censo Agropecuario 2013, el informe del citado Simposio Internacional da cuenta que, según INE 2008, la demanda interna es sustentada en un 37% por la Agricultura Familiar Comunitaria; el 90% según CIOEC. De acuerdo a FAO 2014, aporta de manera global con un 48% en la disponibilidad alimentaria del país, destacando: 70% de la producción de arroz, 45% de Hortalizas, 70% de Maíz, 40% de la producción de Leche, 100% de Papa y 100% de Yuca.

Aporta de manera significativa a la provisión de alimentos para los mercados locales, regionales y nacionales. Su oferta de alimentos, por lo general de una agricultura limpia o con bajos niveles de incorporación de agroquímicos, contribuye al bienestar y salud pública de la población urbana. Su diversidad y provisión permanente, por lo general, a precios bajos contribuyen a un abastecimiento "barato" para los consumidores y a reducir la misma pobreza. Subsidia –a precios bajos- a las ciudades a través de la provisión de productos de primera necesidad de la canasta familiar que básicamente son orgánicos.

La agricultura familiar indígena originaria campesina cuida la Madre Tierra y la Biodiversidad a través de sus sistemas productivos diversos y complejos, así como la capacidad de resiliencia al Cambio Climático. Mantiene -y es depositaria- una importante diversidad de recursos genéticos, conservados de generación en generación.

Tiene buenas prácticas –muchas basadas en saberes ancestrales-, especialmente los que hacen agricultura orgánica.

En términos de su aporte a los mercados (locales, regionales, nacionales), resalta que moviliza a un conjunto de actores (intermediarios, comerciantes mayoristas y minoristas, entre otros) hasta llegar a los consumidores finales. Genera una diversidad de empleos en el conjunto de actores que participan en los procesos de comercialización y mercado.

Desde la crisis alimentaria de fines de los años 2000, existe un renovado interés en la agenda tanto internacional como nacional sobre su papel en tanto proveedora de alimentos, aspecto que puede posicionarla mejor y fortalecer –con propuesta propia- su capacidad de negociación.

Sobre este contexto, instituciones públicas, privadas y de cooperación consideran importante contribuir a la mejora del desempeño de la AF mediante el incremento de la producción y productividad de alimentos estratégicos y ecológicos en base al potencial de cada región, la gestión de recursos naturales, la gestión de riesgos agroclimáticos y adaptación al cambio climático, el fomento de valor agregado, de negocios y mercados rurales, la promoción de innovaciones y servicios financieros y no financieros . En esta

⁷ Colque, G., Urioste, M. y Eyzaguirre, J.L. Marginalización de la agricultura campesina e indígena. Dinámicas locales, seguridad y soberanía alimentaria. TIERRA, La Paz, marzo de 2015, p. 28.

línea, la política gubernamental ha previsto intervenciones selectivas, articular a las distintas formas de organización económica productiva y priorizar actividades que contribuyan a generar valor agregado y diversifiquen la producción nacional en el marco del enfoque de complejos productivos en varios rubros agropecuarios como camélidos, apicultura, tubérculos y cereales. Se busca articular la producción primaria de los pequeños productores a las iniciativas industriales público y privadas a través de alianzas para lograr valor agregado y mejor llegada a los mercados. La mejora de la producción primaria es responsabilidad del MDRyT, la transformación y comercialización del MPDyEP.

Apéndice VIII. Fortalezas y debilidades de la estrategia nacional de desarrollo

Introducción

A partir de 2006, el escenario institucional y de políticas ha tenido cambios estructurales: de contar con un documento de Estrategia Nacional de Reducción de la Pobreza, se ha pasado a formulaciones expresas tanto en la Constitución Política del Estado (aprobada en 2009) como en el Plan Nacional de Desarrollo (versiones de 2006 y 2010), y otras políticas adicionales, como los Planes Sectoriales del Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras, la Ley 144 de Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria, la Ley 300 Marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien, la Ley 338 de Organizaciones Económicas Campesinas OECAS y de Organizaciones Económicas Comunitarias OECOM para la integración de la agricultura familiar sustentable y la soberanía alimentaria, la Ley 393 de Servicios Financieros, y especialmente la propuesta de Agenda Patriótica del Bicentenario que da el marco general para el desarrollo nacional con miras a 10 años.

Estas formulaciones plantean la recuperación de los recursos naturales, y con los excedentes generados, promover una distribución más equitativa de los ingresos, el empleo, el consumo, la riqueza y las oportunidades; y el reconocimiento explícito de la identidad, la cultura y los derechos de los pueblos originarios e indígenas.

Las Estrategias centrales

En ese marco, a continuación se describen las líneas principales de las Políticas mencionadas, compatibilizadas con el marco estratégico del FIDA:

Plan Nacional de Desarrollo “Bolivia Digna, Soberana, Productiva y Democrática para Vivir Bien”

- Estrategia socio comunitario: Bolivia Digna, busca la erradicación de la pobreza e inequidad, y desarrollo de un patrón equitativo de distribución y/o redistribución del ingreso, la riqueza y las oportunidades.
- Estrategia económica productiva: Bolivia Productiva, busca la transformación, el cambio integrado y diversificado de la matriz productiva generando excedentes, ingresos y empleo.

La Agenda Patriótica del Bicentenario 2025

1. Erradicación de la Pobreza Extrema.
2. Soberanía Productiva con Diversificación y Desarrollo Integral.
3. Soberanía Alimentaria a través de la Construcción del Saber Alimentarse para Vivir Bien.
4. Soberanía Ambiental con Desarrollo Integral.

Plan Sectorial del Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras

1. Desarrollo Tecnológico e Innovación Agropecuaria, Pesquera y Forestal
2. Uso y Manejo del Suelo, Agua y Cobertura Vegetal para la Producción Agropecuaria y Forestal.
3. Sanidad Agropecuaria e Inocuidad Alimentaria.
4. Producción Agropecuaria, Pesquero y Forestal para la Seguridad Alimentaria con Soberanía.
5. Gestión Territorial Indígena Originario Campesina
6. Oportunidades de Ingresos de Desarrollo Rural no Agropecuarios.

7. Desarrollo de Mercados para Productos Agropecuarios.
8. Desarrollo de Tecnologías de Información y Comunicación del Sector Agropecuario, Pesquero y Forestal.

Plan Sectorial de Desarrollo del Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural

- Política 1. Industrialización selectiva.
 Política 2. Generación, distribución y redistribución equitativa de recursos productivos.
 Política 3. Términos de intercambio en la economía plural.
 Política 4. Seguridad alimentaria con soberanía en los alimentos estratégicos.
 Política 5. Inserción comercial con soberanía.

Ley 144 de Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria

1. Fortalecimiento de la base productiva.
2. Conservación de áreas para la producción (Suelo, agua, Semillas, recursos genéticos)
3. Protección de recursos genéticos naturales.
4. Fomento a la producción.
5. Acopio, reserva, transformación e industrialización.
6. Intercambio equitativo y comercialización.
7. Promoción del consumo nacional (Implementa el Sello Social y el Compro y Como Boliviano).
8. Investigación, innovación y saberes ancestrales.
9. Servicios de sanidad agropecuaria e inocuidad alimentaria.
10. Gestión de riesgos.
11. Garantía de una alimentación y estado nutricional adecuados.
14. Gestión territorial indígena originario campesino.
15. Transferencias.

Ley 300 Marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien.

1. Saber alimentarse para Vivir Bien.
2. Promover hábitos de consumo sustentables.
3. Establecer procesos de producción no contaminantes y que respetan la capacidad de regeneración de la Madre Tierra, en función del interés colectivo.
4. Conservar los componentes, zonas y sistemas de vida de la Madre Tierra en el marco de un manejo integral y sustentable.
5. Prevenir y disminuir las condiciones de riesgo y vulnerabilidad del pueblo boliviano.
9. Promover fuentes de empleo digno en el marco del desarrollo integral.

Ley 338 de Organizaciones Económicas Campesinas OECAS y de Organizaciones Económicas Comunitarias OECOM para la integración de la agricultura familiar sustentable y la soberanía alimentaria.

- Define con precisión tanto las Organizaciones Económicas Campesinas como las Organizaciones Económicas Comunitarias.
- Las reconoce como núcleo orgánico, productivo, social y cultural para el Vivir Bien.
- Define como una obligación estatal en fortalecerlas, siendo reconocidas por la Ley 144, y por tanto destinatarias de Asistencia Técnica y fomento. Además, los considera como proveedores de alimentos para el Programa de Alimentación Complementaria Escolar, el Subsidio de Lactancia y otras normas similares.

Ley 393 de Servicios Financieros y normas conexos

- Establece un nuevo marco para las Entidades Financieras, creando nuevos tipos como Bancos Pyme, las Instituciones Financieras de Desarrollo IFD (antes ONGs) y Entidades Financieras Comunales.
- También establece la obligatoriedad del sistema financiero de cumplir con cuotas de su cartera destinadas al sector productivo y a vivienda. Esto incrementa significativamente el total de cartera que dispondrá el sector productivo nacional.
- Finalmente establece que por decreto se establecerá la tasa de interés activa para el sector productivo: en el primer decreto, se define 11,5 para microempresas, 7% para pequeñas y medianas, y 6% para grandes.

Fortalezas y debilidades

Debido a la naturaleza compleja y diversa de las Estrategias nacionales para el desarrollo, a continuación se señalan las fortalezas y debilidades generales del conjunto de estrategias:

Fortalezas	Debilidades
<ul style="list-style-type: none"> + Clara priorización de las poblaciones más pobres, tanto a nivel geográfico, como Pueblos Indígenas, Mujeres. + Se cuenta con información sobre cuáles son los municipios con mayor incidencia de pobreza, de vulnerabilidad alimentaria. + Ya está probada la transferencia directa de recursos a las OECAs y OECOMs desde proyectos nacionales. + Respeto a los usos y costumbres en la gestión de recursos. + Se han definido las competencias tanto de las futuras autonomías indígenas, como de Gobiernos Municipales, Regionales y Departamentales. + Altos grados de inversiones públicas en el área rural, especialmente en infraestructura caminera. + Las acciones de Entidades Financieras públicas y privadas para incrementar su cartera productiva. 	<ul style="list-style-type: none"> - Declaraciones de documentos marco aún no logran su implementación, por diversos factores (falta de reglamentos y normas conexas, no asignación de presupuesto, necesidad de construcción de instituciones, etc.). - Debilidad institucional para ejecutar las estrategias. - Insuficiente articulación entre las acciones de las entidades gubernamentales de nivel central con las departamentales y municipales. - Duplicación de esfuerzos. - Severas limitaciones para el trabajo intersectorial y generación de sinergias.

Apéndice IX. Ideas de Proyectos

En conversaciones y diálogo de políticas con el nuevo Gobierno de Bolivia ha informado que tiene interés en hacer uso de la próxima asignación PBAS del Fondo que corresponde a Bolivia. En discusiones preliminares se tienen tres posibles ideas de proyecto a considerar: 1) Complejo Productivo Rural-Integral - "Pro-Camélidos II" que sería un escalonamiento del proyecto -Pro-Camélidos (a ser aprobado en la Junta Directiva del FIDA en septiembre 2015 y que se espera lograr la efectividad durante el primer trimestre del año 2016) ampliando a otro territorio, 2) Fortalecimiento de Comunidades y Familias en Extrema Pobreza - "Plan-VIDA II" que sería una segunda fase del proyecto Plan VIDA, construyendo encima de los avances del proyecto anterior con la misma población objetiva pero abarcando también algunos municipios nuevos y 3) la tercera idea de proyecto sería el Programa de Alimentos de Alto Nivel Nutritivo con Valor Agregado e Identidad que sería una idea innovadora con un nuevo socio como Institución Responsable el Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural (MPyEP).

I. COMPLEJO PRODUCTIVO RURAL INTEGRAL

Posible área del Programa y población objetivo

Área del Programa. El área del Programa será consensuado junto con el Gobierno de Bolivia (GoB) y comprenderá principalmente municipios del Altiplano y Valles de los departamentos de Cochabamba, Chuquisaca y Tarija.

Población objetivo. La población objetivo serán familias, en su mayoría quechuas y aymaras, pequeños productores/as agropecuarios rurales y pequeños transformadores relacionados con el complejo productivo camélidos y otros complejos productivos relevantes para el territorio, tales como los granos andinos quinua, amaranto y de valles como los cereales trigo, avena, maíz y otros. Esta población tiene limitaciones en condiciones productivas y de tenencia de tierras, principalmente para mujeres y jóvenes, por lo cual, se priorizará la participación activa de los mismos en un marco de afirmación positiva.

JUSTIFICACIÓN

El área del Programa Complejo Productivo Rural Integral tiene potencial productivo en productos agrícolas, y con iniciativas de repoblamiento de camélidos como parte de las políticas sectoriales. Las familias rurales basan su economía en estos recursos, pero el trabajo fuera de finca en muchos casos, es la fuente principal de ingresos. Los complejos productivos presentan debilidades requiriendo apoyo para: a) mejorar la producción primaria y el manejo de los recursos naturales (suelo, agua y cobertura vegetal); b) mejorar los procesos de transformación con valor agregado, elevar la calidad y competitividad de los productos, fortalecer la gestión empresarial de las organizaciones y grupos de emprendedores y/o MyPEs; c) acceso a mercados en condiciones competitivas y acceso a servicios financieros acordes a sus capacidades, según requerimientos.

OBJETIVOS Y RESULTADOS DEL PROGRAMA

Objetivo de Desarrollo: Mejorar las condiciones productivas primarias, gestión de recursos naturales, seguridad alimentaria, transformación y comercialización de productos con valor agregado de las familias rurales en aproximadamente 40 municipios seleccionados de Cochabamba, Chuquisaca y Tarija.

COMPONENTES Y ACTIVIDADES

Ejes transversales: Desarrollo territorial, complejos productivos partiendo de la demanda del mercado, inclusión de mujeres y jóvenes, uso de los TICs.

Componente 1. Gestión territorial de los recursos naturales y mejora de la base productiva. Las actividades previstas son: fortalecer a los actores locales en la planificación territorial comunal y municipal para la gestión y manejo de los recursos naturales, resiliencia al cambio climático y seguridad alimentaria; inversiones para la mejora de la base productiva primaria en manejo e infraestructura productiva, innovaciones tecnológicas, asistencia técnica productiva, fortalecimiento organizacional articulado a los complejos productivos priorizados del territorio. Se continuará fortaleciendo el involucramiento de los gobiernos municipales en el desarrollo productivo de su territorio para la sostenibilidad de las iniciativas a través de concurrencia técnica y de recursos financieros.

Componente 2. Transformación con valor agregado, comercialización y alianzas. Las actividades articularán el eslabón primario con el eslabón de transformación y comercialización, a partir de la demanda real de los mercados a través de: fortalecimiento de las organizaciones en gestión empresarial, facilitación de innovaciones tecnológicas y transferencia de recursos para generar productos con valor agregado, competitivos y de calidad para acceder a mercados en condiciones favorables y mejores. Se pondrá énfasis particular en el involucramiento de las mujeres en todos estos procesos y de los jóvenes sobre todo en la aplicación de las tecnologías y en el uso de los TICs en el mercadeo. Los emprendimientos apoyados, deben generar alianzas a nivel local y regional, con proveedores y demandantes con privados y en alguna medida con públicos, para una mayor sostenibilidad y que implique el incremento de la producción y las ventas a mayor escala, donde las organizaciones económicas deben consolidar sus organizaciones base y tener capacidades de gestión con otros grupos similares, con una visión empresarial.

Componente 3. Acceso a servicios financieros, La nueva Ley de Servicios Financieros (LSF) N° 393 y el Decreto Supremo (D.S.) 2055, ofrecen condiciones auspiciosas para el acceso y la inclusión financiera de productores/as del área rural del país, donde el Programa facilite la Información y educación financiera, con el auspicio de entidades financieras y gobiernos municipales para contar con las condiciones necesarias para ampliar la cobertura y servicios financieros, para la movilización del ahorro, acercamiento a créditos, promoción de innovaciones de servicios financieros, acordes a la dinámica de los actores de los componentes 1 y 2.

CLASIFICACIÓN PRELIMINAR AMBIENTAL

El proyecto promoverá un manejo controlado de ganado en las zonas donde hay una presión de deforestación significativa. Al mismo tiempo, el proyecto promoverá una mejor gestión de los pastizales y su uso intensivo más sostenible. Las obras de infraestructura rural tendrán que prestar atención a los posibles impactos en los activos naturales y las personas.

Sobre esta base, la clasificación preliminar ambiental es B, riesgo moderado. Durante la etapa posterior de diseño se tendrá que prestar atención a los posibles impactos tanto provenientes del aumento del ganado así como de los impactos de las obras de infraestructura. Se debería especificar cualquier tema relevante relacionados con la tenencia de la tierra y los pueblos indígenas.

CLASIFICACIÓN PRELIMINAR CLIMÁTICA

El área seleccionada así como sus poblaciones se han definido anteriormente por el COSOP como extremadamente vulnerables al cambio climático. La cría de camélidos así como el aumento de la producción son sensibles al cambio climático. Es por ello que el proyecto preverá con mayor énfasis en las necesidades de adaptación. Sobre esta base, la clasificación preliminar de la vulnerabilidad climática es moderado. Durante la etapa posterior de diseño se tendrá que garantizar que la gestión sostenible de la tierra y los posibles impactos del clima sobre las infraestructuras se abordan a una escala adecuada.

DURACIÓN Y FINANCIAMIENTO

El Programa durará seis años con un presupuesto total de USD 31 millones: i) FIDA USD 17 millones; ii) GoB nacional USD 5 millones (incluyendo impuestos); iii) Gobernaciones y municipios USD 5 millones iv) usuarios USD 4 millones. Además se sondeará la viabilidad de un cofinanciamiento OPEP (apr. USD 5 millones).

INSTITUCIÓN RESPONSABLE

Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras (MDRyT)

II. FORTALECIMIENTO DE COMUNIDADES Y FAMILIAS EN EXTREMA POBREZA -

POSIBLE ÁREA DEL PROGRAMA Y POBLACIÓN OBJETIVO

Área del Programa. El ámbito de acción será consensuado junto con el Gobierno de Bolivia (GoB) y comprenderá municipios del Sur del Departamento de Cochabamba y municipios del Norte del Departamento de Potosí, donde actualmente viene desarrollando actividades el Proyecto Plan Vida.

Población objetivo. La población objetivo son familias en extrema pobreza que desarrollan actividades agropecuarias principalmente de subsistencia, con ventas ocasionales de excedentes. La mayoría ha recibido el apoyo del Proyecto Plan VIDA sobre todo en los procesos de planificación y también para iniciativas comunales.

JUSTIFICACIÓN

El área comprende municipios de extrema pobreza, topografía accidentada, la población presenta alta inseguridad alimentaria, activos vulnerables, problemas de baja productividad agropecuaria, deterioro y manejo no adecuado de los recursos naturales (suelo, agua y cobertura vegetal); problemas de tenencia de tierras por minifundio, y alta vulnerabilidad al impacto del clima. En las comunidades existen muy pocas iniciativas que realizan transformación o agregación de valor a los productos locales y subsiste inequidades en el acceso a servicios básicos y programas sociales del Gobierno. Los municipios y sus comunidades presentan dificultades de comunicación vial, aspectos que repercuten en los bajos niveles de seguridad alimentaria, consumo y comercialización principalmente a los mercados locales. Por tanto, el proyecto busca dar continuidad a las iniciativas que actualmente vienen siendo apoyadas por el Proyecto Plan Vida I, para fortalecer la su sostenibilidad con otros componentes como el apoyo para la transformación de productos locales con mayor énfasis para mejorar la seguridad alimentaria y la nutrición, el manejo de recursos naturales y resiliencia al cambio climático.

OBJETIVOS Y RESULTADOS DEL PROGRAMA

Objetivo de Desarrollo: Incrementar capacidades locales para mejorar la seguridad alimentaria y nutrición, con un enfoque de corresponsabilidad comunitaria y la gestión de recursos naturales, resiliencia climática en 30 municipios de Cochabamba y Potosí.

COMPONENTES Y ACTIVIDADES

Ejes transversales: Gestión de conocimientos; bajo una estrategia de construcción de aprendizajes, resultado de la interacción de conocimientos y experiencias entre la comunidad y los técnicos, en un proceso paralelo de sensibilización de personas e instituciones y estrategias de implementación en las lecciones aprendidas y buenas prácticas del Proyecto Plan VIDA.

Componente 1. Planificación Territorial y desarrollo de capacidades, a través de: i) fortalecimiento a las familias y comunidades en sus capacidades organizativas y acceso a conocimientos sobre la disponibilidad, estabilidad, acceso y uso de alimentos, principalmente en nutrición sana y equilibrada, diversificación alimenticia e higiene para mejorar la salud, con énfasis en mujeres en edad reproductiva, ; ii) ferias de recuperación de la comida de antaño para mostrar las bondades nutritivas de la producción local, iii) apoyo en la planificación territorial "comunidad-gobierno municipal" sobre potencialidades y brechas para construir oportunidades productivas y generación de ingresos.; iv) apoyo a iniciativas productivas que tomen en cuenta el valor nutricional (por ejemplo cultivos biofortificados, ricos en minerales y vitaminas, otros), la oportunidad de generar ingresos y la carga del trabajo de las mujeres (involucrándolas en la toma de decisiones) y, v) convenios con Unidades Educativas para la complementación de la educación nutricional con el ciclo primario en concordancia con los currículos regionalizados.

Componente 2. Gestión de los Recursos Naturales con enfoque de Seguridad Alimentaria, para mejorar las condiciones de la base productiva agropecuaria, a través de: i) recuperación de saberes ancestrales ii) ideas de iniciativas comunales enfocadas en seguridad alimentaria, iii) concursos intercomunales en infraestructura para la cosecha y distribución de agua aprovechando las cuencas, micro cuencas, ríos y manantiales, iv) recuperación de tierras agrícolas mediante prácticas de fertilización orgánica, recuperación de praderas nativas para la ganadería, y forestación con especies nativas adaptadas a áreas de recarga acuífera en cuencas y microcuencas.

Componente 3. Microempresas Comunitarias. Se busca dinamizar la economía local a través de: i) identificar demandas locales del municipio para el desayuno y/o almuerzo escolar y otros mercados; ii) apoyo a microempresas en la producción y transformación básica de productos para el desayuno escolar aprovechando facilidades para las compras estatales, iii) programas de promoción del consumo de la producción local de productos con alto valor nutritivo y concursos escolares de "Consumo mi Producción", iv) apoyar con infraestructura productiva referida a centros de transformación para la agregación de valor; v) fortalecimiento organizacional, apoyo a la asociatividad de iniciativas de negocio y capacidades de negociación para acceder y cumplir con las compras públicas de los Gobiernos Municipales, vi) vínculos con los programas sociales del Gobierno (Bono Juancito Pinto, Juana Azurduy y Bono Dignidad) y orientación e ideas innovadoras para invertirlos en actividades productivas y de transformación.

CLASIFICACIÓN PRELIMINAR AMBIENTAL

A medida que el proyecto promueva las obras de infraestructura para la cosecha y distribución de agua, será conveniente promover técnicas de manejo de cuencas, micro cuencas, ríos y manantiales para garantizar que los recursos hídricos se utilizarán de una manera sostenible y equitativa. Las obras de infraestructura rural tendrán que prestar atención a los posibles impactos en los activos naturales y las personas.

Basándonos en estos insumos, la clasificación socio-ambiental preliminar es B, riesgo moderado. Durante la etapa posterior de diseño se tendrá que prestar atención a la disponibilidad y los impactos de las obras de infraestructura (ambientales y sociales) de agua. Se debería especificar cualquier tema relevante relacionados con la tenencia de la tierra y los pueblos indígenas.

CLASIFICACIÓN PRELIMINAR CLIMÁTICA

El área seleccionada así como sus poblaciones se han definido anteriormente por el COSOP como extremadamente vulnerables al cambio climático. Las infraestructuras de cosecha y distribución de agua, promoverán una alta eficiencia del manejo del agua, y son las medidas de adaptación pertinentes dadas las tendencias pronosticadas en el área objetivo. El proyecto ya ha anticipado enfoques específicos sobre las necesidades de adaptación al clima.

Basándonos en estos insumos, la clasificación preliminar de la vulnerabilidad climática es moderado. Durante la etapa posterior de diseño se tendrá que asegurar que la eficiencia en el uso del agua y los posibles impactos del clima sobre las infraestructuras se abordan a escala adecuada

DURACIÓN Y FINANCIAMIENTO

El Programa durará seis años con un presupuesto total de USD 34 millones: i) FIDA USD 17 millones; ii) Gobierno nacional USD 8 millones (incluyendo impuestos); gobernaciones y municipios USD 5 millones; y iv) usuarios USD 4 millones. Además se sondeará la viabilidad de un cofinanciamiento GEF (aprox. USD 5 millones).

INSTITUCIÓN RESPONSABLE

Ministerio de Planificación del Desarrollo (MPD).

III. PROGRAMA DE ALIMENTOS DE ALTO NIVEL NUTRITIVO CON VALOR AGREGADO E IDENTIDAD

POSIBLE ÁREA DEL PROGRAMA Y POBLACIÓN OBJETIVO

Área del Programa. El ámbito de acción será consensuado junto con el Gobierno de Bolivia (GoB) y comprenderá dos regiones: la región de la Amazonía y la región de Altiplano-Valles.

Población objetivo. Familias rurales de pequeños productores/as que pertenecen a Organizaciones Económicas Campesinas (OECAs), a las Organizaciones Económicas Comunitarias (OECOMs) y Micro y Pequeñas Empresas (MyPEs), de municipios rurales de las dos regiones. Se trata de familias en situación de pobreza, con limitaciones diferenciadas en activos (tenencia de tierra en Altiplano) y servicios, pero con potencial para desarrollar alimentos específicos con alto nivel nutritivo transformados para responder a mercados específicos, que requieren fortalecer sus capacidades e iniciativas económicas para generar ingresos sostenibles y resilientes. El proyecto enfatizará la participación de las mujeres y los jóvenes.

JUSTIFICACIÓN

El área del Programa presenta potencial para generar emprendimientos integrales en base a producción tradicional de alto nivel nutritivo (quinua, amaranto, cañahua, y otros) en la región del Altiplano y Valles, y no tradicional (transformación de recursos naturales como semillas, frutos, otros maderables y no maderables (asaí, almendra, frutas tropicales, madera, cacao silvestre y otros) en la región de la Amazonía. Sin embargo, ambas regiones presentan problemas de acceso a innovaciones tecnológicas para generar valor agregado, falta de conocimientos de los diferentes mercados y tienen limitaciones en las capacidades organizacionales y empresariales de hombres, mujeres y jóvenes para desarrollar productos competitivos y articulación a los mercados. El Gobierno está interesado en la concurrencia de esfuerzos para transformar e industrializar los productos de las dos regiones para atender los requerimientos de mercados específicos (productos para diferentes segmentos etarios de la población boliviana y su exportación), en el marco de la economía plural y complejos productivos.

OBJETIVOS Y RESULTADOS DEL PROGRAMA

Objetivo de desarrollo: Contribuir al desarrollo económico local de 25 municipios en dos regiones: el Norte Amazónico (La Paz, Beni y Pando) y Altiplano y Valles (Cochabamba, Tarija y Chuquisaca) con iniciativas de producción, de transformación con valor agregado de productos tradicionales y no tradicionales, en función a la demanda efectiva y requerimientos de los mercados (locales, regionales, nacionales e internacionales)

Ejes transversales: Nichos de mercado, productos diferenciados, inclusión de jóvenes y mujeres.

Líneas de acción posibles:

Componente 1: Fortalecimiento territorial, económico y organizacional. Las actividades comprenderán: a) planificación territorial con los gobiernos municipales y comunidades para organizar vocación productiva tomando en cuenta el potencial del territorio en cuanto a productos de alto nivel nutritivo y la demanda de los productos que se puede producir y transformar para nichos del mercado nacional y otros para exportación, b) fortalecimiento del recurso humano y social con capacidades técnicas para mejora de productividad y de transformación con valor agregado, c) desarrollo de alianzas público privados para atender necesidades de servicios (caminos, comunicación, salud, otros) y d) fomento de la articulación de unidades productivas de base comunitaria.

Componente 2: Fortalecimiento de emprendimientos con valor agregado. Comprenderá: a) organización y financiación de planes de negocio alrededor del concepto de complejos productivo de los rubros identificados incluyendo asistencia técnica específica según rubro e infraestructura productiva de transformación, b) inversiones de nodos de acopio, transformación agroindustrial intermedia y/o final, y c) articulación a agroindustrias estatales ya implementadas (LACTEOSBOL, EMAPA, INSUMOS BOLIVIA), y otras privadas en el marco de complejos productivos.

Componente 3. Gestión de mercados e Innovación tecnológica. Las actividades comprenderán: a) investigaciones sobre el valor nutritivo de los productos pre-identificados de diferentes grupos etarios y otros para mejorar la competitividad, b) estudios de mercado específicos de productos de alto valor vitamínico, c) establecimiento de productos estratégicos/claves/estrella que

requiere el mercado para establecer la transformación de productos para la cadena de producción primaria y transformación, d) presentación de los productos, empaques, etiquetas, y otros, e) una campaña de concientización con posibles consumidores nacionales y promoción de los productos vinculado al movimiento gastronómico de Bolivia, y f) monitoreo de la dinámica de la demanda y oferta de productos para ajustes, innovación continua de productos y control de calidad.

CLASIFICACIÓN PRELIMINAR AMBIENTAL

A medida que el proyecto va a invertir en infraestructuras de transporte y otras infraestructuras de la cadena de valor, se tendrá que proveer de una atención específica para contrarrestar los posibles impactos ambientales y sociales de estas obras. Para conseguir un aumento de la producción lo ideal sería buscar a través de una mejor gestión del uso de suelos, así como una mejora en la gestión de la fertilidad y el control integral de plagas para reducir el impacto de los insumos sintéticos en el medio ambiente.

Basándonos en estos insumos, la clasificación ambiental preliminar es B, riesgo moderado. Durante la etapa posterior de diseño se tendrá que prestar atención al manejo integral de plagas así como a los potenciales impactos de infraestructura (ambientales y sociales). Cualquier problema de la tenencia de la tierra y los derechos de los pueblos indígenas también tendrá que ser especificado.

CLASIFICACIÓN PRELIMINAR CLIMÁTICA

El área seleccionada así como sus poblaciones se han definido anteriormente por el COSOP como extremadamente vulnerables al cambio climático. Las obras de infraestructura que serán apoyados por el proyecto podría ser más cuestionadas en el entorno de un clima cambiante. La sensibilidad de ciertos cultivos a la variabilidad del cambio climático probablemente demandará el uso de mejora de las técnicas agrícolas y de germoplasma adaptado a las condiciones de variabilidad climática.

Basándonos en estos insumos, la clasificación preliminar de la vulnerabilidad climática es moderado. Durante la etapa posterior de diseño se tendrá que asegurar que los cultivos serán capaces de cumplir con las expectativas en términos de productividad (germoplasma, la gestión sostenible de la tierra, etc.) y comprobar sus posibles impactos del clima sobre las infraestructuras.

DURACIÓN Y FINANCIAMIENTO

El Programa durará seis años con un presupuesto total de USD 34 millones: i) FIDA USD 17 millones; ii) Gobierno nacional USD 8 millones (incluyendo impuestos); gobernaciones y municipios USD 5 millones; y iv) usuarios USD 4 millones. Se sondeará un posible cofinanciamiento del fondo OPEP de aproximadamente USD 6 millones

INSTITUCIÓN RESPONSABLE

Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural (MPyEP).

Apéndice X: Políticas, estrategias y contexto institucional

Contexto institucional y estrategia nacional de reducción de la pobreza rural

El contexto país muestra un nuevo modelo de sociedad que se enmarca en el principio del suma qamaña o Vivir Bien, entendido como el acceso y disfrute de los bienes materiales y la realización afectiva, subjetiva y espiritual; en armonía con la naturaleza y en comunidad con los seres humanos. En ese marco, se han dado cambios en el ámbito legislativo y de la representación política, donde las naciones y pueblos indígena originario campesinos y otros sectores tradicionalmente excluidos tienen una mayoría de participación en las instancias legislativas y en todos los niveles de gobierno, ampliándose también la participación política de las mujeres. Además, se busca garantizar la incorporación, protección, y activa participación de los jóvenes en el sistema productivo, económico social y cultural

Bajo el nuevo modelo de estado, y a partir de la constitución política de 2009 se han generado políticas y normativas como la Ley 144 para “garantizar la seguridad y soberanía alimentaria”, la Ley 300 para “resguardar los derechos y el equilibrio de la Madre Tierra para Vivir Bien” que incluye lineamientos de gestión del cambio climático. Con el fin de operativizar este marco normativo, el Gobierno ha propuesto como herramienta la Agenda 2025, convertida en ley nacional en enero 2015 misma que entre sus prioridades tiene la erradicación de la pobreza extrema.

Las políticas públicas buscan la diversificación económica y en ese marco el Gobierno prioriza el fortalecimiento del sector agropecuario y particularmente de la agricultura familiar para superar: a) problemas relacionados con eficiencia productiva, competitividad, valor agregado, gestión empresarial y articulación a mercados diferenciados; b) problemas de gestión de recursos naturales (agua, suelo, agro biodiversidad, vegetación); y c) vulnerabilidad al cambio climático.

A partir de la Constitución Política de 2009 y la Ley N° 031 Marco de Autonomías y Descentralización se realizan cambios importantes en la institucionalidad de los niveles subnacionales: Gobiernos Autónomos Departamentales (GAD) y Gobiernos Autónomos Municipales (GAM)⁸, y en algunos casos, las Autonomías Indígenas con sus respectivas competencias para concurrir con presupuestos (recursos propios y endeudamiento), por lo cual, este marco institucional es la referencia para los programas/proyectos de FIDA.

Armonización y alineación

El nuevo modelo económico plurinacional considera como uno de los actores económicos a la pequeña producción agrícola y la economía comunitaria en correspondencia con el Marco Estratégico del FIDA (2011-2015).

El apoyo del FIDA al país se adhiere a los cinco principios de la Declaración de París, sobre la eficacia de la ayuda (alineación con las prioridades del país, apropiación nacional, armonización entre cooperantes para eliminar la duplicación de esfuerzos, mutua responsabilidad en materia de desarrollo y gestión orientada a resultados); bajo dichos principios, y, en lo que respecta al desarrollo rural y lucha contra el hambre, el COSOP es acorde al marco normativo de a) Ley 144 de Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria (Ejes temáticos 1. Soberanía Alimentaria, 4. Planificación desde las comunidades, 7 mejora de acceso a insumos, infraestructura productiva, asistencia técnica y capacitación, 10. Fortalecimiento de capacidades orgánicas, productivas de transformación, comercialización y financiamiento de comunidades indígena-originario-campesinas, interculturales y afro-bolivianos, y

⁸ Los Gobiernos Departamentales y Municipales, pueden endeudarse en base a su capacidad de endeudamiento con la autorización del Ministerio de Economía y Finanzas Públicas de Bolivia.

12. Transferencia de recursos a comunidades), b) Ley Marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien de octubre 2012, que establece la visión y los fundamentos del desarrollo integral en armonía y equilibrio asegurando la capacidad de regeneración ambiental (de la Madre Tierra), fortaleciendo saberes locales y ancestrales y, c) a los lineamientos sobre erradicación de la pobreza extrema de la Agenda Patriótica 2025.

Otras normas que igual se alinean a la agenda 2025, son el Plan del Sector Desarrollo Agropecuario 2014-2018 (Hacia el 2025) el Plan Sectorial de Desarrollo - Revolución de la Producción Industrial Manufacturera y Agroindustrial de la Economía Plural 2014 – 2018 del MDPyEP; la Ley 338 de Organizaciones Económicas Campesinas OECAS y de Organizaciones Económicas Comunitarias OECOM para la integración de la agricultura familiar sustentable y la soberanía alimentaria, de enero 2013, que reconoce las organizaciones económicas asociativas y comunitarias, la Ley 393 de Servicios Financieros, que además de regular a las Organizaciones No Gubernamentales ONGs financieras, determina el marco obligatorio de “cuotas mínimas” para el crédito productivo, así como determina la fijación de tasas de interés para el crédito productivo, el Seguro Agrario Pachamama, la Ley N° 622 de Alimentación Escolar de diciembre de 2014 que permite compras a las OECAs, así como programas orientados a riego, desayuno escolar y otros; y Programas y Proyectos gubernamentales que dan transferencias directas a productores, como el caso del Programa para la autogestión rural dirigido a consolidar el desarrollo productivo rural (EMPODERAR), Proyectos Alianzas rurales (PAR), Desarrollo Económico Territorial con Inclusión (DETI), Proyecto de Inversión Comunitaria en Áreas Rurales (PICAR), y próximamente el Proyecto Ruta Quinoa Camélidos; este conjunto de políticas y programas brinda una gran ventana de oportunidad y potencial de coordinación para las acciones FIDA en Bolivia (ver Expediente principal 1).

En ese marco el FIDA fortalecerá los siguientes instrumentos: a) dar continuidad al alineamiento en el uso de sistemas bolivianos de gestión financiera y de adquisiciones tal como señala la EPP, b) establecer alianzas y sinergias con instituciones públicas y privadas a nivel nacional, departamental y local, con la cooperación internacional (Banco Mundial, Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura, Agencia Suiza para el Desarrollo y la Cooperación y el Programa Mundial de Alimentos), c) diálogo político continuo y d) promoción de la concurrencia de la inversión pública y privada para fortalecer los programas y proyectos.

Los objetivos estratégicos que determina el presente documento, han sido concertados con representantes gubernamentales, sociedad civil, organizaciones indígenas y cooperación internacional en el in-country CPMT.

Expediente principal 1: Pobreza rural y las cuestiones relativas a los sectores agrícola y rural

Áreas Prioritarias	Grupo Afectado	Problemas Principales	Acciones Necesarias
Agricultura de pequeña escala con baja expansión por limitaciones físicas y pobreza.	<p>4,06 millones de habitantes que viven en la pobreza (2013 p).</p> <p>1,9 millones de habitantes en situación de pobreza extrema.</p> <p>3,3 millones de habitantes que viven en el área rural.</p> <p>1,6 millones de mujeres que habitan en el área rural.</p> <p>2,4 millones de indígenas originario campesinos que viven en el área rural.</p> <p>269 179 pequeños productores con pequeña propiedad con solo 4.85 millones de hectáreas y problemas de minifundio y baja productividad.</p> <p>333 403 habitantes que están en propiedad comunitaria.</p>	<p>En el altiplano las tierras comunales tienden a desaparecer para ceder paso a la presión por nuevas parcelas individuales y con baja productividad, proceso que debilita los resabios de las prácticas comunitarias.</p> <p>Para el caso de los Valles, existe la tendencia hacia la fragmentación de áreas colectivas comunales en parcelas individuales, tanto en comunidades de ex hacienda como de ayllus donde, además, se verifican procesos de compra- venta de tierras inclusive a personas ajenas a la comunidad.</p> <p>La pequeña propiedad es la que aglutina a la mayor cantidad de familias alcanzando a 269.179 beneficiarias, que representa más de la tercera parte 35,45% pero cuenta con solo 4.85 millones de hectáreas; hay una baja productividad agropecuaria por limitaciones sistémicas y deficiencias en acceso a asistencia técnica, accesos a innovaciones tecnológicas y a servicios financieros.</p> <p>Agricultura de pequeña escala dependiente del clima (incremento temperaturas, reducción de precipitaciones), se encuentra en situación altamente vulnerable al cambio climático previéndose pérdidas productivas</p>	<p>Políticas de apoyo para dar condiciones en el área rural para el incremento de la productividad, calidad y rendimientos agropecuarios mayores.</p> <p>Uso de la tierra en forma armonizada con la madre tierra, para cualquier ampliación de la frontera agrícola y manejo adecuado de los ganados (bovino, ovino, camélidos y otros).</p> <p>Apoyo con Asistencia Técnica e inversiones en infraestructura productiva para generar condiciones que impliquen el generar valor agregado de la materia prima, a través de la transformación y facilitar la comercialización, a través de las compras estatales y tener mejores condiciones para tener acceso a nichos de mercados.</p> <p>Apoyo a la generación y consolidación de complejos productivos y al interior de cada complejo, la interrelación de los actores de las cadenas productivas.</p>
Proceso de des ruralización, donde Campesinos pobres están abandonando el campo y migran hacia las ciudades.	<p>3,3 millones de habitantes que viven en el área rural.</p> <p>1,6 millones de mujeres que</p>	Migración campo-ciudad por falta de oportunidades de generación de ingresos en el área rural.	Generar oportunidades de ingresos en el área rural, a través de inversiones que faciliten la participación de mujeres y jóvenes.

	<p>habitan en el área rural.</p> <p>2,4 millones de indígenas originario campesinos que viven en el área rural.</p> <p>269 179 pequeños productores con pequeña propiedad con solo 4.85 millones de hectáreas y problemas de minifundio y baja productividad.</p>	<p>Las unidades económicas campesinas e indígenas, en el marco de sus propias estrategias de vida, combinan actividades agropecuarias con las no agropecuarias, donde el peso de los ingresos monetarios es cada vez mayor en las segundas actividades, conllevando procesos de “descampesinización” y de pérdidas de saberes y experiencias, así como una diferente visión sobre la producción agropecuaria, que pasa a ser un “rubro más” y muchas veces no el más significativo en términos de ingresos.</p>	<p>Generar capacidades a los beneficiarios para aprovechar las oportunidades de acceso a servicios financieros, para capitalizar las iniciativas rurales.</p>
<p>Deterioro del medio ambiente debido a la reducción de la fertilidad del suelo, número cada vez más limitado de recursos hídricos por el proceso de desertificación.</p>	<p>4,06 millones de habitantes que viven en la pobreza (2013 p).</p> <p>1,9 millones de habitantes en situación de pobreza extrema.</p> <p>3,3 millones de habitantes que viven en el área rural.</p> <p>1,6 millones de mujeres que habitan en el área rural.</p> <p>2,4 millones de indígena originario campesinos que viven en el área rural.</p> <p>269 179 pequeños productores con pequeña propiedad con solo 4.85 millones de hectáreas y problemas de minifundio y baja productividad.</p> <p>Agricultores familiares en el Altiplano y quizás la mitad de Valles</p>	<p>Deterioro de los recursos naturales (suelo, agua, agro biodiversidad, vegetación, praderas nativas, humedales, bosques), incrementando su vulnerabilidad y por ende también de las condiciones productivas.</p> <p>Debilidades institucionales y de gobernanza a nivel comunal y municipal en la gestión territorial planificada para la gestión de los recursos naturales y adaptación al cambio climático. Contaminación de los recursos suelo y agua por la actividad minera.</p> <p>Medio ambiente y recursos naturales vulnerables a los impactos del cambio climático por el incremento gradual de las temperaturas y la reducción de las precipitaciones. Acciones de deforestación debido a la expansión de la agricultura mecanizada (Oriente), el crecimiento de la agricultura de pequeña escala (comunidades campesinas colonizadoras) y por la expansión de la ganadería hacia los bosques, en el siguiente orden de deforestación: Santa Cruz, Beni, Pando, Tarija, La Paz, Cochabamba, y Chuquisaca.</p>	<p>Implementación de programas/proyectos con enfoque territorial e integrales para el manejo y gestión sostenible de los recursos naturales con inversiones en buenas prácticas de recuperación, protección y conservación, y de adaptación al cambio climático mediante fortalecimiento de capacidades, medios y condiciones.</p> <p>Fortalecimiento de políticas municipales para la institucionalización de la gestión sostenible de recursos naturales, Reducción del Riesgo de desastres (RRD) y de Adaptación al Cambio Climático (ACC).</p> <p>Apoyo a las políticas públicas emergentes de la Ley de la Madre Tierra que busca el equilibrio y la restauración de la Madre Tierra (Medio ambiente, Recursos Naturales, Economía productiva) a partir de la complementariedad de conocimientos ancestrales e innovaciones modernas.</p>
<p>Municipios rurales con pobreza y extrema pobreza en situación de alta vulnerabilidad y niveles altos</p>	<p>De los 340 municipios del país, 102 se encuentran en situación de alta vulnerabilidad INSAN, 199 presentan vulnerabilidad</p>	<p>Las familias ingieren aproximadamente el 52% de las calorías que requiere una persona, por lo que de acuerdo a lo expresado por el PMA - 2008, los</p>	<p>Fortalecimiento de capacidades locales para la nutrición adecuada de la familia a través de la valoración de alimentos locales e innovaciones alimenticias.</p>

de inseguridad alimentaria.	mediana a la inseguridad alimentaria.	<p>productores trabajan con la mitad de energías que su cuerpo requiere.</p> <p>Sistemas agropecuarios de producción son altamente dependientes de las lluvias, por lo que el cambio climático incrementará aún más el grado de vulnerabilidad de la población a la inseguridad alimentaria.</p> <p>Se trata de eventos que socavan los suministros de alimentos y el acceso a ellos por las familias, tales como: (i) la pérdida de producción propia de alimentos o existencias; (ii) la pérdida de ingresos y/o activos comercializables; (iii) el acceso económico más difícil a los alimentos (p. ej., debido al aumento de los precios), y (iv) el fracaso de los sistemas de apoyo tradicionales</p>	<p>Inversiones en infraestructura productiva con enfoque de gestión de riesgos, adaptación y resiliencia al cambio climático.</p> <p>Inversiones productivas y promoción de emprendimientos/negocios rurales agrícolas y no agrícolas para generar empleo e ingresos.</p> <p>Apoyo a emprendimientos rurales con asistencia técnica especializada.</p> <p>Promoción de alianzas/redes para la transformación, agregación de valor y comercialización</p> <p>Apoyo para la articulación a mercados con "cadenas cortas" que aseguran el flujo de alimentos básicos</p>
-----------------------------	---------------------------------------	---	---

Expediente principal 2: Matriz Organizacional e Institucional (Análisis de las fortalezas, debilidades, oportunidades y amenazas)

1. Instituciones gubernamentales

Fortalezas	Oportunidades	Debilidades	Amenazas
Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras (MDRyT)			
Es el ente rector/responsable de la política nacional del sector, y de la ejecución de Programas. Dispone del Plan del Sector Agropecuario 2014 – 2018 al 2025.	Goza de respaldo político del más alto nivel. Tiene como prioridad el apoyo a agricultores familiares.	Limitaciones de gestión. Baja relación y articulación con otros proyectos del MDRyT y con ministerios clave como el MDPyEP y MMAyA.	
Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural (MDPyEP)			
Responsable de la política de nacional del sector y de impulsar procesos de transformación y comercialización. Alta influencia en la política nacional de precios de los productos agropecuarios y manufacturados.	Prioriza el fortalecimiento de organizaciones de productores rurales y MyPEs periurbanas y urbanas en base al enfoque y herramienta de Complejos Productivos y Economía Comunitaria Cuenta con 21 complejos productivos identificados, incluyendo focalización departamental.	Lentitud en la implementación de políticas sectoriales. Limitada articulación con otros ministerios clave como el MDRyT y MMAyA.	Política de control de precios afectan a productores y actores del sector.
Ministerio de Medio Ambiente y Agua (MMAyA).			
Responsable de las políticas nacionales de Agua, medio ambiente y gestión de los recursos naturales.	Cuenta con políticas relacionadas a las temáticas de cuencas, microcuencas, recursos hídricos y riego. También sobre la gestión ambiental y recursos naturales. La APMT, es una entidad autárquica del MMAyA responsable de elaborar e implementar la Política Plurinacional de Cambio Climático en armonía con la Madre Tierra.	Limitada articulación con otros ministerios clave. La temática de cuencas, micro cuencas y riego no está relacionada con potenciales productivos.	
Ministerio de Planificación del Desarrollo (MPD); Viceministerio de Inversión Pública y Financiamiento Externo			
Órgano rector de la planificación nacional, responsable de la inversión pública nacional y relacionamiento con la cooperación internacional Una institución estable con poca	Importante aliado del FIDA. Buen nivel de cooperación y relacionamiento.	Aún no se cuenta con el Plan Nacional de Desarrollo actualizado. Limitada coordinación con los ministerios del sector.	

rotación del personal.			
Instituto Nacional de Innovación Agropecuario y Forestal – INIAF			
Cuentan con financiamiento del Gobierno, del Banco Mundial y donantes bilaterales. Cuentan con programas específicos de investigación y asistencia técnica.	Tienen mandatos en investigación, asistencia técnica, y en manejo de recursos genéticos. Alianzas con organizaciones de productores, universidades, ONG y otros.	Aún en proceso de consolidación institucional. Centralismo en la oficina nacional y poca presencia relevante en el área rural.	Permanentes cambios de personal.

2. Instituciones de Cooperación internacional

Fortalezas	Oportunidades	Debilidades	Amenazas
Unión Europea (UE)			
Apoyó el desarrollo de mapa de vulnerabilidad a la inseguridad alimentaria 2012. Apoyan al MDRyT.	El enfoque de la UE es acceso a la justicia. Trabajan con Recursos Hídricos. En 2017, la cooperación bilateral europea será canalizada a través de la UE.	Enfoque próximos años dirigido a temas no del interés directo del FIDA: Acceso a Justicia, Coca y narcotráfico.	Apoyo presupuestario a veces tiene limitantes en capacidad de ejecución.
Banco Mundial (BM)			
Amplios recursos financiero para distintos sectores como infraestructura (camino vecinales, riego).	Hay potencial de complementariedades con el nuevo programa "Ruta Quinoa Camélidos". El diseño se encuentra concluido, faltando la negociación del convenio.	No se pudo concretar sinergia específica para el programa "Ruta Quinoa Camélidos" por el desfase de tiempos en negociación. Sin embargo, existen oportunidades para trabajar en temas de desarrollo rural y emprendimientos, en el marco de sus programas, y especialmente en las áreas donde se tenga intervención de proyectos FIDA y BM.	Si no hay liderazgo del Gobierno, podrían duplicarse actividades entre ambos programas.
Food and Agriculture Organization (FAO)			
Experiencia con agricultura familiar. Buen expertis técnico agrícola y pecuaria Oficina país (IOC) compartida ; facilidad de dialogo	Cuenta con un estudio de caracterización de la agricultura familiar en Bolivia. Áreas comunes en el ámbito de acción de los programas y proyectos	Relativamente pocos proyectos concretos en campo.	
UNFPA			
Experiencia en violencia intrafamiliar del área rural así como el trabajo con jóvenes en derechos sexuales y reproductivos.	Posibles territorios comunes con áreas de FIDA.		

Agencia Suiza para el Desarrollo y la Cooperación – COSUDE			
Experiencia en gestión de riesgo de desastres y adaptación al cambio climático, en servicios financieros, mercados, innovaciones tecnológicas. Cuenta con socios ejecutores entre fundaciones y ONGs. Vinculación al MDRyT, MDPyEP.	Programa Mercados Rurales con enfoque de trabajo similar. Mismas áreas geográficas. Programa Biocultura apoya a camélidos e iniciativas económicas con identidad cultural. Programa Reducción del Riesgo de Desastres apoya gestión de riesgos y cambio climático.		
Embajada de Dinamarca/DANI DA			
Experiencia acumulada de apoyo al MDRyT, y a Programas de Desarrollo Local Agropecuario. Actualmente apoya a EMPODERAR DETI, cofinancia actividades del INIAF y con el MDPyEP el Programa Jiwasa de apoyo a las MyPEs urbanas y periurbanas.	Enfoque de trabajo similar: territorial y complejos productivos. Potencial para coordinar en municipios coincidentes y en el apoyo/articulación con emprendimientos (MyPEs) del área urbana y periurbana.		
GIZ (PROAGRO)			
Tienen mucha experiencia en gestión integral de recursos hídricos y manejo integral de cuencas en regiones afectadas por sequía. Enfoque en desarrollo de capacidades locales.	Estudios y material analítico en rubros varios.		
Agrónomos y Veterinarios sin Frontera (AVSF)			
Investigaciones sobre mercados rurales. Cuenta con alta experiencia en el Altiplano y en parte de la cobertura de municipios del FIDA.	Ejecuta un proyecto apoyado por INIAF de: "Innovación tecnológica para descordado de fibra de llama en Cochabamba".		
Plan Internacional			
Experiencia de enfoque por grupo de edad. Trabajó con jóvenes: derechos, desarrollo de las capacidades, embarazo adolescente. Trabajan con organizaciones locales de base.	Sinergias y aprendizajes en emprendimientos productivos con enfoque ambiental y seguridad alimentaria. Positivo interés de trabajar con FIDA.		

3. Organizaciones No Gubernamentales y Universidades

Fortalezas	Oportunidades	Debilidades	Amenazas
Organizaciones No Gubernamentales (Asociaciones o Fundaciones): existen diversas instituciones con capacidades y especialidades que pueden complementar el trabajo de los Proyectos apoyados por FIDA. A continuación sus características generales			
Equipos técnicos con capacidad y compromiso. Amplio conocimiento de los territorios. Experiencia en diversos temas de interés del Programa. Experiencia de trabajo y buena relación con productores Buen desarrollo de investigaciones (tierras, semillas, desarrollo de tecnologías, etc). Experiencia en asistencia técnica y capacitación a productores con enfoque de género.	Apertura a alianzas con los proyectos FIDA Capacidades desarrolladas en enfoques participativos. Cuentan con infraestructura y apoyo logístico.	Cobertura restringida. Capacidad de respuesta limitada. Pocos recursos disponibles	Donantes van retirando su apoyo a estas organizaciones
Universidades Nacionales (tanto públicas como Privadas). A continuación sus características generales			
Múltiples investigaciones técnicas y sociales. Experiencia en diversos temas de interés del Programa. Formación de técnicos y para técnicos.	Importante experiencia en investigaciones en temas de interés del programa FIDA Interés en relacionarse con actividades prácticas (extensión universitaria)	Tienen un enfoque de trabajo demasiado académicos	Lentitud en sus instancias de decisión.

Expediente principal 3: Posibilidades complementarias de asociaciones o iniciativas con donantes

Agencia/Donante	Sectores prioritarios	Áreas de Focalización	Período de referencia de la estrategia-país	Potencial de asociación con FIDA
Cooperación Multilateral y Bilateral				
Banco Mundial	<p>Segundo Proyecto Alianzas Rurales (PAR): 2012 a 2017. Objetivo: Mejorar la accesibilidad a los mercados de los pequeños productores rurales de las zonas seleccionadas mediante: a) promoción de alianzas productivas entre diferentes organizaciones de pequeños productores rurales y compradores; b) empoderamiento de los productores rurales con la creación y fortalecimiento de organizaciones de base autogestionadas; c) mayor acceso a bienes productivos, tecnología y servicios financieros; d) promoción de organizaciones de servicio.</p> <ul style="list-style-type: none"> Proyecto de Inversión Comunitaria en Áreas Rurales (PICAR): 2011 a 2017. Objetivo: Mejorar el acceso a infraestructura y servicios básicos sostenibles para las comunidades rurales más desfavorecidas de algunos de los municipios más pobres de Bolivia. Tiene tres componentes: formación de capacidades comunitarias (asistencia técnica, capacitación y fortalecimiento...); inversión para el desarrollo impulsado por la comunidad y; coordinación, supervisión y evaluación. 	<p>Implementación a través del Programa Nacional EMPODERAR del MDRyT, Tiene como cobertura municipios de Cochabamba, Santa Cruz, Oruro, Potosí, La Paz, Beni, Santa Cruz, Chuquisaca y Tarija. Una primera fase inició en 2006 (ampliación del PAR fue en 2012). El costo total del proyecto en su 2da fase es de US\$ 64.54 millones</p> <p>Implementación a través del Programa Nacional EMPODERAR del MDRyT, Su cobertura es en los municipios y comunidades con mayores índices de pobreza del país, incluida la amazonia boliviana. Su costo total: US\$ 43.00 millones</p>	Country Assistance Strategy 2012-2015	Sinergias y complementariedad en territorios con intervenciones en el sector de desarrollo rural. Apoyo y asistencia técnica a emprendimientos.
Banco Interamericano de Desarrollo (BID)	Plan de Fortalecimiento del Servicio Nacional de Sanidad Agropecuaria e Inocuidad Alimentaria (SENASAG). Desde 2009 Objetivo:	Implementación del proyecto a través del SENASAG. Cobertura Proyecto: Nacional Grupos meta: fortalecimiento del	Estrategia de País 2012-2017	Sinergias y complementariedad para impulsar los emprendimientos y la normativa de cada rubro en sanidad e

	<p>Fortalecer y consolidar los sistemas de sanidad animal, de sanidad vegetal y de inocuidad de los alimentos, para contribuir a la competitividad del sector agropecuario y forestal del país, y también a la salud y la seguridad alimentaria de la población.</p> <p>El Banco Interamericano de Desarrollo (BID) aprobó un préstamo por US\$62 millones para que pequeños productores puedan adoptar tecnologías que incrementen los rendimientos agropecuarios, el valor de la producción y la eficiencia productiva en Bolivia. Este programa espera beneficiar a 45.500 pequeños productores de comunidades indígenas de origen campesino con bajos niveles de ingresos. Se financiará la entrega de bonos no reembolsables para cubrir parcialmente los costos de adopción de diferentes tecnologías agropecuarias incluyendo riego tecnificado, deshidratadores, molinos, desgranadoras, cercas eléctricas e invernaderos, y asistencia técnica integral a los beneficiarios.</p>	<p>SENASAG para mejorar los servicios de sanidad e inocuidad para el sector Presupuesto total: USD 11.5 millones.</p>	<p>Este préstamo fue aprobado recientemente (Septiembre, 2015)</p>	<p>inocuidad.</p> <p>Sinergias y complementariedad para impulsar los emprendimientos.</p>
Unión Europea	<p>Su estrategia de apoyo presupuestario 2014 a 2020 contempla las áreas de: agua y saneamiento, agricultura, seguridad alimentaria, gobernanza, medio ambiente, cambio climático, energía, democracia y derechos humanos, recursos naturales, educación, descentralización, justicia, desarrollo productivo, empleo, minería, salud, lucha contra el narcotráfico, cultura y turismo, entre otras.</p>	<p>Tiene cobertura nacional. Su presupuesto para la nueva estrategia se incrementó en 16% y alcanza a la suma de 280 millones de euros.</p>	<p>Estrategia País a 2020</p>	<p>Potencial de sinergia en agricultura y seguridad alimentaria, medio ambiente y cambio climático.</p>
Banco Mundial, Reino de Dinamarca, Gobiernos de Suiza y de Italia	<p>Proyecto de Innovación y Servicios Agrícolas (PISA). 2012 – 2018. Objetivo: Fortalecer el Instituto Nacional de Innovación Agropecuaria y Forestal (INIAF) y el Sistema Nacional de Innovación Agropecuaria y Forestal (SNIAF) para contribuir al crecimiento productivo, la seguridad alimentaria, el desarrollo rural sostenible y el potencial de generación de ingresos de las</p>	<p>Implementación del proyecto es a través de INIAF. Cobertura del Proyecto: Nacional Población meta: Productores rurales. Presupuesto Total: USD 52.9 millones</p>	<p>Estrategia a 2018</p>	<p>Potencial para sinergias en investigación-acción, provisión de semillas y recursos genéticos y asistencia técnica..</p>

	familias del beneficiario que depende de la agricultura y silvicultura.			
Reino de Dinamarca (Danida)	<p>Proyecto Desarrollo Económico Territorial con Inclusión (DETI). 2011 – 2018.</p> <p>Objetivo: Impulsar el desarrollo productivo local y de adaptación al cambio climático de pequeños productores agropecuarios y forestales de comunidades y pueblos indígenas, a través del apoyo integral a iniciativas productivas agropecuarias, agroforestales y otras no agropecuarias y del fortalecimiento a las capacidades institucionales.</p>	<p>Implementación a través del Programa Nacional EMPODERAR del MDRyT,</p> <p>Área del Proyecto: Potosí (18 municipios), Chuquisaca (12), Tarija (2), Santa Cruz (4), Oruro (13), La Paz (15) y Norte Amazónico (14 municipios).</p> <p>Grupos meta: Pequeños productores rurales.</p> <p>Presupuesto Total: USD 12 millones.</p>	Estrategia País a 2017	<p>Sinergias y complementariedad en territorios con intervenciones en el sector de desarrollo rural y desarrollo local.</p> <p>Apoyo y asistencia técnica a emprendimientos.</p> <p>Fortalecimiento de capacidades de producción, transformación y comercialización.</p>
Agencia Suiza para el Desarrollo y la Cooperación COSUDE	<p>Programa de Mercados Rurales. De 2014 a 2017.</p> <p>Objetivo: Contribuir a la reducción de la pobreza en por lo menos 2% en las áreas atendidas en un lapso de diez años a través del desarrollo de complejos productivos en respuesta a la demanda de mercados rurales.</p> <p>Además, COSUDE impulsa proyectos:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Microseguros (INSA) • JIWASA (MDPyEP), con Danida. • Sistemas financieros (BDP). • Formación de jóvenes. • Cambio Climático (cuencas, gestión de riesgos, manejo de desechos sólidos...) 	<p>La implementación de programas es a través de socios con amplia experiencia como Swisscontact-Fundación PROFIN, HELVETAS Swiss Intercooperation, PRORURAL y otros aliados ONGs.</p> <p>Su cobertura se centra en Altiplano y Valles (Departamento de La Paz, Oruro, Potosí, Cochabamba, Chuquisaca y Tarija).</p> <p>Grupos meta: Pequeños productores.</p> <p>Con un presupuesto total de USD 10.8 millones</p>	Estrategia para 4 años.	<p>Potencial para sinergias en mercados, cadenas productivas (producción, transformación y comercialización) y acceso a servicios financieros para emprendimientos productivos.</p>
Cooperación Italiana, Ministerio de los Asuntos Exteriores - Dirección General para la Cooperación al Desarrollo	<p>Uso sostenible de los recursos naturales para la producción de quinua y camélidos: "Sistema Agroalimentario Integrado Quinua/ Camélidos, promoción de la Agricultura Familiar Comunitaria Sustentable del Altiplano Boliviano". De 2013 a 2018.</p> <p>Objetivo: Contribuir a promover la seguridad alimentaria con soberanía en el Altiplano boliviano, a través del fortalecimiento territorial de la agricultura familiar comunitaria sustentable, productora de quinua y de camélidos en armonía con los</p>	<p>La implementación del proyecto es a través de FAO, MDRyT, INIAF, ONG Italiana, universidades italianas y bolivianas.</p> <p>Área del Proyecto: Oruro (Municipio de Salinas de Garci Mendoza) y Potosí (Municipio de Colcha-K).</p> <p>Grupos meta: Familias y comunidades productoras de quinua y camélidos.</p> <p>Presupuesto USD 4.1</p>	Proyecto	<p>Sinergia en el objetivo común de aumentar la seguridad alimentaria, y tener una estrategia basada en invernaderos a nivel familiar, comunal y municipal.</p>

	derechos de la Madre Tierra para el Vivir Bien.	millones.		
Danida, Hivos e ICCO de Holanda	Movimiento de Integración Gastronómica Boliviana (MIGA). De 2012 a 2015. Objetivo: Generar el desarrollo desde la revalorización de los procesos gastronómicos regionales (revalorización gastronómica, ingreso y sostenibilidad en mercados, articulación entre actores) que contribuyan a la generación de empleos dignos, al incremento de los ingresos y de la calidad de vida de las familias vinculadas a la cadena alimentaria, fortaleciendo las identidades locales y regionales.	Implementación del proyecto a través de la Organización Inter-eclesiástica para la Cooperación al Desarrollo (ICCO) y el Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural (RIMISP) en coordinación con 16 instituciones de la sociedad civil y el MDRyT. Cobertura nacional y grupos meta de familias y asociaciones productoras de productos agrícolas. Presupuesto Total: USD 2 millones.	Proyecto	Potencial de sinergia en comercialización, mercados y conexión con consumidores.
FAO	Estrategia con enfoque intersectorial hasta el 2020, con énfasis en su intervención en: <ul style="list-style-type: none"> • Agricultura Familiar y Comunitaria • Seguridad Alimentaria • Cambio Climático • Inocuidad/Sanidad Prioriza: incremento de la producción y productividad de alimentos estratégicos; reservas estatales; cosecha y abastecimiento de agua; fomento a la agricultura ecológica; compras directas de alimentos de los pequeños agricultores; agricultura urbana y periurbana.	Cobertura nacional y grupo meta: agricultura familiar y pequeños productores rurales.	Estrategia País 2015 – 2020, realizada a través de mapeo de actores y proceso participativo con las principales entidades gubernamentales (ministros y equipos técnicos)	Potencial de sinergia y complementariedad por similitud de orientaciones y objetivos.
PMA	Sus áreas de trabajo son: <ul style="list-style-type: none"> • Alimentación escolar sostenible y productiva. • Fortalecimiento de los programas nutricionales del Gobierno. • Fomento de los medios de subsistencia y reducción del riesgo de desastres 	Cobertura entre 20 a 40 municipios considerados pobres.	Programa País 2013-2017 es el marco de cooperación del PMA al gobierno de Bolivia. Inicialmente, se desarrollará en 20 municipios	Potencial coordinación en programas de alimentación escolar.

Expediente principal 4: Identificación del grupo-objetivo, cuestiones prioritarias y posible actuación

#	Tipología	Causas de la pobreza	Medidas recomendadas	Necesidades prioritarias	Apoyo de otras iniciativas	Respuesta del COSOP
1	Productores rurales (pertenecientes a Comunidades, Pueblos y Naciones Indígenas Originario Campesinos de tierras altas y tierras bajas)	<p><u>Recursos naturales y clima:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Deterioro de los recursos naturales (suelo, agua, vegetación, praderas nativas, humedales, bosques). • Incremento de las vulnerabilidades en las condiciones productivas. • Incremento de la variabilidad climática como efecto del cambio climático cuyos impactos en la actividad productivas generan pérdidas. <p><u>Planificación territorial y gestión organizacional</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Debilidades en planificación y gestión territorial. • Limitaciones en capacidad organizacional para temas productivos agrícolas y no agrícolas. • Dispersión y aislamiento de comunidades y por ende no hay acceso a servicios básicos. <p><u>Productividad, transformación y mercados:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Baja productividad agrícola por alta presión en el recurso suelo, limitaciones en el acceso- 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilización y fortalecimiento de capacidades para gestionar los recursos naturales. • Manejo y gestión de recursos naturales (suelo, agua, vegetación, praderas nativas, humedales, bosques) a través de medidas de recuperación, protección y conservación vía planificación territorial y/o planes específicos. • Medidas de adaptación y fortalecimiento de las capacidades de resiliencia climática. • Fortalecimiento de las capacidades organizacionales. • Articular programas públicos y privados para vinculación caminera, vivienda, salud y otros sectores. • Incentivar y desarrollar emprendimientos económicos agrícolas y no agrícolas para generar ingresos. • Mejorar emprendimientos rurales a partir de planes de negocio. • Fomentar y articular servicios locales no financieros: asistencia técnica, insumos productivos ecológicos, acopio, transformación, 	<ul style="list-style-type: none"> • Formación para gestionar recursos naturales. • Formación para mejorar productividad primaria y transformación con valor agregado. • Formación para gestionar emprendimientos rurales agrícolas y no agrícolas con énfasis en análisis de costos y rentabilidad. • Formación en competencias laborales para mejorar oportunidades de acceso a empleos no agrícolas. • Facilitar/movilizar conocimientos, innovaciones, tecnologías apropiadas/adaptadas para producir y transformar productos. • Planificar e implementar planes territoriales de gestión de riesgos y adaptación al cambio climático. • Promover emprendimientos agrícolas y no agrícolas. • Facilitar asistencia técnica especializada acorde a los emprendimientos rurales. • Optimizar procesos de comercialización y acceso a mercados con equidad 	<ul style="list-style-type: none"> • Promover redes de colaboración rural-urbano para viabilizar mercados alternativos. • Articular necesidades de accesos a servicios básicos (agua, luz, salud, vivienda, caminos, puentes) a Programas Públicos (p.e. Mi Agua). • Articular programas de capacitación del gobierno central para fortalecer la institucionalidad de las autonomías municipales y competencias para el desarrollo económico productivo y gestión de recursos naturales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Inversión en manejo y gestión de recursos naturales para su recuperación, protección y conservación. • Fortalecimiento en la planificación territorial municipal y comunal para la gestión sostenible de recursos naturales. • Inversión en medidas (intangibles y tangibles) para gestión riesgos de pérdidas y adaptación al cambio climático. • Promover la inversión municipal para gestionar riesgos de desastres y adaptación al cambio climático. • Promoción de capacidades y recursos locales como condición de partida para construir resiliencia climática, • Inversiones en infraestructura productiva para mejorar medios productivos. • Inversiones productivas y promoción de emprendimientos/negocios rurales agrícolas y no agrícolas para generar empleo e ingreso. • Inversión en formación de capacidades productivas y de acceso a mercados.

		<p>aprovechamiento eficiente del agua y por el incremento de los riesgos climáticos.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limitaciones en acceso a información y tecnología apropiada/adaptada a los contextos locales. • Limitaciones en el acceso a infraestructura productiva. • Recursos humanos locales (líderes/as) no son reconocidos, certificados y articulados para dinamizar servicios de asistencia técnica local. • Limitaciones en el acceso a servicios no financieros y financieros. • Envejecimiento de la población y migración de jóvenes afecta la disponibilidad de mano de obra. • Dificultades organizacionales para emprendimientos económicos agrícolas y no agrícolas por individualismos y baja cohesión social. • Limitadas capacidades para negociar y articular productos primarios y/o transformados a mercados diferenciados. • Altos costos de producción versus bajos precios de venta en los mercados y dependencia de intermediarios comerciales (mayoristas) desmotivan la 	<p>certificación inocuidad alimentaria, otros.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Facilitar tecnología e infraestructura productiva apropiada/adaptada a las condiciones locales. • Promover el reconocimiento y certificación de competencias de talentos locales para brindar servicios. • Articular el acceso a servicios y productos financieros para el sector rural: ahorros, créditos, micro seguros en el marco de las normativas actuales. • Desarrollar capacidades de negociación y articulación a mercados diferenciados. • Desarrollar herramientas para reducir costos de transacción de llegada al mercado para mejorar precios de venta de productos primarios y transformados. 	<p>social.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incrementar el acceso a servicios financieros y no financieros. 		<ul style="list-style-type: none"> • Apoyo a emprendimientos rurales con asistencia técnica especializada. • Incremento de activos y fortalecimiento de los medios de producción • Fomento de cadenas de valor y promoción del acceso a mercados a nivel territorial, nacional e internacional. • Promoción de alianzas/redes para la transformación, agregación de valor y comercialización.
--	--	---	--	--	--	---

		producción primaria y transformación de alimentos.				
2	Mujeres y jóvenes rurales	<p><u>Mujeres:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Las causas de la pobreza son las mismas descritas para los productores rurales. La emigración temporal de los hombres, incide a que las mujeres se vuelvan jefas de hogar, asumiendo una mayor carga de trabajo, lo cual las limita a acceder a servicios y conocimientos. Las mujeres no ejercen plenamente sus derechos económicos, sociales y culturales. Las mujeres no cuentan con conocimientos y tecnologías apropiadas/adaptadas para reducir su carga de trabajo productivo. Las mujeres tienen limitadas oportunidades para desarrollar emprendimientos propios porque no cuentan con medios (activos), capacidades y recursos. <p><u>Jóvenes:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> No tienen acceso a la tierra y a activos, lo cual les limita representatividad y aporte en toma de decisiones en la organización comunal. No tienen oportunidades económicas para 	<p><u>Mujeres:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Facilitar conocimientos y tecnología productivas apropiada/adaptadas para reducir la carga de trabajo productivo, mejorar productividad e incrementar sus ingresos. Generación de oportunidades económicas agrícolas y no agrícolas para mejorar sus ingresos. Innovar redes de comercialización colectiva. Facilitar educación financiera para mejorar la toma de decisiones informada para acceder a servicios y productos financieros. <p><u>Jóvenes:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Generar oportunidades económicas según condiciones y capacidades de los jóvenes, como servicios no financieros (asistencia técnica, provisión de insumos productivos, servicios climáticos, transporte, puentes de comercialización, otros). Impulsar que los gobiernos municipales 	<p><u>Mujeres y jóvenes:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Acceso a la tierra y participación efectiva en sus organizaciones campesinas. Formación en derechos económicos, sociales y culturales, autoestima y liderazgo. Formación productiva para mejorar su seguridad alimentaria e ingresos, sin incrementar su carga de trabajo. Acceso a oportunidades económicas. Acceso a servicios no financieros y financieros acordes a sus necesidades y tiempos. Impulsar políticas municipales de incentivos para que los jóvenes se queden. 	<p><u>Mujeres y jóvenes:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Promoción de acciones de afirmaciones positivas a favor de mujeres y jóvenes Promoción de espacios de gestión de conocimientos, redes y rutas de aprendizaje específicos las necesidades de mujeres y jóvenes. Formación y fortalecimiento de capacidades productivas, emprendimientos económicos y laborales. Promoción de inversiones productivas y de emprendimientos específicos. 	

		<p>quedarse en el campo y emigran a las ciudades, contribuyendo a aumentar la población de adultos mayores en las comunidades y reducción d emano de obra.</p> <ul style="list-style-type: none"> • No tienen acceso a espacios de formación de capacidades para emprendimientos económicos (negocios rurales). 	<p>planifiquen y presupuesten recursos para capacitación laboral de los/as jóvenes para mejorar sus oportunidades de acceso a empleos.</p>			
--	--	--	--	--	--	--

Bibliografía

1. Agenda Patriótica 2025, 13 Pilares de la Bolivia Digna y Soberana. Palabras del Presidente del Estado Plurinacional de Bolivia. Evo Morales Ayma. Asamblea Legislativa. Ministerio de Comunicación, Estado Plurinacional. La Paz, 22 de enero de 2013.
2. Plan Nacional de Desarrollo, actualización al 2010.
3. Plan Sectorial de Desarrollo Agropecuario 2014-2018. Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras.
4. Plan Sectorial de desarrollo, revolución de la producción industrial manufacturera y agroindustrial de la economía plural 2014-2018.
5. Foro: Declaración de París sobre la eficacia de la ayuda al desarrollo y programa de acción Accra. 2005.
6. FIDA: Marco Estratégico del FIDA 2011-2015.
7. Ley N° 144, de Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria, Estado Plurinacional de Bolivia. 26 de junio 2011.
8. Ley 300 Marco, de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien, octubre 2012.
9. Ley 338 de Organizaciones Económicas Campesinas OECAS y de Organizaciones Económicas Comunitarias OECOM para la integración de la agricultura familiar sustentable y la soberanía alimentaria, enero 2013
10. Ley 393 de Servicios Financieros, agosto 2013.
11. Banco Central de Bolivia: Nivel de remesas de trabajadores, diciembre 2012. René Pereira Morató OIM, Perfil Migratorio de Bolivia 2011.
12. Evaluación del Programa en el País, marzo 2014
13. PLAN DE ACCIÓN DEL PROGRAMA DE PAÍS 2013 – 2017.
14. Página web del Instituto Nacional de Estadística.
15. UDAPE (2009). Unidad de Análisis de Políticas Sociales y Económicas (UDAPE). Tomo VIII. El sector agropecuario.
16. UDAPE (2013). Unidad de Análisis de Políticas Sociales y Económicas (UDAPE). Séptimo informe de progreso de los Objetivos de Desarrollo del Milenio en Bolivia.
17. UDAPE (2014). Unidad de Análisis de Políticas Sociales y Económicas (UDAPE), Ministerio de Salud-Comité Técnico Consejo Nacional de Alimentación y Nutrición (CT-CONAN). Encuesta de Evaluación de Salud y Nutrición 2012: Informe de Resultados.
18. MEFP (2015). Ministerio de Economía y Finanzas Públicas (MEFP). Desempeño de la economía en Bolivia Enero - Abril 2015. Separata. Disponible en: <http://medios.economiayfinanzas.gob.bo/MH/documentos/2015/separatas/Separata-Economia-interactivo.pdf>
19. CEPAL, FAO, IICA (2012). Perspectivas de la agricultura y del desarrollo rural en las Américas: 2013. Una mirada hacia América Latina y el Caribe.